

le reportage de J. DE BARRIN

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 fr.; Maroc, 1,50 fr.; Tunisie, 1,30 fr.
Allemagne, 1 Mk.; Autriche, 12 sch.; Belgique,
1 fr.; Canada, 3 7/8; Danemark, 2,50 kr.;
Espagne, 35 pes.; Grèce-Bulgarie, 20 p.; Irlande,
20 sh.; Iran, 60 ric.; Italie, 350 l.; Liban, 200 p.
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas,
1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Soudan, 2,80 fr.
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Prix des abonnements par an 38

5, RUE DES ITALIENS
75327 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4287-23 Paris
Télex Paris n° 654572
Tél. - 746 73.33

En dépit de la teneur et de la confusion qui dominent apparemment l'ensemble de la politique économique du régime, il n'est pas possible de penser que le régime portait à se attendre à l'assassinat national des délégués syndicaux convoqués à Rome le 14 février : l'adoption d'un programme économique qui, en échange d'une liste résolue contre le chômage, prévoit des sacrifices notables. Il s'agit bel et bien d'un « pacte social » fondé sur la conviction que l'antériorité est indispensable pour sortir de la crise. La thèse n'est pas neuve, et le parti communiste l'a faite sienné depuis deux ans. Mais jamais encore elle n'avait été mise à l'épreuve d'une consultation de

Dix mille assemblées se sont réunies depuis un mois dans les entreprises pour discuter un document émanant du comité directeur unitaire, où se retrouvent les trois confédérations syndicales. L'objectif principal est le plein emploi, le programme prévoit deux conditions pour l'atteindre. D'abord, la nécessité d'une planification à partir de quelques priorités : développement du secteur public, des investissements, lutte rigoureuse contre l'évasion fiscale. Ensuite, l'acceptation de contraintes : ralentissement de la progression des salaires pendant trois ans, gestion plus rigoureuse des dépenses, réduction des dépenses, mobilité du temps, renforcement de certains tarifs publics.

C'est un tournant qui importe plus que celui de 1968-1969 », a déclaré M. Giorgio Napolitano, secrétaire général de la fédération U.I.L. (social-démocrate et républicaine). Outre la modération des revendications salariales et l'acceptation de la mobilité de l'emploi, la mesure tient au choix de la planification. Les syndicats ont édicté une prévision le chapitre des recettes, fixé un plafond au déficit du secteur public et avancé des propositions telles que, selon M. Napolitano, les négociations contractuelles en seront transformées : « Elles n'auront plus pour référence le salaire, mais l'organisation du travail ».

Les dirigeants nationaux des syndicats ont couru de l'une à l'autre assemblée d'entreprise, sachant que les « sacrifices » étaient peu appréciés de la base, en tout cas mal compris, dans la mesure même où les travailleurs ne connaissent du document que ce que les journaux ont pu en avoir publié. Ainsi s'expliquent-ils les réticences des syndicats à accepter les licenciements », après s'être inclinés en novembre 1976 devant la suspension des effets de la Pêche mobile des salaires.

L'assemblée de Rome ne reflète pas exactement l'humeur de la base. Sur ses quinze cents délégués, un peu plus du tiers sont des élus. Et la majorité est d'origine provinciale et, dans la plus forte d'Italie — s'achève par deux motions contradictoires.

D'autres secteurs n'ont en revanche connu aucun débat. La participation aux assemblées a été quasi nulle dans les entreprises de moins de 100 salariés, les services. Deux éléments du document ont été difficilement acceptés : la modulation salariale, parce que chaque catégorie veut garder les maîtres fibres pour intégrer ses conventions collectives ; la mobilité de l'emploi, qui n'est acceptée que comme passage d'un poste à l'autre sans le transit par un quelconque « stationnement ». L'état-major de la fédération devra donc adapter son langage.

L'Italie a donné en tout cas deux images d'elle-même au cours des dernières semaines. A Rome, quelques dizaines de personnes, composant la classe politique, essaient de dénouer les problèmes sociaux et économiques. Dans les entreprises, dix mille assemblées ont discuté haut et fort des choix économiques du pays. Mais on ne saurait dissocier ces deux démarches, car la classe politique a besoin d'une détermination des syndicats d'une évolution politique pour atteindre ses objectifs.

La contre-offensive éthiopienne progresse dans l'Ogaden, où elle engage moins d'effectifs et de moyens qu'on ne le croyait généralement. Somalie a annoncé, pour faire face à cette attaque, la mobilisation armée et l'état d'urgence, tandis que le général Siyad Barre, chef de l'Etat somalien, se disait « découragé » par la « passivité » des Occiden-

A Moscou, l'agence Tass a confirmé indirectement les « assurances » que les Etats-Unis ont affirmé avoir reçu, le 10 février, quant à la finalisation du conflit. L'agence assure, en effet, que les inquiétudes à ce propos sont « sans fondement » et que l'Ethiopie « ne s'assigne pas pour objectif de franchir la frontière somalienne » au terme d'une contre-offensive « destinée seulement à libérer ses propres territoires ».

D'autre part, selon les services de renseignements américains, un paquebot soviétique transportant des militaires cubains en provenance d'Angola, et se dirigeant vers l'Éthiopie, aurait été égaré dans l'océan Indien. Cet envoi de renforts confirme l'engagement à Cuba de La Havane dans le conflit, dont fait état notre envoyé spécial à Cebu. Les dirigeants cubains estiment qu'ils soutiennent en Éthiopie une « révolution authentique ».

De notre envoyé spécial

La Havane. — A t'en tenir aux déclarations officielles des dirigeants cubains, c'est ainsi que l'on doute l'Ethiopie comme elle a aidé et continue d'aider d'autres gouvernements africains. Mais cette assistance, réaffirmée avec fermeté, ces dernières semaines n'implique pas, selon les Cubains, l'envoi massif d'unités combattantes, de soldats, de conseillers de Cuba avec les peuples africains que se négocia pas, a déclaré M. Fidel Castro, le 24 décembre dernier à La Havane, dans son discours de clôture de l'Assemblée

- **ÉTHIOPIE** : une visite sur le « front de Harrar ».
- **SOMALIE** : mobilisation et état d'urgence.

(Lire page 3 les articles de nos entoués spéciaux.)

LES GRILLES DU TEMPS

Né à El-Jadida (Maroc) en 1938. Abdelkébir Khatibi est poète (Le Lutteur de classe à la manière taoïste », éd. Sindbad), romancier (« La Mémoire tatouée », Denoël - L.N., 1971) et essayiste (« La Blessure du nom propre », Denoël - L.N., 1974, « Vomito bianco », « 10/18 », 1974. Professeur à la faculté des lettres de Rabat et attaché au centre universitaire de la recherche scientifique. Il est également le

1. – < Ce qui fait la force actuelle des Arabes, ce n'est pas tant le pétrole que leur théologie, leur mystique et leur langue >

« On dit que la société arabe n'est pas sous-développée mais sous-analysée. Vous paraît-elle effectivement impensée ? Ou bien est-elle, comme le soutiennent certains, mal pensée ? »

— Peut-être faut-il dire d'emblée que la pensée est rare, très rare : il y a à peine un grand penseur par siècle. Soyons

loyaux. Un tel entretien ne doit-il pas comporter un certain protocole, respecter certaines lois d'hospitalité? Et un tel protocole ne doit-il pas être accompagné par un principe de loyauté?

» Alors, je dirai que partout la pensée est sous-développée. Mais diriez-vous, il y a des degrés variés de développement et de

Le président Sadate achève, ce lundi 13 février, à Rome et au Vatican, où il sera reçu en audience par le pape Paul VI, une tournée de dix jours au Maroc, aux Etats-Unis et en Europe.

Avant de quitter Paris, il a déclaré, dans la matinée du même jour, au cours d'une conférence de presse précédant son dernier entretien avec M. Giscard d'Estaing, que ses entretiens en Europe comme aux Etats-Unis, étaient « encourageants », qu'il « se féliciterait sur le chemin de la paix » et n'avait pas demandé d'armes au président de la République.

Les relations entre Washington et Jérusalem connaissent — par ailleurs — une nouvelle phase de tension à propos des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés. M. Menahem Begin, en effet, a accusé dimanche les Etats-Unis d'avoir « opéré une volte-face vis-à-vis des propositions de paix israéliennes et pris parti contre Israël ». Il a très vivement critiqué les propos tenus, le 10 février, par M. Cyrus Vance. Le secrétaire d'Etat américain avait répété en termes particulièrement nets que les implantations israéliennes dans les territoires occupés étaient « contraires au droit international » et « ne devraient pas exister ».

Interrogé au cours de sa conférence de presse du 20 mai, M. Malinvaud a déclaré que le problème des implantations israéliennes dans les territoires occupés, le chef de l'Etat israélien, le général Golda Meïr, avait déclaré deux points de divergence entre l'Egypte et Israël, le premier portant sur la question de droit d'autodétermination des peuples et la seconde sur ces colonies.

En réponse à une question sur les modalités de la détermination des dommages, M. Giscard d'Estaing a déclaré que son entrevue avec M. Giscard d'Estaing, dimanche après-midi, avait porté sur la question de savoir comment les dommages causés par les avions F-16 pourraient être évalués. M. Giscard d'Estaing a déclaré que dans l'étape actuelle des négociations le but immédiat était d'établir une déclaration de principe qui servirait ensuite de guide aux négociations dans les différentes commissions.

(Lire la suite page 5.)

d'armes au président Giscard d'Estaing. Cette question n'a pas été discutée entre nous. Mon intention était d'abord de mettre le président Giscard d'Estaing au courant des résultats de ma visite aux Etats-Unis et dans différents pays d'Europe. »

A propos de l'éventualité du rattachement d'une entité palestinienne constituée sur la rive gauche du Jourdain à la Jordanie, le président Sadate a rappelé que dans l'étape actuelle des négociations le but immédiat était d'établir une déclaration de principe qui servirait ensuite de guide aux négociateurs dans les différentes commissions.

(Lire la suite page 4.)

Le calme régnait lundi matin 13 février sur les marchés des changes, où, en dépit de nouveaux sondages préélectoraux défavorables à la majorité présidentielle, le cours du franc se raffermissait par rapport aux monnaies fortes, après sa légère rechute de jeudi et vendredi.

La monnaie française s'étant quelque peu raffermie, la Banque de France n'est pratiquement pas intervenue lundi ; elle n'a pas modifié le taux de l'argent sur le marché monétaire relevé à 10,50 % le 10 février.

En revanche, le dollar faiblissait sensiblement sur des rumeurs persistantes de désaccord entre les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale à propos des mesures à prendre pour relancer l'économie mondiale. A Francfort, le billet américain est revenu de 2,1075 DM à 2,1090 DM, et à Paris de 4,90 F à 4,87 F.

Faut-il établir un lien entre cette évolution et la réunion, dimanche à Versailles, des ministres des finances des cinq grandes puissances occidentales ? Probablement, puisque cette rencontre laisse planer une menace d'intervention coordonnée de nature à faire hésiter la spéculation.

— FRANCIS DEBIAT

- FRANÇOIS BOUAFIA

Les sondages ne sont rien d'autre qu'un miroir reflétant l'image instantanée de la France électorale; image que nous indique, ces derniers temps, que, quoi que fussent les partis de la majorité pour gagner, ils perdent, et que, quoi que fussent les partis de gauche pour perdre, ils gagnent.

Per décision gouvernementale, la publication des sondages sera interdite huit jours avant les élections.

Cette mesure est certes gênante pour les instituts de sondage, d'autant qu'après les élections et quels que soient les résultats les partis afficheront une telle satisfaction unanime qu'il sera difficile, à les entendre, de déterminer lequel est le vainqueur. Mais à ce moment-là il sera toujours temps de procéder à un sondage pour confirmer les résultats du vote.

BERNARD CHAPUIS.

MACHE, DARASSE, NUNES

Des étoiles nouvelles dans la musique

Il est bien difficile d'apprécier sur le terrain, au moment même où les sons dérivent, les mouvements géométriques, de la création et de la diffusion musicales. Il semble cependant que quelque chose bouge actuellement à Paris, grâce, sans doute, à la simulation qu'apporte l'IRCAM. Si ce dernier concentre davantage ses efforts, en ce moment, sur un travail pédagogique illustré par les œuvres de ses ténors (1), il a provoqué une saine simulation, notamment du côté de Radio-Francophonie.

Gilbert Amy, quelque peu frappé d'extrémisme dans le parage : « On ne peut pas saisir les idées d'un concert, on en vit l'intérêt qui tourne autour d'autres tendances, qui tou-

sentées à l'IRCAM, suivant en cela l'exemple courageusement donné par Paul Méfano et le Collectif 22cm (le Monde du 31 janvier), tandis que Musique Plus et l'itinéraire défrichant des terrains souvent plus ingrats et imprévus. Il y a donc bien une renaissance encore timide de la musique contemporaine en France, qui s'annonce après quelques années confuses, marquées cependant par les belles recherches tout azimut du Festival de Royan sous l'impulsion d'Harry Halbreich.

Samedi après-midi, trois compositeurs ignorés de l'IRCAM, Mache, Darasse et Nunes, ont ainsi captivé le public du studio 105 de Radio-France qui s'est révélé une nouvelle fois trop petit.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 23.)

es éditions sociales

Un véritable dossier réquisitoire

**L'ASSASSIN
ETAIT
CHEZ
CITROEN**

Marcel Caillaud

1 Vol. 36 F

es des livres pour
le socialisme et la liberté

LA GUERRE DE L'OGADEN

laquelle Washington aurait reçu l'assurance de la part des Soviétiques que les groupes ethniques ne péroreraient pas sur le territoire somalien. Faisaient allusion à diverses déclarations occidentales sur cette éventualité, que Bonn avait qualifiée de « très grave », l'agence Tass écrit, en effet : « L'Ethiopie lutte pour libérer ses propres territoires mais ne s'assigne pas pour objectif de franchir la frontière somalienne. Selon notre correspondant à Moscou, rien n'indique que l'U.R.S.S., invoquant comme prétexte le principe de l'égalité des nationalités, tente de franchir des frontières, soit disposée à admettre une dérogation au profit de ses alliés d'Addis-Abeba.

● A WASHINGTON, le département d'Etat a rappelé

● AU CAIRE, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, a lancé un appel à un règlement pacifique. A Sanaa, le gouvernement du Yémen du Nord, qui avait offert sa médiation, a rappelé samedi qu'il était en contact à ce propos avec la Ligue arabe et les parties du conflit.

La mobilisation générale en Somalie a surtout une portée psychologique

De notre envoyé spécial

soviétiques flambant neufs ici et là... on reste loin de l'état de siège » suggéré par les proclamations officielles. Seule la présence, dans une sorte de « stalag », entouré de barbelés, de cinq mille personnes — à majorité amahara, — réfugiées de Jijiga, apporte une touche dramatique dans ce décor, qui surprend surtout par sa nonchalance.

La contre-offensive éthiopienne, selon les officiers de la 3^e division, a été menée avec une grande vigueur, principalement par l'aviation. Elle a permis de desserrer l'encerclement autour de la ville d'Assab, support de plusieurs dizaines de kilomètres les lignes de défense.

En conviant la presse internationale à visiter le front, les autorités éthiopiennes qui toute la journée ont tenu des conférences, les investigations des journalistes, attendaient surtout de cette opération de propagande un effet favorable sur l'opinion mondiale : celle de l'ampleur de l'engagement de l'armée régulière de Mogadiscio, celle des horreurs directes et indirectes des pays arabes réactionnaires » dans l'ogaden.

Du matériel arabe

Le colonel Minlati estime à une trentaine de brigades l'effectif somalien qui lui est opposé dans le Hararge (dans le quart sud-est) de la Somalie. Quarante à cinquante mille hommes, la présence de l'armée régulière de Mogadiscio dans l'Ogaden aux côtés du Front de libération de la Somalie occidentale ne fait pas de la Somalie (dans des documents officiels) une zone à haute intensité manœuvrière. En fonction, on évalue (selon les journalistes), cette estimation semble très exagérée. Les experts internationaux estiment, en 1977, à trente mille les effectifs de l'armée somalienne. Les sources occidentales ont aussi pu envoyer quarante mille hommes dans le seul Hararge.

vasion de l'Éthiopie », les preuves fournies dimanche n'ont guère été convaincantes. « De cinq mille à douze mille soldats arabes se battent avec les Somaliens », s'est écrié le colonel Mulatu, qui affirme par ailleurs que, depuis le début du conflit, « une division somalienne » a été entièrement anéantie, alors que les Éthiopiens n'auraient perdu que cinq cents à sept cents hommes.

a Nous n'avons pas de preuves
concrètes de l'intervention arabe
à vous fournir, a-t-il poursuivi,
car tous les cadavres trouvés sur
le terrain avaient été décapités
pour qu'on ne puisse pas les
identifier »

La fourniture d'armes à la Somalie par des pays comme le Pakistan, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'Inde, l'Irak, avaient, en revanche, été confirmés. Les Ethiopiens avaient préparé dimanche à Dire-Dowa et Harar, deux expositions d'armes, dont l'une était spécialement acquise, qui ne laissaient pas d'impressionner. Canons, mortiers, roquettes, mitrailleurs, munitions diverses : tout était là, en quantité. Quant à la provenance, Or, une bonne partie des pièces toutes neuves portaient indiscutablement des marques d'origine soviétique, des diennes ou péralaises. Pour le reste, cette exhibition soulignait surtout le cynisme des grandes puissances et la confusion des rôles. Les armes étaient destinées à la corne de l'Afrique. Chacune des deux armées en présence est désormais équipée pour moitié d'armes occidentales et pour moitié d'armes soviétiques, le tout formant un surarmement bien-être, où l'on serait bien en peine de trouver une quelcon-

Quant à la présence de soldats cubains, soviétiques ou est-allemands dans les rangs éthiopiens, elle est évidemment invisible au cours d'une telle « visite organisée ». Tous les experts étrangers avaient naturellement reçu pour consigne de disparaître des aéroports et des casernes éthiopiennes, ce qui amusait d'ailleurs quelque peu les témoins de hasard qui, eux, ne pouvaient pas en faire la

« Les paysans de notre groupe. Un colonel éthiopien de Harrar a tout de même fait un pas en avant à ce sujet, en reconnaissant qu'il y avait, auprès de l'armée éthiopienne, non seulement des personnes très habiles, mais aussi des conseillers, et même des « techniciens ».

Deux conclusions peuvent être tirées, en tout cas, d'une telle visite sur le terrain. On bien la guerre en Ouganda mobilise des moyens considérables, plus que dans les autres guerres de chancellerie, et que les dirigeants éthiopiens risquent de la laisser supporter, et combattre sans limitation désormais — et pour un temps — à des coûts d'artillerie et à des interventions aériennes, ou bien les fronts extérieurs n'ont pas, en fait, de véritables secteurs clés de contre-offensive.

J.-C. GUILLEBAUD.

Mogadiscio. — En annonçant l'envoi de troupes régulières en Ogaden et en proclamant l'état d'urgence, assorti d'une mobilisation générale, le gouvernement somalien a réagi par une déclaration de guerre à peine déguisée à la « paix des braves » offerte par Addis-Abeba et aux « assurances » données par Moscou à Washington en ce qui concerne le respect des frontières soma-

sonné. En décrétant l'état d'urgence et la mobilisation générale, le comité central du parti socialiste révolutionnaire somalien *communiqué*, samedi 11 février, sa décision de se *dépêcher* des unités de sa propre armée pour attiser les forces de libération, en attendant que les troupes de l'Union soviétique soient en mesure de longtemps entretenir, mais avec moins en moins de conviction, selon laquelle seul le F.I.S.O. (Front de libération de la Somalie occidentale) se battait en Ogaden. Autrement dit l'état de guerre était alors *adieu* Abacha, *adieu* l'Union soviétique, *adieu* le commandement reconnu par la Somalie. Elle en rejette la responsabilité sur Moscou et La Havane, en assu-

De notre envoyé spécial

Somaliens offrent, dans l'ordre, un « statut »-le-fait, un « statut »-garanti des « troupes étrangères » et une « solution claire » fondée sur les droits des peuples et « luttant pour leur autodétermination ». Le régime d'Addis-Abeba, le régime d'Addis-Abeba, M. Vance avait proposé, parallèlement, le fin de la présence militaire soviéto-éthiopienne en Ethiopie et le retrait des troupes étrangères en Ouganda. La réponse je m'occupe discio laisse entendre qu'à un stade ultérieur, la proposition américaine pourrait fournir la base d'un accord de négociation, encore qu'on voit mal Addis-Abeba y souscrire.

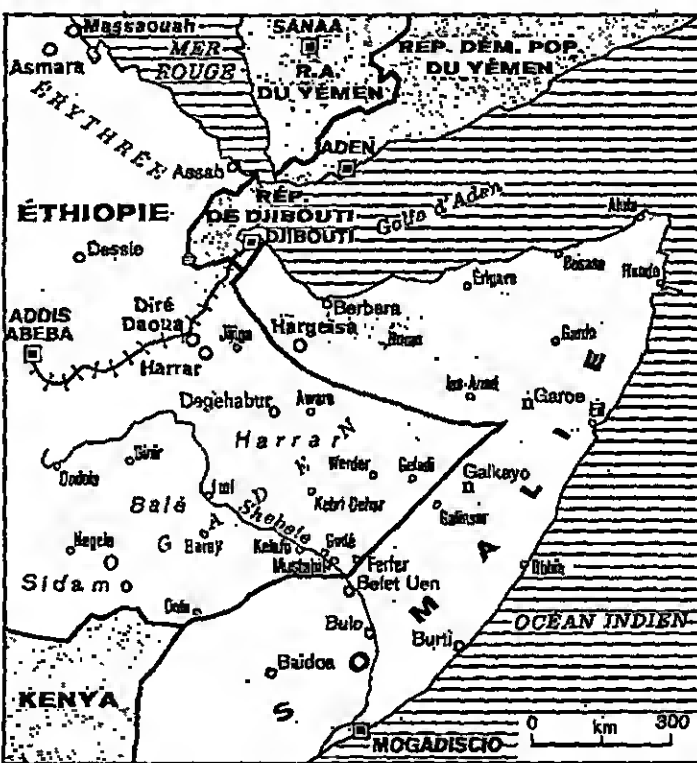
Galvaniser les Énergies

Dans l'immédiat, la fermeté ainsi exprimée par Moggiadino ne devrait pas modifier sérieusement le cours des événements.

La mobilisation générale revêt grand intérêt politique et psychologique dans un pays dont toutes les ressources, matérielles comme humaines, sont mobilisées depuis le début de la guerre. Il est intéressant de voir les énergies et de sentir les rages dans un phase difficile et propice à l'expression de dissensions. La grande manifestation organisée par Moggiadino est, au théâtre, dimanche après-midi, pleine de ce soncl.

Succèdent les réserves, sinon l'incertitude de Mogadiscio, l'annonce par M. Vano de « assurances » surajoutées au projet de l'intégrité territoriale de la Somalie, n'en a pas dissuadé les risques d'interminable réalisation rapide du conflit. Ce qui est en cause, ce sont les biens, déjà maigres de recevoir une aide militaire substantielle pour poursuivre les combattants qui comptent que sur eux-mêmes et sur quelques contingents limités d'armements. Aux formidables capacités de la marine, les avions sont donc contraints désormais d'exposer une stratégie qui fera sans doute plus de place à la force qu'à la diplomatie. Les avions, aux raids aériens et aux tirs de l'artillerie lourde, et susceptibles de retarder l'avance de l'ennemi en retardant le débordement des troupes, sont donc utilisés, par l'un des deux Super-Grands, un petit pays, isolé du tiers-monde, ne peut opposer guère de résistance aussi bien organisée que possible.

J.-C. POMONTI



(Suite de la première page.)

les détails de cette opération ont été révélés au monde par l'intermédiaire de l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez. La revue cubaine *Tricontinental*, de faible diffusion, a attendu février 1978 pour publier à La Havane le récit de Carliota.

L'action militaire en Angola a été, semble-t-il, bien comprise par l'opinion cubaine, en raison de liens ethniques et culturels évidents. La solidarité de la Havane avec le mouvement de libération d'Angola est d'autre part très ancienne. Dès 1965, Ernesto « Che » Guevara avait noué des solides contacts en Angola centrale. L'enjeu était alors la lutte contre le régime de la République indépendante d'Angola qui était menacé d'étouffement par des mouvements manifestement soutenus par l'Occident du Sud et les puissances occidentales. L'Union soviétique sur et la son offrit en conséquence le retrait annoncé de leurs troupes.

Ils admettent aujourd'hui que la situation dans la corne de l'Afrique est plus complexe et plus délicate. Les deux choix de la fin des 'vingties ne sont pas moins réels, et de leur point de vue, parfaitement explicable. Ce choix a été fait par Fidel Castro pendant son long passage à Brazzaville, en 1963, mais, comme Adam, le dirigeant cubain s'est efforcé, semble-t-il, de favoriser une solution politique au conflit larvé entre l'Éthiopie et la Somalie au lieu d'une intervention militaire assistée également par M. Managua. Syed Barre et Ali Salem Robay, chef d'état du Yémen du Sud, il apparaît aujourd'hui que ces deux pays ont des intérêts à être déterminés pour l'engagement cubain.

Un souci de discrétion

Cet intérêt s'accompagne d'un souci permanent de discrétion. L'aide militaire cubaine à l'Angola a été admise pour la première fois à la fin décembre 1975, à l'occasion du premier congrès du parti communiste cubain. Il y avait déjà près de deux mois que des troupes cubaines avaient débarqué à Luanda, dans le cadre de l'opération Carimã. Et c'est en janvier 1977 seulement que

occasion manifesté « trop d'ambitions » et ont fait preuve ultérieurement d'« opportunisme » en tentant d'exploiter les difficultés intérieures grandissantes du régime éthiopien. On leur reproche aussi leurs liens avec certains pays arabes conservateurs.

Paradoxalement, la solidarité des Cubains était plus ancienne avec les Somaliens qu'avec les Ethiopiens. Mais la Havane considère aujourd'hui que le gouvernement de M. Siyad Barre « fait le jeu de l'Occident » en participant à une opération de démantèlement de l'ancien empire d'Abyssinie.

Les dirigeants cubains comparent volontiers la révolution éthiopienne à celle de 1917 en Russie ou à la France révolutionnaire de 1793. Ils ont même écrit parfois à des commissions internes et étrangères par des puissances étrangères hostiles à. Malgré les succès, la révolution éthiopienne est jugée « authentique » par son effort pour éliminer les classes sociales et à la misère. Les responsables cubains reconnaissent que les problèmes posés par les minorités tribales, les régionalismes, les guerres et plus encore en Erythrée, sont sérieux, et qu'une révolution satisfaisante devrait être lancée lorsque l'« authenticité » de l'Ethiopie aura été établie.

Ils ne désespèrent pas, semble-t-il, de relancer le projet de fédération de la « corne de l'Afrique » (regroupant l'Ethiopie,

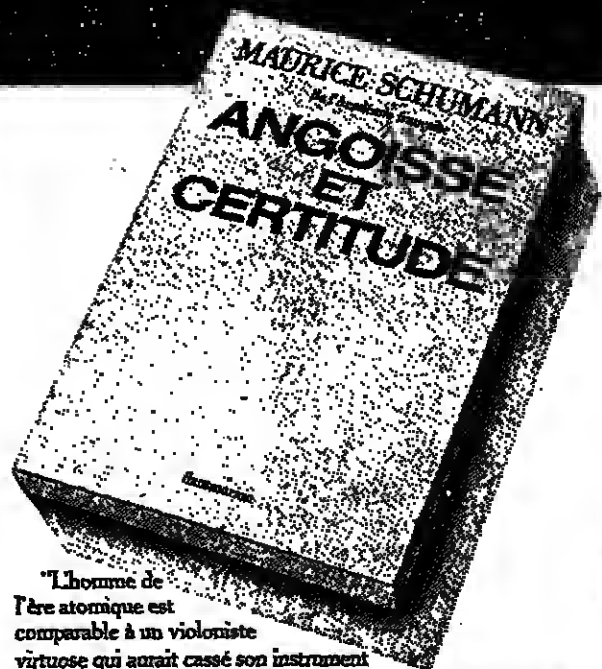
la Somalie, Djibouti, l'Ogaden et l'Erythrée), cette solution « populaire » et « socialiste » impliquant apparemment une chute du gouvernement Siyaad Barre provoquée par une éventuelle défaite militaire en Ogaden.

Les dirigeants de la Havane sont irrités par les commentaires occidentaux sur les Chénails « mercenaires de l'U.R.S.S. » ou « membres d'une légion étrangère soviétique ». Vu de la Havane, les Chénails sont la manifestation active d'une solidarité révolutionnaire entre nations pauvres affrontant le même ennemi. Il s'agit, valait que les voyages en avion de Fidel et de Che Guevara à Nizhny Podgorny ont coincidé. Un rendez-vous entre les deux hommes était même prévu à Lusak. On s'attendait à ce que le premier ministre cubain, lors de sa collaboration soviéto-cubaine. Mais ce rendez-vous n'a pas eu lieu. Il a été annulé sans explication, et le chef du Guevarisme a modifié son itinéraire.

Toujours soucieux de ne mettre l'accent sur l'indépendance de leurs politiques, même par rapport à l'égard du puissant allié et partenaire soviétique, les Châhine n'en paraissent pas moins réticents à ne rien céder sur l'Afrique en échange d'une reconnaissance de la normalisation des relations avec l'Etat-Uni. C'est que Cuba, dit-on à La Havane, pour comme préalable à l'établissement de relations avec les Etats-Unis qu'ils retirent leurs troupes d'Europe occidentale, de Turquie, d'Oman, de Corée du Sud, d'Indonésie, du Philippines et des dizaines de pays, où ils ont des instructeurs militaires et des troupes ?

MARCEL NIEDERGANG

Maurice Schumann : pourquoi l'espoir est vainqueur.



"L'homme de l'ère atomique est comparable à un violoniste virtuose qui aurait cassé son instrument et verrait sa main trembler. Avant de se donner la mort, il veut écrire une dernière lettre. Il voit alors les mots se changer en notes, cesse d'être interprète pour devenir créateur et se sent renaitre. Mais il s'en était fallu de peu que l'homme manquât à se réinventer."

Maurice Schumann, de l'Académie française.
Angoisse et certitude, 208 pages, 38 F.

FLAMMARION

PROCHE-ORIENT

M. Sadate confirme qu'il « persévérera sur le chemin de la paix »

(Suite de la première page.)

À propos de l'attitude des Syriens, le chef de l'État égyptien a déclaré : « Nous avons connu dans le passé des situations semblables. Je citerai l'attitude de la Syrie au moment de la signature de notre deuxième accord intermédiaire avec Israël. Jusqu'à ce qu'on en arrive à un accord sur le droit d'autodétermination, nous pensons que ce sont les Palestiniens qui devraient porter pour eux-mêmes. »

Ferez-vous un nouveau voyage à Jérusalem ?

Le chef de l'État égyptien hésite un peu avant de répondre : « Nous n'avons pas actuellement de projet de ce genre. Quand j'ai rencontré le président Carter et des membres du Congrès américain, lors de ma visite aux États-Unis, je leur ai dit que j'en avais l'intention. Mais j'ai dû attendre un peu avant de partir. Je ne pourrais pas aller à Jérusalem avant d'avoir obtenu l'accord sur le droit d'autodétermination. Mais j'espère que ce sera bientôt. »

Le chef de l'État égyptien a-t-il l'intention de se rendre à Jérusalem ?

« Je ne pourrais pas aller à Jérusalem avant d'avoir obtenu l'accord sur le droit d'autodétermination. Mais j'espère que ce sera bientôt. »

L'attitude israélienne

Le chef de l'État égyptien déclare ensuite, en pesant ses mots : « À propos des Israéliens, je dois dire que, à Paris, ce que j'ai vu, c'est qu'ils ont déjà affirmé avant de quitter Jérusalem. J'ai été touché par l'accueil très chaleureux qu'ils m'ont réservé en Israël et j'en ai été étonné. J'ai vu qu'ils ont une attitude très humaine. Je reçois de nombreux messages d'Israéliens. »

En ce qui concerne le gouvernement israélien, il reste convaincu que nous ne nous franchirons pas la barrière psychologique qui nous sépare depuis tant d'années. Mais jusqu'à maintenant cela n'a pas conduit le gouvernement israélien à abandonner les conceptions de base qui étaient les siennes. Or, j'avais espéré après ma visite à Jérusalem qu'il en serait ainsi. »

« J'ai été aux États-Unis et je viens de parcourir plusieurs pays d'Europe, du Grand-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Australie, la Roumanie. Je viens de rencontrer le président Giscard d'Estaing. Ce que je puis vous dire c'est que ces visites ont été pour moi encourageantes, alors qu'il y a eu des moments où j'ai senti que les États-Unis, je me sentais découragé. »

Quelles sont les perspectives d'accord sur le Sinaï ?

Le chef de l'État égyptien rappelle qu'il « a été en trois ans, on en était arrivé dans le Sinaï à une véritable mobilisation des forces de part et d'autre. Heureusement, ajoute-t-il, les États-Unis ont intervenu à l'époque, et j'ai pu aller au secrétariat d'État à Washington et il nous ont donné la garantie que ce serait ainsi. »

« J'ai reçu un message du président Mollath qui me demandait d'attendre. J'ai répondu : « Nous avons envoyé des armes et de l'aide militaire dans le passé et nous les fournirons de nouveau à l'avenir. »

« Que se passera-t-il si Israël restait sur ses positions ? Démonstration ?

Le raisonnement est simple : si Israël restait sur ses positions, cela signifierait que nous n'avons pas obtenu l'accord sur le droit d'autodétermination. Mais j'espère que ce sera bientôt. »

ment de la situation depuis que nous nous sommes mis à la dernière fois », a déclaré le chef de l'État égyptien à sa sortie de l'Élysée, ajoutant : « Nous avons eu une discussion très approfondie. Je suis très satisfait. »

Comme on lui demandait si de nouvelles initiatives de paix allaient sortir de sa rencontre en Roumanie avec le président Ceausescu, le président Sadate a demandé qu'on se réfère au communiqué commun qui a été publié à l'issue de la visite à Bucarest.

La rencontre avec M. Shimon Pérès

Arrivé dans la capitale roumaine tard dans la soirée de samedi, en raison d'un épais brouillard qui avait contraint l'appareil égyptien à atterrir à Constanza, sur la côte de la mer Noire, M. Sadate n'avait commencé ses entretiens avec le président Ceausescu que dans la matinée du dimanche. Le bref communiqué publié à l'issue de cette rencontre déclare que les deux chefs d'État ont soutenu « le principe d'une réunion préliminaire de toutes les parties au conflit du Proche-Orient — y compris l'U.R.S.S., les États-Unis et les pays arabes opposés à l'existence de l'État d'Israël ». M. Sadate, « avant la reprise de la conférence de paix de Genève », Le communiqué déclare que la réunion pourrait avoir lieu au Caire, ou ailleurs, sous les auspices de l'ONU, ainsi que l'a proposé M. Kurt Waldheim.

Samedi, le président Sadate avait rencontré à Salzbourg le chancelier Kreskiy. M. Shimon Pérès, chef de l'opposition travailliste en Israël, l'entrevue avec M. Pérès ne s'est soldée par aucun résultat concret, et le chef de l'État égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Pérès de se rendre au Caire. De son côté, le chef de l'opposition travailliste a rappelé que son rôle n'était pas « celui d'un négociateur » et qu'il était « étranger » à la question de savoir si la rencontre de Salzbourg n'était pas un geste de « soutien moral et politique » à l'opposition israélienne au déclin du gouvernement de Jérusalem.

APRÈS LA CONDAMNATION DES IMPLANTATIONS ISRAËLIENNES PAR M. VANCE

JÉRUSALEM : les Américains abandonnent leur rôle de médiateur

De notre correspondant

Jérusalem. — Est-ce la « confrontation » Begin-Carter, que nombre d'observateurs avaient déjà jugée inévitable, lors de la première visite du chef du gouvernement israélien l'année dernière à la Maison Blanche ? Plus personne n'en doute à Jérusalem après les dernières déclarations du secrétaire d'État américain et la réaction abrupte du gouvernement israélien. L'opposition de l'administration américaine aux implantations israéliennes dans les territoires occupés était, certes, connue, mais la formule utilisée par M. Cyrus Vance lors de sa conférence de presse du 10 février, a semblé-lui, constituer la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

L'État palestinien « épée de Damoclès »

Ce plan, précise le communiqué, « prévoit explicitement la main-tien des implantations israéliennes dans le Sinaï, dans une zone contrôlée par l'ONU, leur sécurité étant garantie par la présence d'une force de défense israélienne (...) ». Ce plan n'a non seulement suscité la moindre réserve, mais il a même été félicité comme un succès par le président Carter. Le chef du gouvernement a ensuite souligné la contradiction entre l'affirmation de M. Vance selon laquelle « les implantations dans le Sinaï ne doivent pas être » et celle selon laquelle « cette question doit se régler au cours de négociations entre les parties ». Selon le communiqué, lu par M. Begin et approuvé à l'unanimité par le gouvernement, les propositions de M. Vance sont en contradiction flagrante avec ceux tenus par le président Carter au premier ministre le 16 et 17 décembre dernier, après la présentation par M. Begin du plan de paix israélien.

position dans le différend israélo-égyptien.

À propos de la nécessité pour les Palestiniens de disposer, en Judée, en Samarie et à Gaza, d'une patrie (« homeland »), liée à la Jordanie, M. Begin a affirmé qu'un tel projet, quels que soient ses objectifs théoriques, mènerait fatalement à la création d'un État palestinien indépendant, dominé par les organisations terroristes et fer de lance d'un front militaire jordanien-syro-saoudo-iranien. « Ce front », précise M. Begin, dispose déjà de six mille chars, plus de mille cent avions de combat et plus de quatre mille deux cents canons. C'est une épée de Damoclès, qui, à 13 kilomètres de la Méditerranée, constituerait un danger permanent pour l'existence d'Israël. Autant d'objets politiques ne peut justifier qu'un seul : la majeure partie de sa population n'est autre que le peuple juif, un peuple ennemi. » Dans les milieux proches du premier ministre, on ajoute que Washington a jugé le tonement trop optimiste pour ressortir des oubliettes le plan Rogers, en y ajoutant la nécessité de créer un État palestinien.

M. Ygal Alon, ancien ministre israélien des affaires étrangères, s'est, lui aussi, élevé contre les déclarations de M. Vance, tout en soulignant la nécessité de

concessions territoriales israéliennes en Judée et en Samarie. L'ancien chef de la diplomatie, comme la quasi-totalité de la presse israélienne, a rejeté, lundi, toute tentative de contraindre Israël à revenir sur ses frontières du 4 juin 1967. L'évolution de la position américaine ne peut, dit-on, que durcir la position israélienne à la veille de la reprise des négociations avec l'Égypte, dont les chances de succès, à ce stade du moins, paraissent extrêmement minces. (Interim.)

On confirmait ce lundi matin à Jérusalem que tous les travaux d'infrastructure des nouveaux points d'implantation israélienne dans le saillant de Rafah (au nord du Sinaï) avaient été interrompus depuis deux semaines sur ordre du ministre de la défense, M. Weizmann. Mais le vice-ministre de la défense, M. Mordechai Trippel, avait démenti la version du Sinaï que son ministère ait donné la moindre instruction en ce sens, et le responsable du projet de développement de la région de Yamit affirmait, pour sa part, que les travaux de construction des villages de Telmal-Yossef et Priel se poursuivaient.

WASHINGTON : un épisode de la guerre des nerfs entre Israël et les États-Unis

De notre correspondant

Washington. — Le communiqué du gouvernement de Jérusalem accusant M. Vance d'avoir « pris parti » dans le différend israélo-égyptien, pour avoir dit que les colonies juives dans les territoires occupés « ne devraient pas exister », est considéré ici comme un épisode de la guerre des nerfs qui devait inévitablement s'engager avec Israël à un moment où, à un autre de la négociation.

En fait, rappelle-t-on ici, M. Vance s'est borné à répéter, dans un langage peut-être plus brutal que d'habitude, ce que M. Carter dit depuis son entrée à la Maison Blanche, à savoir que les colonies juives dans les territoires occupés « sont », « illégitimes » et « obéissent à la paix ». Sur le bas de cette définition, il est plan, depuis que ces colonies « ne devraient pas exister », et l'on voit l'administration d'un règlement.

Mais la vraie raison de la colère de Jérusalem est ailleurs : il a été révélé, ces derniers jours, que

M. Sadate avait montré à l'avance au secrétaire d'État le texte de son discours au National Press Club, lundi 6 février. M. Vance aurait suggéré quelques corrections au président égyptien — dont celui-ci aurait tenu compte — et l'ensemble du texte aurait été remis au président égyptien. Or, ce discours était l'un des plus durs — et des plus habiles — de ceux que le chef d'État égyptien a prononcés aux États-Unis contre la politique de M. Begin, en particulier à propos des colonies dans les territoires occupés. Il était donc normal que M. Vance soit pris à partie spécialement, mais l'effet de cette remontrance pourrait être particulièrement négatif à la veille de la reprise de la mission de M. Ahterion, secrétaire d'État adjoint, au Proche-Orient. Comme l'a dit le général Dayan dimanche au cours

d'une conversation télévisée : « En prenant parti en ce moment, le gouvernement américain, s'il s'aligne derrière M. Vance, ne facilitera pas sa tâche de médiateur. »

Il est peu probable, cependant, que M. Carter se laisse intimider, car il s'agit d'un dossier, l'ancien ministre israélien des affaires étrangères, de Jérusalem, dit-on ici, ont commis la double imprudence de prétendre que les colonies ne sont pas un obstacle à la paix — alors que le comportement de M. Sadate et tout le cours des négociations démontrent le contraire — et de ne pas jouer franc jeu à ce sujet avec Washington. Les déclarations contradictoires du général Dayan sur les promesses faites par lui à M. Carter en septembre dernier (le ministre israélien assure avoir promis d'abord de ne pas créer de nouvelles colonies avant un an, puis il a réduit cette promesse à l'« année en cours », avant de revenir à la date d'octobre 1978, mais en autorisant l'extension des colonies existantes dans les camps militaires), enfin l'effacement de la colonie « archéologique » de Shilo, ont créé l'impression qu'Israël cherche à imposer sous l'impulsion quelconque des faits accomplis pour justifier une annexion des territoires en question.

En outre, l'argument selon lequel M. Carter aurait approuvé ou au moins « donné sa bénédiction » (comme M. Dayan l'a encore déclaré dimanche) au plan Begin lors de la visite du chef du gouvernement israélien à Washington en décembre dernier est considéré ici comme une sous-évaluation du rôle de M. Carter en tant que président de la République. De fait, M. Carter s'était borné à qualifier ce plan de « pas en avant » et de « base de départ pour la négociation », soulignant ainsi délibérément son aspect équivoque.

Le « lobby » pro-israélien neutralisé

Le fétisme de la position israélienne sur tous ces points est apparu très clairement lors de l'entretien télévisé de M. Dayan dimanche. Pris à partie sans ménagement par un groupe de journalistes bien informés et très insistants, le ministre israélien a été peu convaincant, notamment lorsqu'il a expliqué le départ de la délégation égyptienne de Jérusalem, le 18 janvier, non pas par la position israélienne sur les colonies juives, mais par la question du Sinaï, ou encore lorsqu'il a été invité à expliquer sur les raisons pour lesquelles il avait parlé dans un discours antérieur de la « prétendue offensive de paix du président Sadate », précisant qu'Israël « n'acceptera jamais » un État palestinien, il a ajouté que les troupes juives devront se maintenir indéfiniment en Cisjordanie (avec des effectifs moins nombreux qu'aujourd'hui toutefois) et disposer de bases de chars et de postes d'observation. Fait plus nouveau, la position de M. Carter semble pour une fois reposer sur un consensus assez large dans l'opinion. Au Congrès, où M. Sadate a recueilli un incontestable succès personnel mardi dernier, l'opposition à la vente d'armes F-6 à l'Égypte a sérieusement faibli, et l'offre limitée préparée à ce sujet par le gouvernement aurait, selon les experts, de bonnes chances de ne pas se heurter à un veto.

Le président a évité de répéter l'erreur commise à la fin de septembre, lors que la déclaration soviéto-américaine sur le Proche-Orient avait pris tout le monde de court et soulevé un beau tollé. Rappelons que ces derniers jours divers dirigeants de la communauté juive américaine, MM. Carter, Mondale et Vance auraient longuement exposé leurs positions à propos des colonies juives. Selon le New York Times, le thème central de ces briefings aurait été la nécessité pour Israël de faire des concessions plus importantes que celles qui sont demandées à l'Égypte. Un résultat de ces efforts est d'avoir neutralisé, au moins pour un temps, l'activité du lobby pro-israélien. Les dirigeants de la communauté juive ont refusé de rencontrer M. Sadate, mais il n'est pas non plus plus position publique et à un niveau élevé contre ses vues. Là encore, l'affaire des colonies dans les territoires occupés est le principal sujet de débat. Les efforts de M. Dayan dans ces milieux n'ont pas encore produit l'effet escompté.

La réaction est plus vive dans la presse, bien que le ministre israélien ait également cherché un appui dans cette direction. C'est au lendemain d'une de ses rencontres avec l'équipe dirigeante du New York Times que le grand quotidien a publié un nouvel éditorial déclarant : « Il y a peu de soutien, et il ne devrait y en avoir aucun, pour les Israéliens qui, sous prétexte de sécurité ou de droits bibliques, créent de nouvelles colonies, celles-ci ne pouvant qu'engendrer de nouvelles ambiguïtés politiques et de nouveaux besoins militaires. » De même, le Washington Post, dimanche 12 février, a écrit que les nouvelles colonies aujourd'hui, en Cisjordanie ou ailleurs, sont un acte sans scrupule et une erreur : un embarras pour les plus ardents partisans d'Israël, une provocation pour les Arabes, un signal pour les États-Unis qu'Israël n'est pas sincère lorsqu'il parle de paix. Aussi longtemps que les négociations continuent, la politique israélienne, officielle ou tache, devrait être : pas de nouvelles colonies ni d'extension des anciennes. Un point, c'est tout.

Si l'on ajoute à tout cela les divergences apparues publiquement avec Israël sur des sujets aussi différents que l'aide à l'Éthiopie, ou les relations avec l'Afrique du Sud (la récente visite à Johannesburg du ministre israélien des finances a reçu une grande publicité ici), il est clair que les relations entre Washington et Jérusalem sont à leur point le plus bas, non seulement depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin, mais depuis au moins 1975, lors de l'échec de la première tentative de M. Kissinger pour conclure un nouvel accord de désengagement du Sinaï. Est-ce pour autant le signe que l'heure a sonné de la « grande explication » avec Israël et, par conséquent, avec la communauté juive américaine ? Cela dépendra du degré de la réa-tance que M. Begin opposera aux entreprises de M. Ahterion, d'une part, ou projet soutenu par M. Carter de vente d'équipements militaires à l'Égypte, d'autre part.

Il reste aussi à voir si le président américain maintiendra ses positions actuelles dans les mois qui viennent, notamment en face de M. Dayan, qu'il recevra probablement jeudi, et si M. Begin, attendu une nouvelle fois, en mars ou en avril, à Washington.

MICHEL TATU.

Liban

La Syrie a imposé un compromis

Les événements de la semaine dernière ont fait plus de cent morts

De notre correspondant

Beyrouth. — La Syrie a imposé son autorité au Liban, mais rien n'est réglé. Telle est l'impression qui prévaut à Beyrouth en vu de la crise de la semaine dernière et pour mettre fin aux affrontements qui ont opposé les troupes syriennes de la Force arabe de discussion (FAD) aux milices conservatrices chrétiennes alliées à une fraction de l'armée libanaise. Ces affrontements ont fait, en trois jours, plus de cent morts et deux cents blessés, en majorité des soldats syriens. Ils ont cessé progressivement vendredi, et l'on n'a pratiquement plus enregistré de tirs samedi et dimanche. La journée-est celle de lundi, à bien commencer : en début de matinée, la quasi-totalité des commerces et des banques de Beyrouth-Rest (secteur conservateur chrétien) ont rouvert leurs portes, et la circulation avait repris dans les rues, sans toutefois que l'animation y atteigne son niveau normal. L'on apprend que pendant que les quartiers des quatre personnes auraient été enlevés et exécutés à Beyrouth-Ouest (secteur palestinien-progessiste). D'autre part,

dimanche, une famille chrétienne a été assassinée à Chébanne, en secteur palestinien-progessiste. Mais il s'agit de membres du parti populaire syrien qui appartiennent au mouvement national opposé à la droite chrétienne.

Le compromis qui a été trouvé au cours de la visite à Beyrouth de M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, consiste notamment à créer un tribunal mixte libano-syrien pour juger les responsables de l'agression de la caserne Fayadieh qui a été à l'origine des affrontements. La Syrie a fait preuve de fermeté sur l'essentiel en se livrant à une répression très dure sur le terrain et en obtenant la comparution d'officiers et de soldats libanais devant un tribunal mixte libano-syrien. Mais la Syrie s'est montrée souple sur les détails, de façon à sauver les apparences. Le tribunal mixte libano-syrien, et les militaires syriens comparaitront théoriquement devant lui. Il sera vraisemblablement présidé par un Libanais.

et ses membres seront désignés par les autorités libanaises. Enfin, les formes légales seront respectées, puisque la constitution de ce tribunal doit être approuvée par le parlement libanais. Mais le vote de cette loi n'est pas laissé à l'appréciation du Parlement libanais, car il est intervenu dès mardi.

La commission mixte d'enquête, qui doit décrire les causes de la crise, a commencé ses travaux dès dimanche au palais présidentiel de Baabda. Des officiers libanais — dont le colonel Ibrahim Bakkar, commandant de la garnison de Fayadieh — et deux officiers syriens, ont déjà comparu devant elle.

Le Front libanais a dû donner son acquiescement à cette solution. Mais un refus aurait été perçue par la population du secteur conservateur chrétien. Le journal phalangiste Al Akhbar estime que la création du tribunal mixte libano-syrien constitue un nouvel empiètement sur la souveraineté nationale, de la part de Damas. De son côté, M. Raymond Eddé (chrétien libéral) a adressé de Paris un télégramme au président de la République, l'adjurant de ne pas faire voter par le Parlement libanais le projet de loi créant le tribunal mixte libano-syrien. A tout cela on répond, de source officielle, qu'il s'agit de la seule solution possible et que la première atteinte à la souveraineté libanaise a été de créer le maintien de l'ordre à des troupes étrangères, ce qui a été fait en accord avec le Front libanais et à sa demande.

Les observateurs sont convaincus que la crise de ces derniers jours est terminée. Toutefois ils estiment que l'avenir est très incertain : de nouveaux troubles graves risquent de se produire au Liban au gré des fluctuations de situation au Proche-Orient. Le premier ministre Al Fouad accusera expressément dimanche le président Sadate d'avoir fomenté les derniers événements au Liban « afin de paralyser la Syrie et d'affaiblir sa capacité de mettre en échec ses initiatives ».

LUCIEN GEORGE.

LE MONDE
diplomatique

Numéro de février
LA DÉMOCRATIE
TRANIE PAR...
LES MANIPULATIONS
ÉLECTORALES

Vous désirez vous implanter au Moyen-Orient

Middle East Business Club

vous en donne la possibilité

Ayez dès aujourd'hui recours à notre banque d'informations commerciales, statistiques et juridiques

Bureau :
France-Grande-Bretagne-Pays-Bas-RFA-Suisse-Alu Dhabi-Arabie Saoudite
Bahrein-Dubaï-Jordanie-Pakistan-Syrie-Qatar

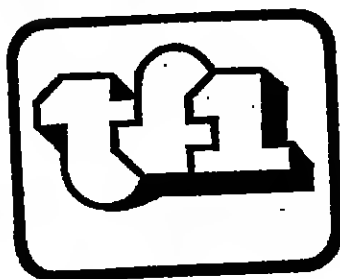
M.E.B.C. 9, avenue de l'Opéra-75001 Paris
Téléphone 260.30.41 - Telex 2205 16 F Market Paris

سكوت من الاموال

U.D.F. INFORMATION

"QUELLE FRANCE DEMAIN?"

Débat dirigé par Julien Besançon



L'EVENEMENT

Mardi 14 février à 21 h 30

ROLAND LEROY

Parti Communiste Français

face à

J.J. SERVAN-SCHREIBER

Union pour la Démocratie Française

L'Union pour la Démocratie Française annoncera désormais dans la presse les débats télévisés de ses leaders face à l'opposition.

M. Georges Séguéy : les dernières prises de position de la C.F.D.T. marquent « un rapprochement très important avec celles de la C.G.T. »

POLITIQUE

élections législatives

BIEN QU'ILS NE PRÉSENTENT PAS DE CANDIDATS

Les autonomistes corses ne seront pas absents de la consultation électorale

Sept attentats à l'explosif ont été commis en Corse dans la région d'Ajaccio durant le week-end. Ont été visés la villa d'un promoteur immobilier, un terrain de camping d'une société de construction, un cabinet d'assurances, les appartements d'un architecte, du directeur de la Banque de France et de l'ancien président de la jeune Chambre économique. Ces attentats, qui ont causé d'importants dégâts, n'ont pas été revendiqués.

D'autre part, 9 kilos d'explosifs ont été

découverts dans la villa actuellement occupée par le président du Sénat, sur la rive sud du golfe d'Ajaccio. Le système de mise à feu n'a pas fonctionné.

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Ajaccio, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

« fera entendre la voix de la Corse » durant la campagne et dénoncera en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune « portant décentralisation de l'Etat », qui prévoit, dans son article 15, un « statut particulier » pour la Corse. Néanmoins, le député de ce texte ne met pas un terme aux divisions de la gauche sur les institutions de l'île.

D'autres mœurs, d'autres hommes ?

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Paris n'en finit pas de s'émouvoir de la consultation à la Corse. Et, dans la Corse, on ne s'ennuie pas. D'autres attitudes au lendemain des élections législatives ? Le changement n'est-il pas une question de semaine ?

« Patientez encore un peu : il ne semble y avoir un petit espoir de la gauche », avait dit Raymond Stévenin, l'été dernier, à l'approche des élections. Mais, à l'heure de la droite, elle est, « génétiquement colonisée et définitivement désqualifiée ».

Le comportement de la gauche commence, aujourd'hui, d'inquiéter les autonomistes qui dénoncent tout à la fois « l'opportunisme des radicaux » et le « jacobinisme des communistes ». Même le « statut particulier » paraît « notoirement insuffisant », faute de prévoir la reconnaissance juridique du peuple corse.

« Prévision insulaire dans un régime républicain », assure M. Vincent Carliotti, candidat du P.S. dans l'arrondissement de Calvi-Corte.

Les chambrilleries de la gauche sur le devenir de la Corse alimentent les rumeurs de l'U.P.C. « La vérité est là : les radicaux sont partisans du statut quo ; ils fuient le débat », soutient M. Carliotti. « Nous n'avons rien à nous dire que sont réformistes ; nous, socialistes, sommes révolutionnaires ».

Pour M. Nicolas Alfonsi, candidat du M.R.G. dans l'arrondissement d'Ajaccio, « il faut se méfier des grands mots, des grandes déclarations ». Selon lui, « la démonstration n'a pas été faite que l'on peut sauver la communauté insulaire à travers tel ou tel système électoral ».

Aux frontières du système poli-

tique traditionnel il est des élus dits « de progrès » qui tentent de maintenir le contact avec l'U.P.C. pour la sortir du ghetto. « Puisque nous avons combattu pour rompre le splendide isolement des communistes, pourquoi nous en laisserions-nous pas de même à l'égard des autonomistes ? », s'interroge M. Toussaint Luciani, candidat du M.R.G. dans l'arrondissement de Sartène.

M. Luciani le constate : une majorité de jeunes adhèrent aux thèses autonomistes. « Ce serait, selon lui, une erreur politique lourde de conséquences pour l'avenir que de les considérer comme des parias. Le dialogue empêche les affrontements. » M. Xavier Belgodère, secrétaire général de l'U.P.C., fait écho à ces propos : « Nous sommes, dit-il, les derniers parents de la présence française en Corse ; derrière nous il y a des jeunes espérés qui ne croient plus à rien, qui n'écoulent plus personne. »

Au-delà des mots

Une réforme institutionnelle permettrait-elle de déboucher la situation insulaire ? L'élection au suffrage universel d'un conseil régional élargi — il compte aujourd'hui quinze membres — ne semble plus effrayer personne. Au sein de la majorité présidentielle le choix de mode de scrutin continue de faire problème ; seul M. José Rossi, candidat du P.C. dans l'arrondissement d'Ajaccio, milite pour « la proportionnelle qui permettrait la représentation de tous les courants de pensée minoritaires ». Quant à la créa-

tion d'un pouvoir régional, M. Pierre-Paul Giacconi, candidat du R.P.R. dans l'arrondissement de Bastia, n'en voit pas l'utilité. A son avis, « le malin corse se nourrit simplement des abus d'autorité d'un tas de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre ».

D'autres, à l'inverse, voient les choses de plus haut. Ils établissent d'habiles distinctions entre l'Etat et nation, légalité et légitimité, unité et uniformité. L'intérêt de ces jeux intellectuels échappe à la population. Au-delà des mots, celle-ci jugera ses responsables sur leur détermination à résoudre — au fond — les grands dossiers de l'heure. Ainsi, de l'organisation des transports maritimes et aériens entre l'île et le continent, de la répartition des terres des faillies dans la plaine orientale, du démarrage d'une industrialisation « douce » adaptée au « climat » insulaire, de la mise en place d'une politique de l'emploi en faveur des jeunes.

« Ce sont là des mesures d'urgence qui peuvent, dans un premier temps, dissiper les tensions de la violence », convient M. Belgodère qui n'en continue pas moins de réclamer pour la Corse un statut d'autonomie interne. « Un statut octroyé ne résoudrait rien, bien au contraire, indique M. Luciani. Il faut savoir compter avec le temps. » Pour M. Rossi, « un puissant développement économique fera plus sûrement accepter l'autorité des élus qu'une réforme institutionnelle ».

A en croire M. Alfonsi, « une victoire de la gauche créerait déjà les conditions d'une réformation ». Pour M. Dominique Buechlin, candidat du P.C. dans l'arrondissement de Sartène, certaines revendications seront perçues avec moins de netteté si la majorité change de camp. A son

avis, « même avec les moyens actuels, il est possible de mettre en difficulté les banquiers-promoteurs, de freiner la spéculation foncière ».

La relève

Le problème corse se pose davantage au niveau des hommes qu'à celui des partis. Vieilles et dépréciées, « la classe politique insulaire » est impuissante à affronter l'avenir, souligne M. Rossi. Nos parlementaires ne se sont jamais clairement exprimés : ils sont toujours intervenus à chaud. A son avis, « si un consensus se dégage dans l'île, il est possible de faire évoluer les esprits à Paris ».

Pour hâter l'arrivée d'hommes neufs il faudrait assainir de fond en comble les mœurs politiques insulaires. Malgré la suppression du vote par correspondance, la fraude électorale continue de plus belle : listes gonflées, fausses procurations, faux cachets, pressions de tous ordres ; on est loin de la « stricte application de la loi » dont parle M. Giacconi. « C'est prendre les autonomistes pour des enfants de chœur qui se voulaient intéresser à un jeu truqué », remarque M. Luciani. « On est bien obligé d'opter pour le suffrage universel, confie M. Buechlin, nous devons continuer à moraliser les scrutins. »

Candidat écologiste dans l'arrondissement de Bastia, Mme Nicole Moineau dénonce toutes les pollutions et notamment « la pollution politique entretenue par les clans, qui empêche la vie insulaire. Les partis traditionnels réfléchissent en termes de pouvoir à conquérir ou à conserver, note-t-elle. Or dans l'île, c'est une nouvelle société qu'il s'agit d'imposer, un changement des mentalités qu'il convient de susciter ». Pour l'heure, les Corses ont les élus qu'ils méritent. Et Paris s'en satisfait.

JACQUES DE BARRIN.

L'ÉLIGIBILITÉ DES APPELÉS DU CONTINGENT

La Ligue communiste révolutionnaire présente la candidature de sept soldats en province

La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), de M. Alain Krivine, a présenté, dimanche 12 février, à Paris, une première liste de sept appelés du contingent, qui ont l'intention — comme candidats titulaires ou comme suppléants — de se présenter aux élections législatives en province. Il est prévu de rendre publique, sous peu, une seconde liste.

Comme leur prédécesseur, M. Jacky Mamou, qui envisage de se présenter dans le douzième arrondissement de Paris avec le soutien du mouvement Information pour les droits du soldat (I.D.S.), les sept premiers candidats de la L.C.R. se sont présentés à visage découvert. Il s'agit de M. Philippe Pignarre (en garnison à Colmar), candidat à Orléans ; Didier Jean (de Fréjus), à Toulouse ; Jean-Claude Bignon (de Wittlich, en République fédérale d'Allemagne), à Nancy ; Claude Laval (de Reims), à Dijon ; Denis Fric (aspirant au 24^e régiment d'infanterie de marine de Perpignan), à Perpignan ; Alain Monmaurhan (d'Amiens), à Evry ; et Michel Demoulin (de Charleville-Mézières), à Alès. La seconde liste en préparation concerne la candidature d'autres soldats de la L.C.R. à Nice, Strasbourg, Châteaufort, Clermont-Ferrand et Paris.

Le comité de contrôle composé des représentants de plusieurs associations et déjà institué à l'occasion de la candidature de M. Mamou (le Monde daté 29-30 janvier), s'est engagé « à intervenir contre toutes les mesures qui limiteraient, dans les faits, la possibilité au candidat de pouvoir mener une campagne comme tous les autres candidats ». Ce comité de contrôle réunit des avocats et des membres de la Ligue des droits de l'homme, du P.S.U., du Mouvement d'action non violente, de la L.C.R. et de l'UNICEF.

M. Philippe Pignarre, soldat au 152^e régiment d'infanterie de Colmar, ex-membre du comité central de la L.C.R. et candidat dans la 2^e circonscription du Loiret, a expliqué que les soldats-candidats de la L.C.R. « ne prétendent en aucune façon représenter le mouvement des soldats, qui rassemble de multiples tendances et sensibilités ».

« Parce que nous sommes candidats de la L.C.R. », a ajouté M. Pignarre, nous disons aux travailleurs, aux jeunes : oui, il faut battre la droite ! Cela signifie satisfaire les grandes revendications ouvrières, imposer le droit d'expression et d'organisation dans les bases, les camps et les casernes. Cela veut dire imposer dans l'unité les revendications des comités de soldats. Cela veut dire refuser la bombe atomique

LE FRONT NATIONAL FERA « PORTER LE CHAPEAU DE L'AMARCHE DANS L'ARMÉE A M. BONNET »

Le Front national, qu'on appelle M. Jean-Marie Le Pen, présentera aux élections législatives la candidature d'appelés du contingent « et l'ultra-gauche est associée à la liste ».

C'est ce qu'a annoncé, samedi 11 février, au siège parisien du mouvement, M. Michel Collinot, membre du bureau national du Front national. M. Collinot était entouré de trois jeunes en uniforme, le visage dissimulé sous des casquettes, qui ont affirmé être deux aspirants et un homme de rang. « Il semble, a expliqué le responsable du Front national, que le gouvernement cède, une fois de plus, à l'ultra-gauche. Nous attendons le 18 février pour savoir si nous déposons les candidatures ».

« Nous sommes contre la politisation de l'armée française », a ajouté M. Collinot. Puisque le ministre de la défense renvoie l'affaire aux préfets, il la renvoie donc à M. Christian Bonnet. Si des candidats veulent se présenter comme militaires, c'est que le ministre de l'Intérieur se laisse les mains de la politisation de l'armée. Nous ferons porter le chapeau de l'amarque dans l'armée à M. Bonnet ».

Les trois jeunes en uniforme ont refusé de déclarer leur identité. Au nom de ses deux camarades, l'un d'eux, qui portait les épaulettes d'aspirant des troupes de marine, a dénoncé « la démission des autorités » devant le projet de « ultra-gauche » de présenter des candidats.

« Selon lui, « l'armée française se remet très bien d'une crise qui l'a secouée il y a plusieurs années. L'ambiance est bonne chez les officiers, les sous-officiers, les capotés et les appelés, malgré l'approche des élections qui fait un peu rigoler tout le monde ».

Albin Chalandon
Les joueurs de flûte

« Ce livre est né d'un débat entre Michel Rocard et moi »

...cet ouvrage où ne perce jamais l'esprit partisan...
ALAIN DE LONGUEAU Le Progrès de Lyon

Tous ceux qui essaient de voir clair dans le grand débat politique... devraient lire avant tout « Les joueurs de flûte » un livre non seulement important mais aussi agréable à lire.
GABRIEL FARKAS France-Sol

JEUNES DE 10 A 20 ANS
DÉCOUVREZ L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE, LES ÉTATS-UNIS

GF vous propose ses séjours linguistiques :
— Un accueil dans une famille sélectionnée.
— Des cours quotidiens adaptés à votre niveau.
— La pratique intensive d'un sport favori : voile, tennis, équitation.

Départs assurés de la province par train et par avion.
Pour les séjours de Pâques : session spéciale de RÉVISION.

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION COMPLÈTE

GF
ÉCOLE EUROPÉENNE
DE VACANCES

9 rue Pasquier
75008 PARIS
Tél. 266.20.13
Tlx. 650018

NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL

Bon à retourner pour recevoir la documentation GF.

P 132

FRANCHISE GRATUITE

Achetez tout de suite.
Au prix d'aujourd'hui.
Payez à la livraison.

Le Garibaldi, un programme de qualité : à l'orée du 15^e arrondissement, à 300 m de l'Unesco, à 500 m de l'Ecole Militaire, au pied du métro Cambronne, une architecture originale, élégante, soignée, d'excellentes prestations.

Ce qui est nouveau : un paiement très avantageux. Vous ne versez que 20 % maintenant et vous ne paierez le reste qu'au jour de votre installation (fin 78). Cette franchise gratuite vous évitera de cumuler un loyer et le remboursement d'un prêt, ou bien vous permettra de revendre tranquillement votre appartement actuel.

Le prix moyen au m² : 7.200 F. C'est un prix ferme et définitif pour toute réservation effectuée avant le 28 février 1978.

Pour parler de ce financement exceptionnel, venez nous voir tous les jours de 14 h à 19 h, et le week-end de 10 h à 19 h (tél. 273.06.78) ou appelez la Gefic 4, place d'Iéna (tél. 723.78.78).

LE GARIBALDI
Du nouveau dans le 15^e

Un bon placement pierre constitue toujours la meilleure valeur refuge.

16, boulevard Garibaldi. Paris 15^e.

GEFIC
723.78.78

Nov

REALISATION SEPIMO

POLITIQUE

Libertés nouvelles

II. — UNE VIE PLUS LIBRE

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (*)

Dans un premier article (« Le Monde » daté 12-13 février), R.-G. Schwartzberg a appelé de ses vœux une « nouvelle politique » destinée à « casser le système politicien » et à combattre « l'impérialisme de l'Etat central ».

Qui ne le voit ? La société industrielle avancée devient une société de démesure et d'uniformité. Démesure, avec ses organisations massives : complexes industriels, agglomérations urbaines, bureaucraties tentaculaires. Uniformité, car, pour fonctionner, ces organisations géantes ont besoin que leurs éléments de base — c'est-à-dire les individus — soient standardisés et interchangeables. Comme les pièces d'une machine.

Ainsi va « l'homme de l'organisation ». Banalisé, calibré, programmé. Plié à tous les conformismes nécessaires au fonctionnement des grands appareils bureaucratiques. Ainsi va l'Etat « normalisateur » et centralisateur. Il faut donc inverser la société d'uniformité. En posant, à la base, le principe du droit à la différence. En acceptant la diversité.

Diversité des mœurs. — La vie privée doit cesser d'être une affaire d'Etat. Car la morale d'Etat n'est pas plus tolérable que la religion d'Etat, abandonnée depuis 1830. L'Etat ne peut plus être un directeur de conscience, qui impose son ordre moral. Laïcité oblige.

Dès lors qu'ils ne heurtent pas la liberté d'autrui — et surtout celle d'un mineur, — les mœurs, les comportements personnels doivent relever du libre arbitre.

Diversité des cultures régionales. — Car pourquoi imposer le même modèle, la même chape de plomb, de Brest à Bastia, de Lille à Bayonne ? D'ailleurs, que font les Bretons, les Corsais ou les Basques ? Sinon refuser ce roulean compresseur de l'uniformité ? Sinon revendiquer le droit à la différence ?

Ce qui est en cause, c'est le droit de chaque région à sa personnalité, à sa tradition, à sa culture. Ce qui est en cause, c'est le droit à l'identité régionale. Il pourrait s'affirmer de deux manières.

D'abord — on l'a dit — chaque région deviendrait une collectivité territoriale de plein exercice.

Avec ses organes légitimes, ses vraies ressources et ses vraies compétences. Parmi celles-ci : l'animation culturelle et la renaissance des cultures locales. Dans ce cadre, l'autonomie accrue des universités permettrait l'enseignement de l'histoire des civilisations, des langues et dialectes locaux.

Ensuite, certaines régions à forte spécificité — comme la Corse — pourraient bénéficier d'un statut de « région spéciale », dérogeant au droit commun des régions. De la sorte, elles pourraient préserver et épanouir une réelle particularité au plan de la tradition et de la culture.

Restait à fixer des critères d'attribution de fréquence pour organiser ce pluralisme d'expression. Restait aussi à prévoir un strict contrôle des recettes publiques, pour que cette liberté

la différence et par mettre en péril l'unité nationale.

Diversité des informations. — Car comment s'exprimerait vraiment et pacifiquement ce droit à la différence sans une réelle liberté de l'information ? A l'évidence, celle-ci ne peut rester l'apanage de grands groupes capitalistes privés ou de leurs appareils d'Etat.

« La sécurité de la vie »

Pour permettre la meilleure expression des forces régionales, des courants culturels ou des groupes minoritaires, il serait donc opportun d'abroger le monopole de la radio. Car, à la différence d'autres médias, le radio n'exige pas d'investissements massifs et ruineux.

Restait à fixer des critères d'attribution de fréquence pour organiser ce pluralisme d'expression. Restait aussi à prévoir un strict contrôle des recettes publiques, pour que cette liberté

ne soit pas confisquée par de grands groupes privés.

Le dernier carcan des temps présents, c'est la société de gaspillage et de pollution. C'est le système marchand s'attaquant aux sources et ressources de la vie (l'air, l'eau, la terre), et perturbant les grands équilibres naturels. Désormais il faut donc protéger la « sécurité de la vie », agressive par les pollutions, les tress et les nuisances.

Cette action pourrait comporter diverses mesures. Comme l'établissement du plan national de lutte contre les pollutions. Comme la création, dans chaque région, d'un institut d'analyse et de contrôle des pollutions, géré par les élus, les représentants des syndicats et des groupements écologistes. Comme le vote d'une loi-cadre et la création d'un ministère de la mer, pour protéger ce patrimoine et faire respecter ses grands équilibres.

En plan des économies d'énergie et de matières premières, diverses actions peuvent être conduites. La création d'un Office national de la récupération. L'abaissement du

taux de la T.V.A. sur les objets provenant des produits de récupération. La diversification des sources d'énergie, avec une meilleure exploitation du gaz naturel, des ressources charbonnières, des hydro-électriques. Le recours aux énergies nouvelles (solaire, marémotrice, éolienne, géothermique) et aux techniques douces (capteurs solaires, pompes à chaleur, etc.).

Reste le pari nucléaire. Pari d'une technocratie qui n'a pas livré aux citoyens et aux élus toutes les données du problème, qui n'a pas permis à ceux-ci un choix lucide et réfléchi. De plus, des chantiers d'usine nucléaire ont été ouverts (à Creys-Malville, à Flamanville, à Cruas) sans que toutes les procédures administratives aient été respectées.

Il faut donc rompre avec cette politique du fait accompli, cette politique de sous-information, conduite par un pouvoir technocratique. Aussi, dès son comité directeur du 30 avril 1977, le M.R.G. envisageait-il un référendum nucléaire d'au moins un an, un grand débat national permettant la plus large information et, à son issue, une vaste procédure démocratique, qui pourrait être un référendum.

Car la décision sur le nucléaire civil est à prendre en toute connaissance de cause. Après une information libre, complète et contradictoire, qui présente au public tous les éléments du dossier — y compris les problèmes non encore résolus.

Comment organiser le retraitement des combustibles usés et le stockage à long terme des déchets radioactifs ? Comment éviter tout risque de danger avec les surrégénérateurs ? Comment prévenir tout risque d'accident mettant en péril la santé des individus ou la sécurité de l'environnement ? A long terme, comment éviter le péril d'un accident nucléaire — comme pour le pétrole — une situation de grave dépendance envers l'étranger ? Enfin, comment éviter une dérive policière, s'il faut augmenter massivement le volume des contrôles policiers pour protéger les installations ?

Aucun de ces problèmes ne comporte une réponse aisée et automatique. Raison de plus pour les méditer véritablement, en profondeur, et pour leur donner une réponse véritablement informée et réfléchie dans une consultation démocratique.

L'espace radical

En luttant pour ces libertés nouvelles, le M.R.G. espère créer un « espace radical », qui puisse être le lieu d'expression politique des attentes et des sensibilités nouvelles.

Cet espace sera un espace d'autonomie, d'extension de la liberté. Contre le monde de la Grande Organisation. Dans cette zone d'action, l'individu ne sera plus voué à la programmation et à la manipulation par des maîtres : professionnels de la politique, technocrates et préfets de l'Etat central, docteurs de la norme, cadres supérieurs de la « société de pollution ».

Cet espace radical sera un territoire reconquis sur les grands appareils de domination, sur les professionnels de la décision. Il sera une zone d'autodétermination, d'autodécision, contre les diktats et les ukases.

L'ambition est ancienne. Mais jamais elle n'aura été si menacée. Cette ambition, c'est une vie plus libre. C'est l'individu cessant d'être le matériau des décideurs. C'est l'homme vivant en homme. C'est-à-dire libre.

(*) Délégué général du Mouvement des radicaux de gauche.

FIN

● Les jeunes radicaux de gauche ont dénoncé, samedi 11 février, la suggestion de M. Michel Debré qui, « au nom du R.P.R. », propose de reprendre les dispositions du projet de Constitution pénales quant au vote familial. Selon eux, « par cette déclaration de guerre à la démocratie, le R.P.R. laisse apparaître son vrai visage ».

LE BEAUJOLAIS DETRONE
Une année médiane pour le beaujolais (sauf quelques belles exceptions) et des prix qui s'envolent. Le consommateur s'écaille et la raison d'être Gault et Millau, voit plus loin. Ils vous indiquent le vin le plus et moins chers, prêts à donner la relève à Beaumont. Nouveau Guide Gault-Millau de février dans tous les kiosques.

Semer et multiplier.

HOECHST : un programme d'action complet avec irrigation systématique, fertilisation et traitement phytosanitaire appropriés.



Plus d'un tiers de la population mondiale se nourrit essentiellement de riz. A l'heure actuelle le tonnage des récoltes est déjà insuffisant. Si rien n'est entrepris, c'est plus d'un milliard d'hommes qui risquent d'être bientôt voués à la famine dans les régions surpeuplées du sud-est asiatique.

Il est donc urgent d'augmenter le rendement des cultures existantes. C'est dans le cadre de la coopération internationale que Hoechst s'est associé aux travaux d'un certain nombre de projets pilotes ayant cet objectif. L'un d'eux a récemment été couronné de succès par la mise en culture d'un nouveau plant de riz qui permet d'accroître considérablement les récoltes. Ainsi, en Inde, la production de certaines rizières a pu être doublée : on a enregistré des rendements de 50 quintaux à l'hectare alors qu'une moyenne de 25 quintaux est déjà considérée comme satisfaisante.

En agriculture, comme dans bien d'autres domaines, les 14.000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



Les ions

Les ions... (Text continues with details about ion exchange resins and their applications in various industries, including water treatment and chemical processing.)

Quarante car

Quarante car... (List of names and affiliations, likely members of a political or professional organization.)

CEUX

CETTE SEMAINE



DIRECTEUR COMMERCIAL

200.000 F

Gros équipements industriels électromécaniques — La filiale d'un très important groupe international, recherche, pour son siège situé en région parisienne, son Directeur Commercial. Sous l'autorité du Président-Directeur Général et en étroite liaison avec le groupe, il sera responsable de l'élaboration et de l'application d'une stratégie commerciale visant au développement des ventes d'équipements industriels diversifiés et de grande qualité sur le marché français. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 35 ans, possédant de solides connaissances du marketing industriel et introduit dans le monde industriel français. Il justifiera d'une expérience confirmée de la vente de biens d'équipements industriels et de l'animation d'équipes commerciales. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2522BM

DIRECTEUR COMMERCIAL

150.000 F

Équipement automobile de rechange — La Division « Automobile » d'un important groupe international recherche pour sa filiale française, spécialisée dans la commercialisation et la distribution d'équipements automobiles de rechange, un Directeur Commercial qui sera basé à Paris. Rendant compte à la Direction Européenne des Ventes, il aura pour principale mission de développer le marché français en dynamisant et contribuant à la force de vente existante et en assurant personnellement les négociations commerciales auprès des clients les plus importants. Il aura également la responsabilité du plan d'action promotionnelle ainsi que des études marketing et de diversification. Il devra enfin optimiser la rentabilité de cette filiale par un contrôle très strict des coûts et des frais. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de formation commerciale supérieure, âgé d'au moins 35 ans et pouvant justifier d'une expérience solide et réussie, acquise à un poste similaire au sein d'une société de premier plan appartenant au secteur d'équipements automobiles de rechange. La pratique courante de l'anglais constitue un impératif en vue de faciliter les communications avec le groupe. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Une voiture de fonction sera également fournie. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2640M

RESPONSABLE EXPORT

130.000 F

Une société française de production et de commercialisation de produits papeteriers recherche pour Paris un Responsable Export. Sous l'autorité du Directeur Général des Ventes, il prendra en charge les affaires existantes et développera les ventes sur de nouveaux marchés. Il assurera les relations avec le réseau (agents exclusifs, représentants locaux, distributeurs) ainsi que la négociation directe avec certains clients. En liaison avec les unités de fabrication, il veillera à l'administration et à la gestion des marchés. Ce poste convient à un spécialiste de l'exportation âgé de 35 ans minimum, possédant une très bonne expérience des marchés européens pour des produits impliquant une approche analogue. Des qualités de souplesse, d'autonomie sont nécessaires. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2642M

CONTROLE DE GESTION FILIALES

120.000 F

Un important groupe du secteur nucléaire recherche, pour son siège situé en proche banlieue Sud de Paris, un Adjoint au responsable du contrôle financier des filiales. En liaison étroite et permanente avec les services comptables des sociétés du groupe (une vingtaine) ainsi qu'avec la Direction Financière, il sera tout particulièrement chargé du contrôle et de l'exploitation des comptabilités établies par les filiales et participations. Il interviendra pour l'établissement des comptes consolidés du groupe et apportera une assistance technique pour la mise en place des structures financières de toutes les filiales. Ses missions ponctuelles ou systématiques s'effectueront en France et à l'étranger. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC, DECS ou équivalent) possédant une expérience du contrôle de gestion ou de l'audit acquise, si possible dans un cabinet d'expertise ou dans un groupe de sociétés. La connaissance de la langue anglaise est vivement souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à P. FOUQUET à Paris. Réf. A/2643M

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT ET APPLICATIONS

Matières plastiques — DSM, très important groupe chimique hollandais (chiffre d'affaires : 20 milliards de francs, 33.000 personnes), recherche un Responsable du développement technique pour contribuer à la progression rapide de sa filiale française de vente. Basé au laboratoire d'application du groupe à Zeist en Hollande, il participera aux travaux d'une équipe internationale pour le développement et la recherche d'applications nouvelles du « Konafin » (ABS) et apportera, pour la maîtrise de son temps, son assistance technique sur le marché français en consultant le Chef de Produit et l'équipe de vente auprès d'une clientèle de transformateurs (moulage par injection et extrusion). Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ou à un technicien supérieur, âgé d'au moins 27 ans, chimiste ou mécanicien de formation, ayant de solides connaissances des plastiques semi-techniques et l'expérience de leur transformation. Le goût des contacts commerciaux et la pratique de l'anglais sont indispensables. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. L'installation du candidat et de sa famille en Hollande sera facilitée. Ecrire à P. FOUQUET à Paris. Réf. A/2643M

PHARMACIEN

Reims



LES LABORATOIRES BOEHRINGER INGELHEIM recherchent, pour leur siège social, un Pharmacien. Au sein de la Direction Industrielle, il participera au développement et à la mise au point technique des produits en liaison avec la maison-mère, et sera chargé de la préparation, de la réalisation et du suivi des dossiers d'autorisation de mise sur le marché des produits de traitement. Il assurera une part des contacts avec l'extérieur ainsi qu'avec les sociétés du groupe. Ce poste convient à un Pharmacien diplômé, âgé de 27 ans au moins, disposant si possible soit du diplôme de l'IP, soit d'une spécialité de galénique ou bien étant ancien interne des hôpitaux. Il possèdera deux à cinq ans d'expérience industrielle pharmaceutique acquise en laboratoire ou en production. La pratique de l'anglais et de l'allemand serait appréciées. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2509BM

DIRECTEUR DES VENTES

Paris

Produits industriels — La filiale française d'une importante société internationale spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits industriels recherche son Directeur des Ventes. Basé dans la banlieue Nord de Paris, et sous l'autorité directe du Président-Directeur Général, il dirigera et gèrera, avec la collaboration de ses chefs des ventes, un département d'une vingtaine de personnes. Assurant personnellement les contacts à haut niveau, il sera responsable des relations clientèles et de la pénétration de nouveaux marchés dans un esprit de rentabilité et de profit. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, de préférence ingénieur de formation, et devant justifier d'une solide expérience dans le domaine des ventes de produits industriels techniques. Ce poste nécessite de bonnes connaissances en anglais. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat retenu. De réelles perspectives d'évolution de carrière peuvent être envisagées. Vulture fournie. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2566BM

DEPUTY GENERAL MANAGER

170.000 F

Engineering components manufacturing — The French subsidiary of a very large international group, specialised in designing, manufacturing and supplying a wide range of precision engineering components and assemblies to the oil process, chemical, marine and other similar industries, is seeking a Deputy General Manager. He will be responsible for the overall operation of production and administration functions including organisation, production planning and control, buying, purchasing and subcontract manufacturing, workshop management, distribution, budgeting and cost accounting. In liaison with the parent company he will ensure optimisation of the manufacturing facilities. He will be in charge of motivating and developing a group of fifty people. This position will suit a qualified mechanical engineer (AM or equivalent) aged 32 minimum, with complete experience of manufacturing management gained preferably within a modern precision batch production environment. Familiarity with marketing, cost accounting, E.D.P., personnel would be an asset for future career development. Fluency in English is essential. The commencing annual salary will be in the region of 170.000 FF and a car allowance scheme is provided. The position is located in a university town West of Paris. Replies should be addressed in English to J.-P. CHABAUD in Paris. Réf. A/2645M

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

150.000 F

Lyon — Un groupe d'importance nationale, recherche pour le siège de l'une de ses filiales, (150 millions de chiffre d'affaires), fabricant et commercialisant des équipements mécaniques, son Directeur Financier et Administratif. Dépendant du Président-Directeur Général, il aura pour mission de redéfinir les procédures comptables et de concevoir, en coordination avec les responsables financiers du groupe, les outils de gestion capables d'informer la Direction Générale et de lui permettre de réagir rapidement aux évolutions économiques de l'entreprise. Il sera chargé du suivi de la trésorerie à court et à moyen terme et des relations bancaires. Son action portera également sur l'informatique et il aura la responsabilité des services administratifs. Ce poste s'adresse à un praticien de 35 ans au moins, de formation supérieure (ESG, DECS), ayant acquis une expérience de création dans les domaines évoqués (comptabilité, systèmes de gestion, notamment), au sein d'une entreprise industrielle, de transformation des métaux de préférence, de taille équivalente. Une bonne connaissance des mécanismes de crédit sera un atout important. La rémunération de départ, fonction de l'expérience, se situera aux environs de 150.000 francs. Ecrire à H. ZEBROWSKI à Lyon. Réf. A/2455M

CHEF DE PRODUITS INDUSTRIELS

120.000 F

Nous sommes un groupe européen de l'industrie du caoutchouc fabriquant une grande diversité de produits. Dans le cadre du développement de sa gamme « agri » nous recherchons un Chef de Produits, Rattaché au Directeur du Marketing, il devra suivre les tendances du marché dans sa réalité et dans ses perspectives, construire le plan produit, et gérer sa ligne de produit. Cette activité s'exerce au plan international et comporte des déplacements estimés à environ 30 % du temps. Nous pensons à un ingénieur d'au moins 30 ans, de formation Agronomie/Mécanique qui aurait déjà exercé une fonction commerciale de vente ou de marketing, appliqué au terrain, ou bien de formation commerciale supérieure qui aurait acquis de bonnes connaissances techniques des matériels agricoles. Par ses nombreuses liaisons (techniques, commerciales, utilisateurs) qu'il est amené à nouer, ses qualités de contacts et de négociateur doivent être prééminentes. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Ecrire à Paris. Réf. B/5640M

RESPONSABLE DE FORMATION

Une importante société (plus de 10.000 personnes et une dizaine d'établissements), filiale d'un très puissant groupe industriel français, recherche pour la banlieue Ouest de Paris, un Responsable de Formation. Dans le cadre de la Direction des Affaires Sociales, il participera à la définition d'une politique de formation adaptée à la rapide évolution technologique de la société et jouera un rôle de conseil et de coordination auprès des formateurs des différents établissements décentralisés (recensement des besoins, évolution des programmes, formation des formateurs...). Il aura enfin une responsabilité plus directe en ce qui concerne la formation des cadres de la société. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (technique ou sciences humaines) possédant une réelle connaissance du monde industriel et une solide expérience des problèmes de formation acquise en entreprise ou dans le conseil. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. La taille du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2645M

INGÉNIEURS-CONSEILS "GESTION-FINANCES"

100.000 F

EUREVISE, société de conseil, fait maintenant partie du GROUPE PA INTERNATIONAL (1.000 consultants dans 23 pays). Eurevise intervient plus particulièrement dans de grandes entreprises et dans des groupes multinationaux pour la mise en place de systèmes de gestion évolués. Ses Ingénieurs-Conseils mènent aussi, dans des entreprises moyennes, des actions globales de redressement et de développement. La progression d'Eurevise s'accompagne de la poursuite de concours de nouveaux consultants issus d'une Ecole Supérieure de Commerce, d'une grande école d'ingénieurs ou de la Faculté des Sciences et possédant de plus un diplôme d'Expertise-Comptable ou une Licence de Droit; un acquis de 3 ans au moins de vie des entreprises, soit comme cadre interne, soit comme consultant extérieur est, d'autre part, indispensable. Autres atouts utiles : compétence informatique ou compétence marketing, langue anglaise, mobilité en France et Outre-Mer. Le succès professionnel des Ingénieurs-Conseils tient directement à leur compréhension des problèmes d'évolution des entreprises, à leur capacité de travail et à leurs qualités de relations humaines. Ecrire à A. de CHAZOURNES à Paris. Réf. A/2646M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

P A Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

Le Monde

Société

M. Giscard d'Estaing appelle les jeunes à bâtir une France «tolérante et décripée»

M. Giscard d'Estaing avait eu, jusqu'à présent, assez peu d'occasions d'exprimer son opinion sur la jeunesse. Le 8 juin 1977, au cours de son face à face télévisé avec des lycéens, on l'avait senti surtout soucieux de justifier et d'expliquer son action. Le 27 janvier, à Verdun-sur-le-Doubs, le passage sur la jeunesse française, « une des plus sympathiques du monde », avait paru un peu conventionnel. L'intérêt du discours était ailleurs.

Dimanche 12 février, dans le salon d'Hiver de l'Élysée, devant les trois cent cinquante jeunes venus lui présenter les résultats de la « consultation nationale » lancée par M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports (le Monde du 28 octobre 1977), le chef de l'État a été plus net. S'il a écouté avec attention ses invités, M. Giscard d'Estaing a surtout mis en garde contre un changement politique en termes de peine volée. « Ne vous y trompez pas, a-t-il déclaré avant de les exhorter à se défaire des sociétés d'« enrégimentement », vous êtes les premiers concernés par le bon fonctionnement de notre économie. Toute

menace sur notre croissance réduit automatiquement vos chances de trouver un emploi. »

Le chef de l'État s'est plu à tracer le portrait d'une jeunesse « heureuse dans sa très grande majorité », ce qui, si l'on excepte les quatre cent quatre-vingt-sept mille chômeurs de moins de vingt-cinq ans, n'est pas faux. Mais il ne s'est guère montré convaincant lorsqu'il a estimé que les changements réclamés par les jeunes sont les mêmes que ceux qu'il s'efforce lui-même de « conduire ». Si rien ne prouve que les nouvelles générations refusent cette France « tolérante et décripée » qu'il les a invitées à bâtir, tout montre en revanche — les sondages en particulier — que les jeunes sont plus nombreux que leurs aînés à souhaiter une victoire de l'opposition.

M. Giscard d'Estaing a voulu se montrer confiant dans l'avenir : « Vous comme moi, nous avons le temps avec nous, vous, à cause de votre âge, moi, à cause de ma fonction », a-t-il affirmé avant d'indiquer que la liaison formation-emploi « sera un des aspects essentiels de l'action dans les cinq ans à

venir ». En particulier, il a annoncé, comme l'avait laissé entendre le premier ministre à Blois, que le dispositif mis en place en juillet 1977 pour lutter contre le chômage des jeunes « aura désormais un caractère permanent », ajoutant néanmoins, sans plus de précision, qu'il sera « adapté ».

S'il a reconnu que le problème des loisirs soulevé devant lui par ses invités « n'avait pas fait l'objet jusqu'ici d'une politique suffisamment ambitieuse », il s'est montré assez évasif sur les remèdes, se bornant à reprendre à son compte les promesses de M. Barre de permettre à chaque jeune Français, au cours de la prochaine législature, de partir en vacances. Sans être négligeable, cet engagement paraît un peu mince lorsqu'on sait que la synthèse de la consultation remise symboliquement par ses invités au chef de l'État ne comporte pas moins de deux cent quarante pages de suggestions et qu'elle aborde un grand nombre d'aspects de la vie quotidienne des jeunes : cadre de vie, logement, activités sportives, etc.

BERTRAND LE GENDRE.

Le discours du chef de l'État

Après avoir rappelé qu'il avait dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs (le Monde du 28-30 janvier), invité les Français à se mettre « à l'écoute de la jeunesse », le chef de l'État déclare qu'il trouve « profondément encourageant » le portrait qu'il se dégage de la consultation organisée par M. Dijoud. Parmi les motifs de satisfaction, le président de la République cite le fait que « dans leur grande majorité », les jeunes « se disent heureux », même si quelques-uns « connaissent des formes d'angoisse qui les portent à la contestation ».

Le chef de l'État déclare ensuite : « Les jeunes, les missions apocalyptiques de certains adultes dans l'ensemble, vous ne les partagez pas (...). Vous apparaissez comme des êtres libres et responsables (...). Ouverts, dynamiques, désireux de servir, animés d'une réelle générosité. »

« Je compte, ajoute-t-il, que le type de société auquel notre jeunesse aspire est celle que je m'efforce de bâtir ; que les changements qu'elle réclame sont bien ceux que je m'efforce de conduire. De toutes vos réponses, il résulte d'abord que vous n'êtes pas disposés à accepter des contraintes qui ne seraient pas justifiées par les nécessités de la vie en commun. Tant mieux. Restez dans cette disposition pour l'avenir. Loin de notre pays la plus sûre garantie de sa liberté. D'autre part, vous souhaitez profondément la justice,

plus de générosité, plus d'égoïsme dans les rapports humains. C'est pourquoi je compte que vous aiderez notre société à évoluer dans ce sens. »

Le chef de l'État se félicite ensuite que les jeunes se montrent soucieux de la qualité de vie et qu'ils aspirent à « un style différent de notre vie sociale ». « C'est cela, déclare-t-il, qui est le plus important pour l'avenir de notre société. Car je compte bien que lorsque vous serez adultes vous (...) nous ferez une France enfin tolérante et décripée. »

« Peut-être, ajoute M. Giscard d'Estaing, certains d'entre vous se demandent-ils : tout cela est-il d'actualité, à l'heure où il n'est bruit que de querelles politiques et d'élections ? Je leur réponds : « Oui, entre vous et moi, c'est d'actualité. Parce que vous comme moi, nous avons le temps avec nous à cause de votre âge, moi à cause de ma fonction. »

Abordant ce qu'il appelle la « vie personnelle » des jeunes, le chef de l'État relève que leurs aspirations « coïncident avec leur futur emploi. C'est la sécurité d'emploi, souligne-t-il, sachez qu'aucun système au monde ne peut vous l'assurer totalement tout au long de votre vie. Même pas ceux qui, pour vous garantir l'emploi, vous privent du droit de le choisir et d'en changer librement. »

« La première condition néces-

saire pour satisfaire vos aspirations, poursuit le président de la République, c'est le développement économique. »

« La seconde condition, explique le chef de l'État, c'est l'élaboration de votre niveau de formation. » Parmi les réponses récentes, M. Giscard d'Estaing cite l'instauration d'un collège unique de la sixième à la troisième, la possibilité pour les élèves de l'enseignement technique d'accéder aux grandes écoles, la loi du 5 juillet 1977 contre le chômage des jeunes, dont il annonce qu'elle sera « adaptée » et « aura désormais un caractère permanent », la formation permanente, qui sera « amplifiée ».

Une participation active

Abordant le problème des loisirs, le chef de l'État rappelle qu'ils représentent la moitié du temps dont dispose un jeune scolarisé. Ce problème, déclare-t-il, n'a pas fait jusqu'ici l'objet d'une politique suffisamment ambitieuse. Cela est vrai dans le domaine culturel. Cela est également vrai pour le sport. Il ajoute : « Ce sont des moyens d'une grande ampleur que la collectivité devra consacrer à ces loisirs dans les prochaines années. C'est pourquoi le gouvernement s'est assigné comme objectif pour les cinq années à venir, notamment, de faire que tous les enfants et adolescents de France, sans ex-

ception, puissent effectivement participer à ces loisirs. »

Après avoir souligné que le désir de participation de la jeunesse n'était guère pris en compte par notre société, le chef de l'État déclare : « Pour une part cette attitude ne fait que refléter le fait que notre société respecte l'individu à ce titre, il n'y a certes pas lieu de le regretter ! Une telle société est mille fois préférable aux sociétés d'enrégimentement qui font participer les jeunes, mais seulement pour se servir d'eux, de leur nombre et de leur force. La majorité des jeunes Français d'aujourd'hui ont l'obligation de ce type de participation et je m'en réjouis. Je souhaite qu'ils ne soient pas moins rebelles à l'enrégimentement idéologique, qui est souvent l'antichambre de l'enrégimentement tout court. Il y a dans toute jeunesse une exigence de logique et une disposition à la générosité qui risquent de se laisser prendre au piège des idées toutes faites. C'est la tentation idéologique. Méfiez-vous d'elle, exigez des réalités et des faits. »

En conclusion, le président de la République souhaite que la participation des jeunes soit active à l'école et à l'université, dans les associations de défense de la nature et du cadre de vie, sur les chantiers bénévoles et dans les associations de jeunes. Il attend que les jeunes associent davantage la jeunesse à leurs réflexions, à leurs décisions sur la vie de la cité.

La consultation de M. Dijoud en Bourgogne

Trois préoccupations : l'organisation du temps, l'information, l'inégalité des chances

Rassemblés dans un volume de deux cent quarante pages, les résultats de la « consultation nationale » lancée par le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports ne divergent que dans le détail des cinquante-huit « directions de recherche » sur lesquelles M. Dijoud souhaitait recueillir l'opinion des jeunes et de leurs associations. Tout ou plus relève-t-on ici et là quelques idées nouvelles, jamais d'oppositions — n'y a-t-il aucune ?

Interrogé sur l'avenir de cet impressionnant catalogue de suggestions, M. Dijoud a indiqué qu'il fallait maintenant les traduire dans les textes. Tout dépend donc de l'issue de la prochaine consultation — législative celle-là — et de l'appui que M. Dijoud — s'il conserva son poste — recevra du gouvernement. Les réponses recueillies dans chaque département ont fait l'objet d'une synthèse à l'échelon régional. Notre correspondant à Dijon nous indique que de quelle manière de sont prononcés les jeunes Bourguignons.

De notre correspondant

Dijon. — Quelques vingt mille questionnaires distribués, quatre cents dossiers remplis par des jeunes bourguignons, des associations ou des élus municipaux, cent soixante-dix réunions : les résultats dans les quatre départements de la Bourgogne sont assez inégaux, mais c'est l'Yonne qui a répondu le mieux à la consultation du secrétaire d'État.

Trois préoccupations majeures ont apparues chez les Bourguignons : le besoin de mieux organiser le temps à l'école et dans la vie active, le désir de mieux s'informer, l'inégalité des chances entre citadins et ruraux. Les scolaires souhaitent la journée continue et la libération des après-midi. Les jeunes travailleurs aimeraient bénéficier d'un capital-temps pour le sport et les loisirs, les uns et les autres estiment que la radio et la télévision devraient leur consacrer davantage d'émissions.

Enfin, les jeunes de la campagne, très nombreux en Bourgogne, estiment être sur bien des points en retard par rapport aux villes. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les jeunes Bourguignons accordent une grande importance à l'encadrement des activités sportives et de loisir, mais le manifestent en même temps le désir de participer à leur organisation. Ils ont envie de voyager, mais il faudrait que les transports soient moins onéreux et qu'ils puissent trouver à

l'étranger des structures d'accueil et la possibilité d'effectuer un travail temporaire pour payer les frais de séjour.

Après le sport et l'ouverture sur le monde extérieur, le cadre de vie. Parmi les suggestions avancées, les concours entre jeunes de la ville et des villages, des écoles et plus gâtés et plus fleurissants, une meilleure animation des villes grâce à des équipements plus simples, mais plus nombreux et fonctionnels. Enfin, les jeunes s'estiment mal préparés à la majorité civique au mariage, et à la vie sociale. S'ils se montrent d'accord pour le maintien d'un service national, ils veulent pouvoir choisir entre le service militaire et le service civil. La solidarité envers les handicapés et les immigrés est manifeste dans bon nombre de réponses.

Les jeunes restent extrêmement sensibles aux problèmes du tiers-monde et manifestent souvent leur volonté de contribuer à la construction d'un monde plus juste.

Il est difficile de dresser des statistiques sur le pourcentage de jeunes inorganisés ayant répondu à l'enquête, exception faite de l'Yonne et de la Saône-et-Loire, les réunions n'ont pas eu tout le succès que l'on pouvait espérer, mais les associations sportives, les collectivités locales et les fédérations ont répondu nombreuses. Elles représentent quelques milliers de jeunes. — C. M.

Le Planning familial demande l'abrogation de la loi sur l'avortement jugée trop restrictive

Trois ans après son adoption mouvementée par le Parlement, la loi du 17 janvier 1975 autorisant l'avortement, donne-t-elle satisfaction aux mouvements qui avaient milité en sa faveur ou, plus précisément, en faveur d'une libéralisation totale ? L'una-nité des organisations, le Mouvement français pour le planning familial (M.F.P.F.), le président Mme Simone Iff, a apporté, samedi et dimanche à l'UNESCO, une réponse véhémente, et cette réponse est : « Non ! »

Pourquoi ? Parce que, estime Mme Iff dans son rapport introductif, « toutes mesures répressives, dissuasives ou restrictives portant atteinte au droit des femmes d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant est une violation de ce droit ».

Or la loi comporte effectivement des mesures répressives, dissuasives et restrictives. Répressives, en ce sens que l'avortement est défini comme un acte médical devant — sauf indications thérapeutiques précises — être accompli avant la dixième semaine de grossesse ; par conséquent, un non-médecin qui pratique l'avortement contredit, encore actuellement, l'article 317 du code pénal ; tout avortement non thérapeutique pratiqué au-delà de la dixième semaine est également dissuasif, la loi l'est aussi puisque

l'entretien préalable qu'elle prévoit est destiné à faire convaincre la femme d'autres solutions éventuelles que l'interruption de grossesse. Restrictive enfin, la loi l'est d'abord par le délai qu'elle impose, ceux du Planning familial exigent des étrangers trois mois de résidence en France et des mineures une autorisation parentale. Rappelons enfin que l'avortement est remboursé par la Sécurité sociale.

C'est donc cet ensemble de restrictions que rejette, en bloc, le M.F.P.F. Il demande en ce sens l'abrogation pure et simple de la loi de 1975, et une simple adoption de l'avortement par le code de la santé. Veut-il, comme le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, que l'avortement soit « à la demande » ? A cette question, les responsables du Mouvement n'apportent pas de réponse univoque. Certes, le projet de loi du Planning familial, l'idée, d'un dentiste poursuivi pour avoir pratiqué des avortements, sera suivi de près par les militants, ceux du Planning familial et ceux du M.I.A.C. Il n'en demeure pas moins qu'on se borne à dire, au M.F.P.F. que l'avortement doit être fait par « des gens compétents ». Comment les définir ?

En marge de cette lutte s'en profile une autre, celle qui consiste à remettre en cause le « pouvoir médical » par l'auto-gestion. Le Mouvement a, depuis quelques années, gagné et durci ses objectifs, qu'il définit aujourd'hui comme clairement politiques. On peut lire à cet égard dans un des documents remis aux militants que le M.F.P.F. « participe à la lutte des travailleurs pour un changement de société dans laquelle les conditions de vie et de travail permettent l'épanouissement de la sexualité ». Car les femmes, ajoute Mme Simone Iff, ne doivent pas « subir le pouvoir que risque de donner le savoir des techniques », mais « reprendre leur corps et leur sexualité ».

La libéralisation progressive de la contraception puis de l'avortement aurait-elle vidé de leur sens les combats du Planning familial ? Les militants n'admettent pas que la question soit posée. Ni qu'ils tiennent aujourd'hui un autre combat.

CLAIRE BRISSET.

L'APPLICATION DE LA LOI DU 5 JUILLET

Une vingtaine de jeunes filles au chômage risquent de ne pouvoir passer leur examen

La presque totalité des élèves d'un stage de formation, ouvert dans le but d'obtenir le B.T.S. (brevet de technicien supérieur) secretariat de direction, risquent de ne pas être admises à se présenter à l'examen final, dont la première partie a lieu le 7 mars.

Organisé, dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977 en faveur de l'emploi des jeunes, par l'ASPROFORC (Association pour la promotion pour la formation continue), organisme privé conventionné par l'État, ce stage a commencé le 11 octobre dernier, après avoir été agréé dès mai 1977 par la direction académique de la formation continue (DAFCO), dépendant du ministère de l'Éducation.

Sélectionnées grâce à divers tests, trente stagiaires — dont trois ont abandonné depuis — ont été retenues parmi deux cents candidatures. Elles suivent donc, depuis maintenant quatre mois, ce stage à raison de quarante heures par semaine et sont, selon la loi du 5 juillet 1977, rémunérées à 90 % du SMIC.

Ces jeunes filles avaient été informées avant le début du stage, que conformément à l'arrêté du 12 février 1977, les candidats au B.T.S. secretariat de direction, devaient justifier, pour se présenter à l'examen, « soit de deux ans d'études spécialisées, dans un lycée ou établissement assurant la préparation de ce B.T.S. soit, au 1^{er} octobre de l'année de l'examen, de trois ans à plein temps, de la profession, ou d'un délai de la période légale d'apprentissage ».

Cinq stagiaires seulement remplissent ces conditions, mais M. Pinto, directeur de l'ASPROFORC, leur assure qu'il allait « tout faire » pour que cet arrêté ne soit pas appliqué en la circonstance. En effet, estime toujours aujourd'hui M. Pinto, de nombreux arguments plaident en faveur : d'abord toutes les jeunes filles admises à ce stage ont le baccalauréat et vingt-quatre d'entre elles ont une formation universitaire (niveau de la licence), soit une qualification égale ou supérieure à celle préconisée par l'arrêté de 1971 ; ensuite ce stage a été conventionné par la DAFCO, enfin, dit le directeur de l'ASPROFORC, « il paraît tout à fait concevable que, dans les conditions exceptionnelles du marché de l'emploi et les dispositions de la loi du 5 juillet 1977, des mesures, elles aussi exceptionnelles, soient prises pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs, notamment en leur permettant le passage des examens ».

Un précédent est du reste à noter : par circulaire du 28 mars 1977, le secrétaire d'État aux universités a adopté des dispositions exceptionnelles pour les inscriptions au diplôme d'études complètes supérieures (DECS). Quant au B.T.S. de commerce international et autres stages organisés par l'ASPROFORC — aucune condition d'inscription n'est requise.

Mais le ministère de l'Éducation se montre, jusqu'à mainte-

nant, administrativement intransigeant. La direction des lycées, la division des examens et concours, par lettre du 23 janvier, ont avisé M. Pinto que toutes les jeunes filles qui ne satisfaisaient pas aux obligations fameuses arrêtées ne pourraient se présenter à l'examen final. On devine l'émotion provoquée alors chez les jeunes stagiaires, qui, si cette décision était maintenue, n'auraient d'autre ressource que de se réinscrire à l'Agence nationale pour l'emploi, avec une année scolaire perdue ou presque.

Alerté par M. Pinto, le secrétaire d'État à la formation professionnelle a adressé la « bonne foi » de l'ASPROFORC et de ses stagiaires, sans toutefois, bien entendu, pouvoir remettre en cause l'arrêté du 2 février 1977. Mais M. Jacques Legrand a écrit, fin janvier, à M. René Haby, ministre de l'Éducation, pour solliciter d'une part, que les problèmes de formation professionnelle soient harmonisés entre les différents services ministériels, et pour demander, d'autre part, qu'une dérogation exceptionnelle soit accordée aux stagiaires intéressées de l'ASPROFORC. Le « soit » de cette requête, candidats au B.T.S. secretariat de direction est désormais entre les mains de M. Haby. — M. C.

LA GRÈVE CONTINUE DANS CERTAINS LYCÉES DES HAUTS-DE-SEINE

Les grèves d'enseignants et d'élèves déclenchées le 30 janvier dans plusieurs lycées des Hauts-de-Seine (le Monde du 11 février) pour protester contre d'éventuelles suppressions de postes ont été reconduites, lundi 13 février, dans quelques établissements, notamment au lycée Joliot-Curie de Nanterre, qui en est à son quinzième jour de grève. Au lycée de Rueil-Malmaison, ce sont les élèves qui continuent la grève.

Dans un communiqué diffusé le 10 février, le ministère de l'Éducation s'étonne de l'agitation développée par certains syndicats d'enseignants et organisations de parents d'élèves dans le département des Hauts-de-Seine et affirme que « les craintes qui se sont exprimées ne sont pas fondées ».

Selon le ministère, les transferts envisagés par le recteur de Versailles pour la rentrée de septembre sont « de simples hypothèses de travail ». Dans les Hauts-de-Seine, précise le ministère, « tous les professeurs dont le poste serait susceptible d'être transféré en ont été avisés, mais une partie seulement d'entre eux seront réellement touchés, car le nombre des postes qui seront mis par le ministère à la disposition de l'académie de Versailles en 1978 sera largement supérieur aux prévisions. Cet apport budgétaire en postes nouveaux réduira considérablement le nombre des transferts ».

L'AFFAIRE DES LOCAUX DU PHARO

Une lettre du vice-président de l'université de droit d'Aix-Marseille

M. L. Fournier, vice-président de l'université de droit d'Aix-Marseille, nous adresse la lettre suivante :

La lettre de M. Gaston Deferré (le Monde du 31 janvier) appelle les précisions suivantes : 1) Le tribunal administratif de Marseille a clairement indiqué que la compétence du recteur prévue par l'arrêté du 14 octobre 1976, excluait normalement celle du maire ; 2) Le recteur d'académie, et non le maire, est compétent pour décider, au vu de l'avis de la commission de sécurité, de la fermeture d'un établissement universitaire ;

3) Le second arrêté du 17 octobre n'a nullement été validé ; au contraire, le tribunal a invité les requérants à en demander l'annulation par requête distincte et le jugeant utile. En toute hypothèse, la compétence du maire, qui n'aurait pu réapparaître qu'en cas de carence du recteur, est désormais hors de cause, et le recteur a, conformément à la décision du tribunal administratif, pris les mesures nécessaires.

siens et de la banlieue parisienne proposant, pendant les « petites » vacances de février des activités (travaux manuels, ciné-clubs) pour les enfants et les adolescents. Le numéro du 21 février sera consacré aux spectacles et aux expositions organisées pendant la même période.

★ Loisir-Jeunes, 26, rue de Pom-thieu, 75008 Paris. Tél. : 225-60-32. Le numéro : 2 F.

Un dossier sur les grandes écoles. — La revue trimestrielle L'Étudiant publie un dossier de 160 pages consacré aux grandes écoles. On y trouve une analyse du « phénomène des grandes écoles » ainsi qu'une liste de critères « pour choisir » un établissement. Pour parachever les dossiers, L'Étudiant présente ainsi des fiches techniques sur plus de deux cent vingt grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion, et de formation post-universitaire.

★ L'Étudiant, 7, rue Thorol, 75002 Paris, tél. 236-94-41, 10 F.

LA COUR DE CASSATION

des de communication

son dossier à un

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

de la Cour de Cassation

I. Embrassé d'un seul coup d'oeil; II. - II. Sac à malin; - III. Justifié, hélas! l'attaque des ceux dont on entend prendre la défense; Est restrictif; - IV. Sur le Sûr; - V. Prouva qu'il avait de l'imagination; Prénom; - VI. Petit fleuve; Figure biblique; - VII. Une mesure que les Européens sont obligés d'adopter à Shangai; Exprimes (inverse); - VIII. C'était sans doute un parti-



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Le psychodrame du franc

N'EN déplaise à ceux qui estiment que « tout est politique » — une proposition à caractère idéologique, puisqu'elle ne peut ni être prouvée, ni réfutée —, les problèmes économiques ou financiers sont un obstacle à leur compréhension, et parant, de ce fait, la politique fondée sur un diagnostic erroné.

La chute du franc à laquelle on a assisté depuis le début de la semaine dernière, n'est pas un débat — les campagnes électorales donnent hélas ! rarement lieu à de vraies discussions — mais à un psychodrame. Les déclarations qui ont été faites des deux côtés de la barrière pour recueillir un échantillon à la fois précis et représentatif de la droite et de la gauche, qui révélaient les unes et les autres plus du fantasme que du raisonnement, ont fait de la majeure partie de la majorité la majeure partie à été prononcée par

Le premier ministre, lorsque celui-ci, visiblement excédé par les imputations voisines de l'infamie de ses adversaires l'accusant quasiment d'être le « grand méchant méga », a désigné nommément comme les coupables : les « projets et propositions, qui concernent la dérogation et les choix », la « solidité d'une monnaie », a dit M. Raymond Barre, repose sur la « confiance ». Il a appelé à la confiance et a dit : « La confiance, c'est la clé de la victoire, c'est la clé de la mobiliser l'opinion sur les grands thèmes économiques ou monétaires, les politiques, les programmes. » Autrement dit, on aurait peut-être adressé particulièrement ce message. On aurait parlé de la nécessaire confiance des épargnants, des investisseurs, des finances de l'argent. Mais on n'ose plus.

Du côté de l'opposition tout a été dit, ou presque, lorsque M. François Mitterrand s'en est pris au « grand méchant méga » appuyé sur la complicité pol-

rique du gouvernement »), ce qui l'a tout naturellement amené à s'imaginer, comme il se doit, qu'un « contrôle renforcé des changes ». Telle est en effet la solution préconisée par les dirigeants depuis la révolution, de la politisation de gauche : l'inflation n'est pas tant due à la multiplication des dépenses que par ceux qui en profitent. Pour ramener l'ordre, il faut d'abord que le gouvernement agisse comme un grand commerçant.

Ces deux attitudes ont leurs adeptes. Elles correspondent chacune à une photographie de la réalité, à un angle de vue particulier. Il est clair que le détenteur de son franc ne conservera ces derniers que s'il a « confiance » dans l'avenir et il est intéressant de noter que les craintes inspirées par l'inflation ont un commun où joue leur rôle dans la fuite des capitaux en février 1978 comme à d'autres occasions.

Il est tout aussi vrai que les deux attitudes marchent ensemble, les pas des abstractions : ce sont

des hommes qui les actionnent, et ceux qui sont bien placés pour en tirer parti ne sont pas les hommes de la rue. Une fois cependant qu'on s'est fait plaisir à l'image conforme à ses propres idées reçues, on n'est guère plus avancé dans l'analyse du phénomène et dans la recherche des causes. Il est clair que le franc serait moins exposé aux sautes d'humeur de la confiance, variant avec les résultats successifs de ses engagements, si l'argent n'était... Mais dix-huit ans après le lancement du plan Barre une monnaie éminemment fragile Il est clair encore que l'argent est le seul moyen devant les tribunaux quelques spéculateurs qu'on rétablira la solidité du franc (voir ci-dessous l'article du professeur Bernard Dumas).

qu'il lalera dans l'évolution
plus long terme de la monnaie
française, déterminer quel est
le degré de fragilité du franc.
Un premier critère d'appa-
rence est la situation de la
France en matière d'infla-
tion, en tenant bien compte du
fait que, dans ce domaine, la
tendance est plus importante
que la mesure absolue. C'est
exemple, l'amplification de la
livre durant la seconde guerre
qui hausse des prix — alors
que la France est en déficit de
1 % en Grande-Bretagne, mais
que le rythme de hausse se
ralentissent de moitié en monnaie
étrangère. C'est pourquoi il nous
semble que la mesure la plus
adéquates, c'est le taux de change
avec le deutschemark et mieux
encore avec le franc suisse. Nous
pensons que le plus significatif
est la mesure de la dévaluation
magique attribuée à la monnaie
helvétique, mais parce que
Suisse est le seul pays du monde
qui — en prix d'achat très élevés

Le spéculateur et l'État

par BERNARD DUMAS (*)

DE KROUTER par le comportement erratique des monnaies sur les marchés des changes au cours de la dernière décennie, l'opinion publique reste souvent dans une attitude d'hostilité aux flux et reflux capricieux de la spéculation, force obscure et malféique aux manifestations multiples. Les gouvernements et les banques se heurtent au fait de leur mieux pour entretenir cette croyance populaire qui les décharge de toute responsabilité. Malheureusement, l'impression qui entoure aujourd'hui la spéculation est que, dans une librairie, on ne trouve pas de livres contre aux explications les plus contradictoires ou les plus tautologiques des phénomènes monétaires internationaux. Il est vrai que dans la revue *«The Communist de la gauche»* (1972) que *«la spéculation contre la monnaie constituera un délit défini par la loi»*, il propose en outre que l'on s'occupe de l'élément spéculatif par la voie législative et judiciaire. Il importe avant de se prononcer d'analyser rigoureusement ce phénomène et de constater que l'élément spéculatif est un phénomène mondial et de proposer des mesures destinées à le maîtriser.

par BERNARD

A la suite de ces prises de position, l'Etat se trouve confronté à un choix. Il peut procéder à la création monétaire qui avait été anticipée par les spéculateurs. Mais alors, en réajustant le portefeuille de monnaies, ceux-ci réalisent automatiquement un profit ; en régime de taux fixes, ce profit sera perçu aux dépens des agents économiques ; en taux flexibles, il le sera directement aux dépens des citoyens non spéculateurs. Au contraire, l'Etat peut ne pas satisfaire les spéculateurs. Mais alors, ceux-ci, si cela se fait, en tant que banques, ne peuvent pas faire de bénéfices. Il leur serait facile de montrer que ceux-ci encourrent nécessairement une perte.

Ainsi, dans la mesure où elle encourage l'Etat à une politique stable, la spéculation privée est un bien puisque les variations erratiques de la masse monétaire, qui ont été la cause de la crise de 1975, ne peuvent que dégrader l'économie et désorienter l'investissement. Elle protège également les agents économiques contre l'arbitraire de l'impôt.

D DUMAS (*)

créances à long terme sont sujettes à une autorisation du Trésor qui est assez librement accordée.

Le contrôle des changes ainsi défini est une réglementation artificielle et rationnelle. On remarquera tout d'abord quelle change radicalement selon la conjoncture internationale : parfois, on interdit les créances à l'étranger et parfois les engagements. L'orientation réglementaire change si souvent, c'est qu'il n'a pas réussi à isoler la composante essentielle des types de comportement différents attribués à la société : il s'agit d'une mesure circonstanciée. C'est aussi une mesure rationnelle : posséder des créances à l'étranger ne signifie pas nécessairement que l'on parle sur la baisse du franc.

LES RISQUES DE

La clause selon laquelle le créancier ne doit pas entraver les flux commerciaux est d'application difficile. Il arrive que des entreprises françaises ne puissent pas obtenir des crédits que la durée des crédits exigés par le client dépasse la limite fixée pour le rapatriement des créances. Par contre, des transactions commerciales légitimes peuvent souvent se parer d'un transfert de fonds qui, par eux-mêmes, auraient été interdits. Finalement, la distinction introduite par la législation entre créances à long et à court terme est arbitraire : un achat d'actions ou d'obligations à la Bourse de New-York fait apparaître une créance à long terme (qui n'est pas le cas), alors que de très courts délais revêtent dans

(Lire la suite page 18.)

PROTECT HONNIS

CONTRONKS A

Les experts prétendent que ce qu'ils appellent la dépréciation est effective, c'est du franc par référence à un indice composite calculé à partir des monnaies des principaux partenaires commerciaux de la France. Ces coefficients de pondération permettent de tenir compte de l'importance relative de chacune d'elles. La composition d'un indice implique par définition, une certaine interprétation des faits qu'il faut toujours avoir à l'esprit quand, ensuite, on l'utilise pour en tirer certaines conclusions. En l'occurrence, il nous paraît préférable de réserver le terme de dépréciation affective à celle qui est effectivement constatée sur le marché à raison de ces différents indices que sont les cotations du franc suisses et du deutschemark.

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 18.)

LES RISQUES DE PROTECTIONNISME A L'INTERIEUR DE LA C.E.E.

Controverse à Bruxelles sur les subventions britanniques à l'emploi

Un conflit sérieux risque d'éclater au cours des semaines à venir entre la Commission européenne et le gouvernement de Londres à propos du système britannique d'aide temporaire à l'emploi (Temporary Employment Subsidy, la T.E.S.). Le gouvernement Callaghan entend proroger le régime actuel au-delà du 31 mars 1978, sa date normale d'expiration. Les services de M. Vauel, le commissaire chargé de la politique de la concurrence, lui ont fait savoir qu'ils pourraient l'y autoriser, mais à condition que le régime en soit sensiblement oménagé.

duction à la demande. Toutefois, comme le soulignait la Commission dans sa lettre de décembre, la préoccupation la plus grande suscitée par le système britannique d'aide temporaire à l'emploi tient à sa concentration sur trois secteurs — le textile, la confection et la chaussure — lesquels connaissent de grandes difficultés dans l'ensemble de la C.E.E. Alors que ces trois branches ne représentent que 11 % des emplois industriels au Royaume-Uni, elles en recourent presque 50 % des sommes affectées à la R.E.S. Environ 50 % des emplois maintenus grâce à la

T.E.S. relevant de ces secteurs ont été : il est évident qu'elle permet de conserver en vie bon nombre d'entreprises qui, sans elle, auraient dû disparaître. Dans l'industrie textile, l'aide est octroyée pour un nombre de travailleurs correspondant en moyenne à 8,5 % des effectifs totaux. Ce pourcentage est de 12,8 % dans la confection et de 6 % dans la chaussure. Pour chacun des travailleurs concernés, l'aide représente entre 1 et 40 % du total salarial et équivaut à un mois à 6 % du chiffre d'affaires des entreprises bénéficiaires.

Le conformisme généralisé

Le premier obstacle à franchir sur la voie de l'interdiction serait de trouver une définition du spéculateur, ou de l'acte de spéculation, qui soit juridiquement applicable. Nous allons essayer de définir ce terme comme une personne ayant des anticipations divergentes par rapport à la moyenne de la population. Mais, selon cette définition, nous serions en présence de spéculations de degrés divers. Il faudrait donc restreindre la définition pour inclure les personnes ayant des anticipations par trop divergentes, sans pour autant préciser comment la stipuler ? Du point de vue juridique, les anticipations, comme les intentions, n'étant pas mesurables, on ne peut en faire l'objet d'une discussion. Certes, des anticipations divergentes se traduisent par des comportements financiers divergents. Cependant, les sources de divergences sont multiples, de sorte qu'il serait extrêmement difficile d'isoler un spéculateur de façon concluante. Finalement il faudrait transiger avec la question de savoir si tous les types de spéculation forment l'objet de poursuites. Le programme commun ne mentionne que la spéculation contre la monnaie, mais la spéculation monétaire est également nuisible à l'hypothèse de

hausse se révèle incorrecte. Les spéculateurs qui perçoivent les profits les plus importants aux dépens de la société sont, comme nous l'avons vu, ceux qui ont obtenu les renseignements les plus précieuses. Poursuivons-nous donc tout particulièrement les personnes qui se trouvent avoir eu raison ? Il s'agit là d'un problème d'orientation culturelle, dogmatique et obscurantiste, et fondée sur un préjugé favorable au conformisme généralisé.

Les gouvernements passés ne se sont pas, en général, préoccupés de résoudre ces problèmes. Certains aux États-Unis et certains internationaux ont contre-carré l'action de l'État, un contrôle des changes a été instauré. Le programme étimé nous a permis de nous placer un contrôle des changes renforcé^(*). Or ce genre de contrôle ne s'embarrasse pas de nuances : il interdit purement et simplement aux Français de se procurer des devises à court terme à l'étranger sans à ces créances sont liées à un flux commercial, auquel cas elles doivent être rapatriées dans un délai fixé. Les

(*) Protocole du financement de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (SESSC).

de fausser la concurrence au sein de la Communauté. Pour cette raison deux États membres, l'Irlande et le Danemark, viennent d'adresser à la Commission européenne des lettres de protestation. Les amendements demandés par Bruxelles permettraient d'élargir le champ d'application de la T.R.S. à toute la production qui vient de l'étranger, ce qui viendrait de donner

431 millions de livres

Les griefs de la Commission à l'égard de la T.R.S. sont exposés dans une lettre qu'elle a adressée au gouvernement britannique en décembre 1977. Le T.R.S. a été instauré en août 1975 par le gouvernement britannique afin de couvrir des pertes face à la dévalorisation de l'emploi. Elle est payée aux employeurs qui renouvellent l'emploi d'un salarié en excédent. Son objectif avoué est de préserver l'emploi. Sa portée, depuis que la Commission l'a autorisée en 1976, a été considérablement élargie, de sorte qu'elle couvre aujourd'hui des résultats, jugés négatifs, auxquels la Commission n'avait à l'origine pas pensé. Les versements peuvent atteindre dix livres par travailleur et par semaine pendant deux mois, avec une prolongation éventuelle de six mois à un taux de 10 livres par travailleur

tion discrète s'est engagée entre Bruxelles et Londres. Si elle échoue, la Commission, qui a jusqu'au 15 septembre pour se prononcer, pourrait décider, en application de l'article 93, paragraphe 1, du traité de Rome, que la T.E.S. est incompatible avec le Marché commun, déclenchant ainsi automatiquement un veto de Londres.

Des au lieu de 8...

et par semaine. Le montant global inscrit au budget de la T.E.S. depuis sa mise en œuvre en août 1975 s'élève à 431 millions de livres (alors que le budget original prévoyait de 8 à 8 millions de livres...). Selon les statistiques fournies par Londres, la T.E.S. depuis son entrée en vigueur jusqu'en juin 1980 a permis d'économiser un total de 275 000 travailleurs dont 185 000 continuellement à bénéficier à cette date. Quatre mille quatre-vingt-cinq établissements figurant sur la liste des bénéficiaires.

La Commission estime que la T.E.S. est accordée pour une durée trop longue. Elle déplore son caractère purement conservatoire, les entreprises peuvent en bénéficier dix-huit mois sans être astreintes à aucun effort pour mieux adapter leur pro-

Royaume-Uni une passe difficile, ont manifesté de plus en plus d'inquiétude devant les distorsions de concurrence provoquées par les aides de l'Etat. Le Royaume-Uni, il est légitime de croire que les firmes qui ne disposent pas de tels avantages, qu'elles soient installées en Grande-Bretagne ou dans un autre pays, ne peuvent pas supporter un handicap important. Les experts britanniques ont chiffré à 30 % « l'effet de déplacement » provoqué au Royaume-Uni par la loi R.E.S. sur la question des aides en pourcentage de l'emploi, maintenant directement grâce à la T.E.S., les suppressions de postes de travail innombrables des entreprises britanniques. Les experts s'attendent à ce que les firmes qui la reçoivent.

Pour la Commission, il n'est pas douteux que les aides d'Etat atteignent ainsi 10 à 15 % du chiffre d'affaires des entreprises. Mais ces aides ne seraient pas aux rives du Royaume-Uni et, s'agissant de branches industrielles aussi sensibles, conduites à une « exportation » de la production, il est ainsi établi par la Commission l'amendé à recommander au gouvernement britannique, non pas de supprimer complètement les aides de l'Etat, mais de limiter la T.E.S. (ce qui, pour ne pas l'ignorer pas, sera, politiquement

Faute d'un tel effort de modération, la Communauté risquerait de devoir faire face bientôt à une situation qui ne peut que s'aggraver, à-dire en réalité à un retour au protectionnisme sous une forme déguisée. Ainsi le gouvernement irlandais a-t-il déjà proposé de rétablir l'ancien régime d'aide à l'exportation dans le cas où Londres n'amènerait pas la T.E.S. de manière à en éliminer les effets les plus préjudiciables. C'est un double invitation que la Commission a faite au gouvernement britannique, dans sa lettre de décembre.

● Dans l'immédiat, il était suggéré au gouvernement britannique de ne donner suite à aucune nouvelle demande d'aide financière de la part de l'Irlande, de la perfection et de la chausserie. Les Britanniques ont répondu qu'il n'était pas possible de changer le dispositif à quel point de la Communauté l'application (la période d'application) de la T.E.S. se termine, répétions-le, le 31 mars 1978, mais le paiement affecté au titre du régime continuera jusqu'au 31 mars 1979. Depuis, la Commission s'est résignée à ce refus.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 19.)

PHILIPPE LEMAITRE
(la suite page 19.)

L'Inde, un partenaire économique d'un poids croissant

L'INDE va-t-elle, comme on dit, s'en sortir ? L'Association France - Union indienne a repris, l'autre jour, le débat, dans une table ronde présidée par M. Jean Dardieu, ancien ambassadeur en Inde, avec la participation de M.A.K. Sen-Gupta, conseiller économique de la haute commission indienne à Londres, et préparée avec la collaboration de Mme Charles Moras.

Le bilan agricole

Entre 1950 et 1975-76, la production alimentaire de base (céréales et légumineuses) a doublé pour atteindre 121 millions de tonnes, face à une croissance démographique de 70 %. Après une première période d'expansion due principalement à la mise en valeur de nouvelles terres, l'agriculture indienne a connu, dans les dernières années, la paysan dépasse les 2 000 kg de blé (soit souvent

socials les plus préoccupants, des options politiques et économiques du nouveau gouvernement, de la position de l'Inde dans le contexte Nord-Sud, du choix des techniques, des problèmes d'énergie posés à ce pays.

L'image dominante est celle d'une Inde singulièrement plus dynamique que beaucoup de gens ne l'ont pensée pendant longtemps. Des mutations importantes se révèlent au sein de la société comme dans l'économie, les techniques de pointe font face aux modes ancestraux de production. L'Inde des hautes coxiste avec celle des gros contrats d'usine clés en main sur le marché mondial.

plus que l'Américain du Middle-West, avec son vieux araire renforcé d'une tige métallique et ses autres anciens outils, complétés aujourd'hui par le puits tubé à pompe, les engrais chimiques, les nouvelles semences. Selon les cas et les régions, les pesticides et, beaucoup plus rarement le tracteur complètent l'éventail.

Ces progrès sont très inégalement répartis : spectaculaires dans le nord-ouest (entire le

Gange et la frontière pakistanaise), appréciables pour le riz dans les deltas du Coromandel (est). Par contre, dans les zones péninsulaires de pluviosité faible et irrégulière et mal pourvues en possibilités d'irrigation, la production tend à plafonner, faute de nouvelles terres à défricher.

Dans l'Inde orientale, de Bénarès aux bouches du Gange (plus l'Assam et l'Orissa), la production du riz (principale céréale) reste médiocre depuis plus de dix ans. Contraste douloureux entre ces belles terres alluviales, avec leur énorme potentiel d'irrigation, et la pauvreté des techniques traditionnelles (sauf en partie au Bengale) et la misère des petits paysans. Structure sociale, faiblesse administrative, relative inertie ou engorgement depuis des décennies, expliquent en partie cette situation. Parler de stagnation serait abusif : l'irrigation progresse et facilite, par exemple au Bihar, la culture du blé en hiver (saison sèche), mais on est encore loin d'une expansion généralisée.

En ce moment, l'humeur est plutôt optimiste à New-Delhi : suppression des importations de grain ; petites exportations ; 18 millions de tonnes en réserve. Et pourtant la circonspection s'impose. Dans la phase 1967-1972, la progression de l'agriculture a été provoquée surtout par la victoire des hommes de la terre et l'adoption par eux de nouvelles techniques. Puis surviennent trois années difficiles : défaillance dans l'appareil économique, crise du pétrole et deux mauvaises moussons sur trois, ce qui fait reculer la production et remonter les importations.

La technologie indienne à l'étranger

Une des idées reçues en matière de développement est que les pays du tiers-monde ont délaissé la petite industrie pour promouvoir les colosses et grands projets industriels. Avec ou sans appui du gouvernement, dans bien des pays, la petite industrie a connu, en réalité, une vigoureuse expansion. En Inde, elle assure entre 40 et 50 % de la production industrielle.

Le gouvernement du Janata veut renforcer cette tendance, notamment en milieu rural. Du même coup, la liste des biens réservés au petit secteur industriel augmente. D'autres mesures visent à restreindre la grande industrie privée lorsqu'elle fait concurrence aux petites entreprises. Or, c'est-à-dire, par conséquent, d'attiser cette sorte d'opposition, surtout au moment où l'industrie indienne est touchée par la récession ?

La reprise, à partir de 1975, s'explique avant tout par la bonté du ciel, car la consommation d'engrais chimiques reste plus ou moins stationnaire, tandis que la production de semences sélectionnées ne fait guère de progrès pour le blé. Quant au riz, qui est de loin la principale céréale, son avance demeure ralentie par des difficultés d'ordre technique : manque de variétés nouvelles bien adaptées aux conditions locales, maîtrise de l'eau déficiente.

Moins vulnérable aux calamités naturelles, l'agriculture indienne n'est toujours plus aux erreurs de calcul, aux faiblesses de planification et de gestion. Dans les régions avancées où l'on évite ces défauts, on constate que la croissance a aussi profité aux pauvres : hausse réelle des salaires agricoles, élargissement du marché du travail dans l'agriculture et en dehors de celle-ci, essor des petites industries, du commerce, des transports. En revanche, dans bien des districts, la condition des plus pauvres s'est peu améliorée, elle a même pu s'aggraver.

Conscient de ces problèmes, le nouveau gouvernement du Janata entend renforcer le développement rural, mais, comme le remarquait le professeur Sachs (hautes études en sciences sociales à Paris), il reste à voir si sa politique sera très différente de celle du Congrès. L'effort sera en matière d'irrigation et de judicieux mais faut-il attendre beaucoup des conseils locaux (panchayats), des coopératives et autres institutions rurales ? Leur valeur sociale est mince, car ils favorisent paysans moyens ou supérieurs, et leur efficacité économique laisse fort à désirer.

Le niveau technique et la gestion

Le niveau technique et la gestion ont, par contre, fait de gros progrès, surtout dans le secteur public. La Heavy Machine Tools exporte, de longue date, et même en Europe occidentale, ses machines-outils. Encore plus typique apparaît la Bharat Heavy Electricals Longtemps un des « hommes malades » du secteur public, cette entreprise décroche aujourd'hui un contrat de 74 millions de dollars pour la construction d'une centrale en Arabie Saoudite et une commande analogue en Libye, face à tous les grands noms de l'équipement électrique dans le monde. La technologie est jugée satisfaisante et les ingénieurs indiens coûtent beaucoup moins cher que les américains ou les européens.

De leur côté, les firmes privées comme Tata ouvrent des bureaux à l'étranger et développent leurs exportations, de l'ingénierie à la parfumerie.

Combinées à la baisse des importations de grain, la hausse des exportations de biens manufacturés et les envois de fonds des travailleurs (10 millions d'émigrés, nombreux dans le Golfe et en Iran, permettent à l'Inde de jour, fait sans précédent d'environ 5 milliards de dollars de réserves en devises.

Dans le secteur industriel, on n'est pas dans l'agriculture, l'avenir immédiat ne se dessine pas encore nettement : dynamisme de certaines branches et progrès technique, d'un côté ; croissance en demande intérieure faible, investissements privés ralentis, de l'autre. Pour collier le tout, intervient la pénurie quasi chronique d'énergie, l'opportunité de mieux stimuler toutes les sources possibles depuis le gaz de méthane dérivé de la boue de vache jusqu'au pétrole. Tout en restant délicate, la production de ce dernier augmente grâce aux découvertes faites au large de Bombay.

Si le gouvernement du Janata joue ses cartes de manière assez adroite, la puissance économique de l'Inde pourrait faire de grands pas en avant. C'est pourquoi, au lieu de raisonner en termes d'angoisse, les pays occidentaux auraient intérêt à rechercher toutes les formules possibles de coopération et d'échanges.

Controverse à Bruxelles

(Suite de la page 17.)

En ce qui concerne l'avenir, le dispositif d'aide à l'emploi que le gouvernement Callaghan entend appliquer à partir du 1^{er} avril devrait, pour recevoir l'autorisation de la Commission, être conçu de telle manière que les excès actuels puissent être éliminés. Les services de M. Voul entendront surtout s'assurer que la part de l'aide réservée aux trois secteurs actuellement privilégiés — toujours les mêmes — sera considérablement réduite. C'est le point clé, celui sur lequel les pourparlers en cours risquent le plus d'achopper.

De façon plus générale, le système devrait inclure, soulignent-ils, un mécanisme de contrôle destiné à éviter une concentration excessive de l'aide au profit d'un secteur quelconque. Ils estiment aussi qu'elle devrait être limitée à douze mois et, à l'intérieur de cette période, comporter une certaine dégressivité. Qu'aurait de six mois, son contrôle devrait être obligatoirement subordonné soit à la présentation d'un plan de restructuration par l'entreprise, soit à l'engagement pris par les autorités compétentes que les travailleurs pour lesquels la prorogation de l'aide est demandée seront ensuite réemployés. Ils demandent encore que les autorités britanniques notifient préalablement à la Commission les demandes d'aide qui, pour une entreprise donnée, dépassent cent travailleurs ou encore 50 % du total du personnel.

C'est la première fois, faut-il le souligner, que la Commission, après avoir avaisé tant de colosses, affronte les Britanniques sur ce terrain difficile des aides publiques.

Restera-t-elle déterminée ? En vérité, un repli très net, même si elle le tentait, semble difficile : dans le cas où elle s'inclinerait devant les exigences britanniques, plusieurs autres Etats membres, elle ne l'ignora pas, prendraient des contre-mesures probablement redoutables pour la cohésion du Marché commun. Le gouvernement britannique, de son côté, face à ses chômeurs, à ses syndicats, dispose d'une marge de manœuvre étroite. Rétrécir le champ d'application de la T.E.S., se résigner ouvertement à la fermeture d'usines au nom de l'intérêt commun ne lui sera pas commode. Dans ces conditions, le conflit paraît difficile à éviter.

PHILIPPE LEMAITRE.

GILBERT ETIENNE.

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية الخليجية
GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

Agence A

et l'Etat

les publications de l'Usine Nouvelle Bipe

LE MARCHÉ DES BIENS D'EQUIPEMENT

les prévisions de l'Usine Nouvelle pour 1978

un outil de prévision indispensable

LE MARCHÉ DES BIENS D'EQUIPEMENT
PREVISION 1978

Qui investira en 1978 ?
30 branches :
Le dossier analyse de façon détaillée les perspectives d'investissement de 30 branches d'activité.
100 firmes industrielles
8 entreprises nationales
Le dossier recense les programmes d'investissement de ces différentes entreprises pour l'année 1978. Les 8 entreprises nationales prises en compte sont : EDF, GDF, Cof, P et T, SNCF, RATP, Air France, Air Inter (prévisions d'investissements et principaux projets).
21 régions
Le dossier présente les programmes d'équipement des 21 régions de France.
400 contrats
Il s'agit du recensement des 400 principaux contrats d'exportation négociés avec les pays en voie de développement.
9 pays étrangers
Le dossier décrit les perspectives d'investissement de 9 pays industriels, toujours pour l'année 1978. Les 9 pays pris en compte sont : Allemagne Fédérale, Belgique, Espagne, USA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Japon, Suisse.

Sur quels produits portera l'investissement ?
Le dossier décrit la répartition des investissements 78 sur les principaux biens d'équipement. Ceux-ci sont classés en 5 grandes types de produit :
Les produits de la construction mécanique
Dont à titre d'exemple :
• Machines agricoles
• Machines outils et matériels connexes
• Equipement général
• Equipement spécialisé
• Matériel de manutention
• Matériel de Transport Public
• Instruments et matériels de précision, etc.
Les produits de la construction électrique et électronique
Dont à titre d'exemple :
• Matériel de traitement de l'information
• Mécanisme de bureau
• Bureaux d'équipement électriques
• Bureaux d'équipement électroniques
• Biens intermédiaires électriques et électroniques.
Les véhicules utilitaires
Le matériel roulant ferroviaire
Les bâtiments à usage industriel, commercial et agricole ainsi que le Génie Civil.

Ce document indispensable à vos prévisions 1978 est en vente dès maintenant au prix de 350 francs. Il vous suffit d'envoyer votre commande aux éditions de l'Usine Nouvelle-BIPE 15, rue Bleue, 75008 PARIS. Tél. 246-72-37 accompagnée de votre règlement.

VIENT DE PARAITRE

deux cent mille exemplaires vendus en 1976

Le Monde publie la troisième édition de
L'année économique et sociale



un bilan complet, économique, social, financier et boursier, en France et à l'étranger.

168 pages / 109 pays / en vente partout 15f

Dès les années 90, le monde occidental pourrait manquer d'uranium

Si les partisans de l'énergie nucléaire s'empressent de dénoncer les risques de tensions futures dans l'approvisionnement pétrolier du monde occidental, ils sont plus discrets sur l'avenir de l'uranium. Or le rapport établi conjointement par l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire et l'Agence internationale de l'énergie atomique, intitulé « Uranium, ressources, production et demande », comme le résultat des travaux de la conférence mondiale de l'énergie, l'un et l'autre récemment publiés, ne laissent pas d'inquiéter.

En 1977, la production d'uranium du monde non communiste s'est élevée à 30 000 tonnes pour une capacité de 33 000 tonnes. Cela représente un assez net accroissement puisque cette production était demeurée à un niveau constant : de 19 000 à 22 000 tonnes par an entre 1972 et 1975. Selon l'O.C.D.E., « il ressort des estimations actuelles relatives aux ressources en uranium qu'il existe une possibilité de porter cette production à 90 000 tonnes par an d'ici à 1985, à condition que des incitations et une stabilité économique suffisantes

puissent servir de base à une expansion régulière ».

Mais c'est surtout après 1985 qui semble craindre. En 1977, ressources et réserves ont été réévaluées (le précédent rapport de l'O.C.D.E. date de 1975). Sans doute, certaines découvertes ont-elles été réalisées. Le rapport ne tient pas compte du très important gisement — le plus grand du monde — mis au jour au mois de février au nord de l'Australie dans la région d'Alligator-Rivers. Mais la progression est liée principalement au réajustement par les experts de l'O.C.D.E. du coût maximal d'extraction. Un tel réaj-

ustement est sans doute justifié par l'évolution du marché. Les prix mondiaux dans les cas de livraison à court terme sont passés de près de 39 dollars le kilogramme d'uranium (U) en 1974 à 54 dollars en 1975 avant de se stabiliser finalement aux alentours de 104 dollars le kilo en 1977. Précisons que les contrats à long terme sont conclus à des conditions beaucoup plus avantageuses et qu'en 1978 la moyenne des livraisons aux Etats-Unis a été de 41,88 dollars par kilo. L'O.C.D.E., qui avait déterminé les ressources raisonnablement assurées à moins de 40 dollars le kilo d'une part, de 40 à 80 dollars d'autre part, a désormais réajusté ces seuils à 80 dollars dans le premier cas et de 80 à 130 dollars dans le second. Les ressources raisonnablement assurées sont comprises dans des gisements de minerais connus, dont l'étendue, la teneur et la configuration sont telles qu'on pourrait, dans les limites de coûts à la production données, les récupérer grâce aux techniques d'extraction et de traitement actuellement éprouvées. Les ressources raisonnablement assurées atteignent maintenant

2,2 millions de tonnes contre 1,8 million de tonnes en 1975. Quant aux « ressources supplémentaires estimées » (1), elles s'établissent en 1977 à 2,1 millions de tonnes contre 1,68 million en 1975. L'élargissement de la fourchette des coûts de production, les progrès sont bien modestes.

Quant à la répartition géographique de ces réserves, elle est bien inégale. Cinq pays, les Etats-Unis (523 mille tonnes), l'Afrique du Sud (396), l'Australie (288), le Canada (167) et le Niger (180) disposent de 81,5 % des ressources raisonnablement assurées à un coût inférieur à 80 dollars le kilo. Et deux d'entre eux, les Etats-Unis et le Canada, détiennent 81,4 % des ressources supplémentaires estimées à un même coût. Et nul n'ignore que les pays exportateurs multiplient les conditions préalables à leurs ventes (question de non-prolifération et garanties, traitement des ressources naturelles préalablement à leurs exportations, etc.). Dès les premières tensions sur le marché, il est vraisemblable que ces conditions seraient encore renforcées.

Vingt années de consommation

Mais une telle crise est-elle possible ? Les travaux de l'O.C.D.E. comme ceux de la conférence mondiale de l'énergie sur la contribution du nucléaire aux besoins mondiaux de 1975 à 2020 convergent quant à la demande. L'O.C.D.E. a fortement révisé en baisse ses prévisions d'expansion de l'énergie nucléaire. Pour 1985, la puissance nucléaire installée dans le monde occidental a été ramenée de 478-520 gigawatts à 271-368 gigawatts. Et pour l'an 2000 les chiffres ont été réduits de moitié (et sont désormais compris entre 1 000 et 1 800 GW). Pour hypothèses qui soient ses estimations, elles n'en marquent pas moins des tendances, « Bien que ces révisions en baisse tendent à accroître le caractère suffisant des réserves existantes (...), écrit l'O.C.D.E., il n'est pas moins urgent de découvrir d'importantes réserves supplémentaires. »

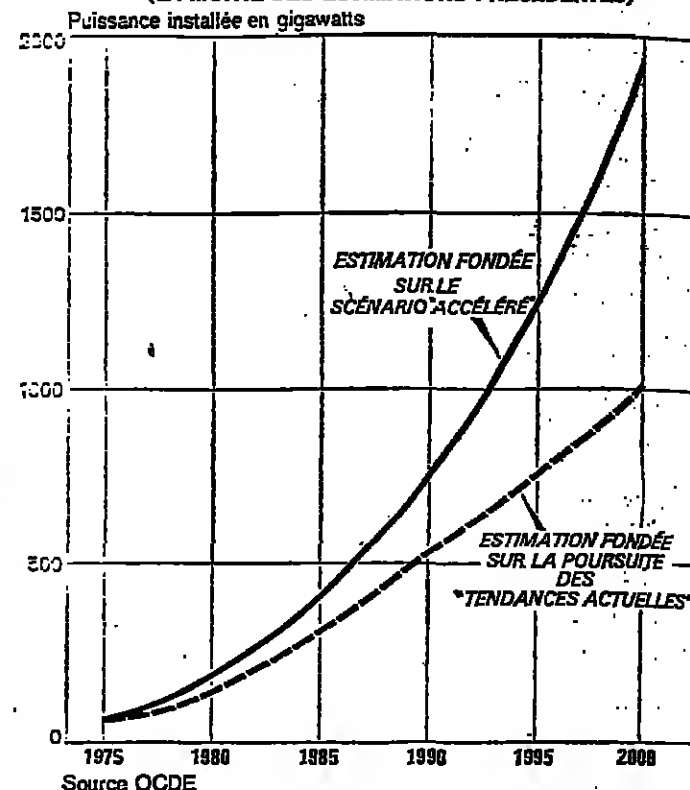
En effet, selon ces prévisions de demande, les réserves actuelles correspondent à une vingtaine d'années de consommation. Et encore l'Organisation internationale tient-elle à souligner que « pour des raisons économiques, techniques et politiques, le total de ces réserves ne sera probablement pas exploité ». Et elle ajoute quel extraordinaire effort il sera demandé à l'industrie extractive, qui devra multiplier sa production par dix en quinze ans.

Il n'est guère étonnant que les deux rapports convergent aussi dans leurs conclusions. « Etant donné les aspects prudentes des prévisions de la demande d'uranium et les difficultés que l'on rencontrera probablement à y faire face, écrit M. Foster dans le rapport de la conférence mondiale de l'énergie, il semble évident que l'énergie nucléaire ne pourra même pas fournir 50 % de la demande mondiale en électricité d'ici à l'an 2020, sans employer certains des cycles de combustible avancés. » Et l'O.C.D.E. de remarquer : « Il est manifeste que les convertisseurs thermiques doivent être remplacés en temps voulu par des filtres de réacteurs plus avancés, qui permettront de réaliser des économies en matière de ressources en uranium, si l'on veut que l'électronucléaire joue un rôle important dans la satisfaction des besoins du monde à plus long terme. »

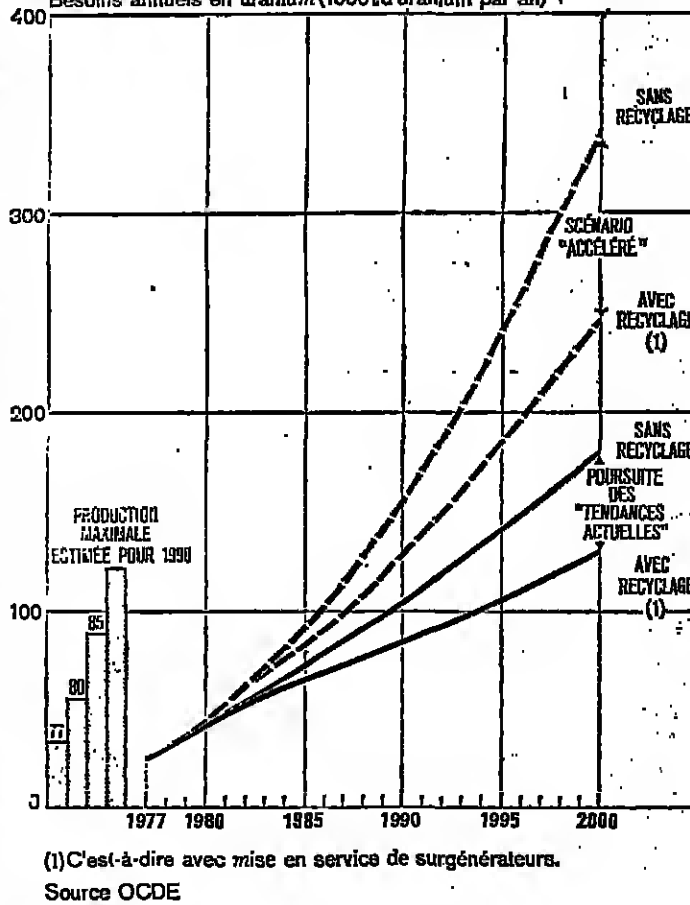
BRUNO DETHOMAS.

(1) Les ressources supplémentaires estimées sont celles dont on suppose la présence en se fondant surtout sur des données géologiques directes dans des prolongements de gisements bien explorés, dans des gisements peu explorés ou dans des gisements non découverts mais supposés exister dans des formations ayant des caractéristiques géologiques bien définies.

PUISSANCE NUCLÉAIRE INSTALLÉE DANS LE MONDE : LES PRÉVISIONS OSCILLENT DÉSORMAIS ENTRE 1000 ET 1800 GIGAWATTS (LA MOITIÉ DES ESTIMATIONS PRÉCÉDENTES)



BESOINS ANNUELS EN URANIUM : LES EXPERTS DE L'O.C.D.E. ESTIMENT AUJOURD'HUI PLUS PROBABLES LEURS HYPOTHÈSES BASÉES SUR LES TENDANCES ACTUELLES QUE L'ADOPTION DE PROGRAMMES ACCÉLÉRÉS



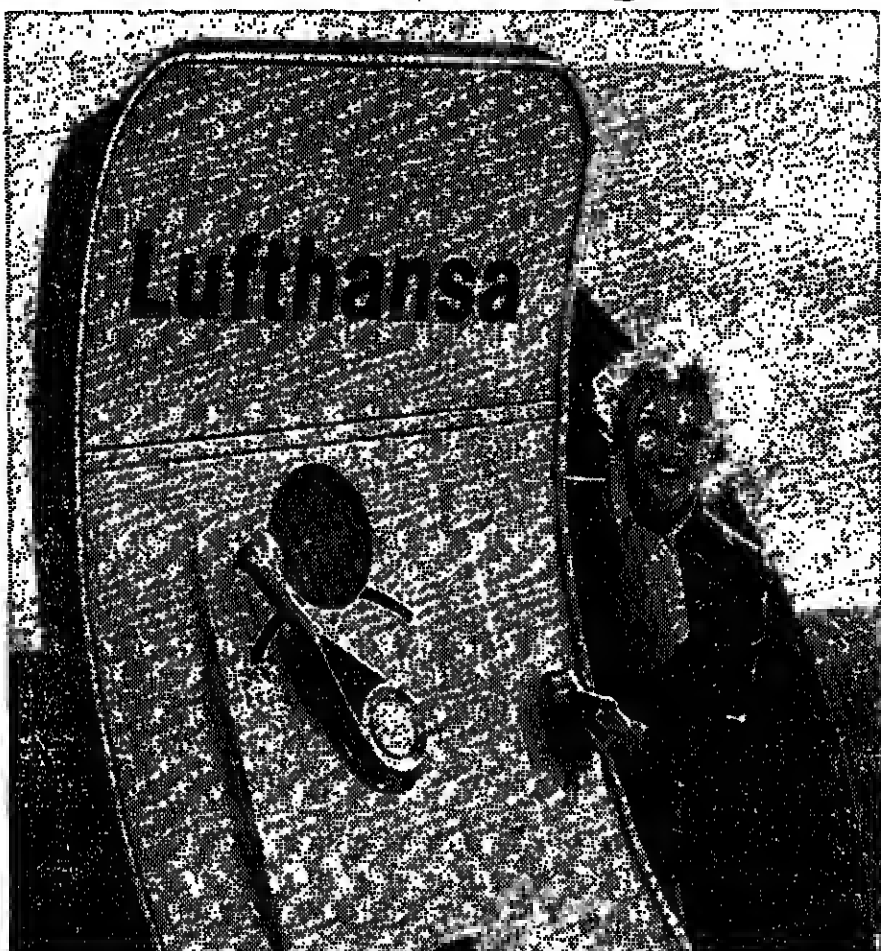
(1) C'est-à-dire avec mise en service de surgénérateurs. Source OCDE

DU LUNDI 6 AU SAMEDI 18 FEVRIER

QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir

Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.



Lufthansa

ESCP

FORMATION CONTINUE

M	Fonction	Entreprise	est intéressé par
Adresse			
Tel			
désire recevoir le programme complet et détaillé Formation Permanente			
MARKETING	GESTION DES PRODUITS	6-10	
DISTRIBUTION	ANIMATION DES VENTES	20-24	
	DISTRIBUTION DES BIENS ET SERVICES	3-7	
COMPTABILITE	INTRODUCTION A LA GESTION	24-28	
CONTRÔLE	GESTION COMPTABLE DES SOCIÉTÉS	13-17	
	ANALYSE ET PRÉVISION FINANCIÈRES	24-28	
FINANCE	MARCHE DES CAPITAUX	6-10	
	TECHNIQUES DE PLANIF., D'ÉVALUAT., ET DE CONTR. FIN.	3-7	
PERSOINNEL	GESTION DES EMPLOIS ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13-17	
	NEGOCIATIONS SOCIALES	3-7	
AFF. INTERNAT.	IMPLANTATION A L'ÉTRANGER	6-10	
	EXPORT. DU SAVOIR FAIRE ET DE L'ASSIST. TECHNIQUE	20-24	
	ANALYSE DE SYSTÈME	13-17	

Ces différents stages constituent des modules indépendants, qui peuvent être capitalisés pour l'obtention d'un **Certificat d'Études Spécialisées**.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS - FORMATION CONTINUE
79 Av. de la République 75011 Paris - Tél : 355.39.08
Chambre de commerce et d'industrie de Paris
(Centre Parisien de Management)

Wall Street

Influence de la loi
d'intérêt la base
des changements
Wall Street
l'impact est énorme
à travers le monde
en 1977

la fine fleur
ont des
travaux
et de
la fin
la fin
la fin

Faites valider vos
bulletins chez toi
les dépositaires
portant l'enseigne

benso
le dessin automatique

Pourquoi ?
Parce que le dessin automatique vous épargne la main d'œuvre graphique.
Parce que la machine à dessiner Benso vous libère.

Comment ?
Selon vos exigences et vos besoins, la gamme modulaire de 50 machines à dessiner Benso ne vous laisse pas dans le doute. Benso, c'est d'abord le conseil, c'est le service.

Pour qui ?
Que vous soyez ingénieur, architecte, dessinateur, Benso est pour vous. Benso est pour vous l'efficacité, la rapidité, la précision.

Depuis 34 ans, le job
"Les Annonces"
pour la vente des
boutiques, locaux, centres com
En Vente Partout 2 F. et 34. 19

Wall Street: une profession sur le déclin

Alors que sous l'influence de la baisse du dollar et de la hausse des taux d'intérêt la Bourse de New York continue de baisser, des changements structurels sont en train d'affecter Wall Street. Depuis plusieurs années, une succession de fusions ont entraîné une réduction notable du nombre des « Investment Banks ». Pas moins de treize fusions ont eu lieu en 1977.

Les Investment Banks sont des institutions spécifiquement américaines dont l'existence découle d'une loi votée en 1933 à la suite de la grande crise financière. Cette loi, le Glass-Steagall Act, interdit aux banques de dépôts (Commercial Banks) de souscrire et de distribuer les actions et obligations des sociétés anonymes. Certes, avant 1933, des banques aussi prestigieuses que Goldman Sachs, Kuhn Loeb, Kidder Peabody, Lazard Frères avaient joué un rôle significatif, permettant en particulier le financement des chemins de fer. Toutefois, c'est le Glass-Steagall Act qui confère aux Investment Banks leur spécificité juridique, et ce n'est qu'après sa promulgation que des banques

comme Morgan Stanley ou The First Boston Corporation prirent l'importance qu'elles connaissent aujourd'hui. Dans les années qui ont suivi la guerre, l'investissement banking a connu un développement sans précédent. La croissance continue de l'économie mondiale stimulant les besoins de financement à long terme des entreprises américaines, le marché des capitaux a rapidement grandi. L'intérêt croissant porté à la Bourse de New York est souligné par la progression de l'indice Dow Jones, multiplié par 5 de 1950 à 1972 et l'augmentation du nombre des porteurs de parts, qui passèrent de 6 à 30 millions pendant la même période.

La fine fleur

Les Investment Banks ont des activités variées. Elles forment des syndicats qui souscrivent les émissions publiques d'actions et d'obligations. Elles jouent un rôle majeur dans le placement de certaines émissions auprès des

institutions financières (compagnies d'assurances, caisses de retraites). Les opérations de fusions et d'acquisitions sont pratiquement leur domaine réservé. Les Investment Banks sont également actives dans le financement

des Etats et des municipalités, dans le leasing ainsi que dans les opérations relatives au marché monétaire. Elles jouent aussi un rôle majeur sur le marché boursier grâce à leurs services d'analyse financière, à leur capacité de réaliser les transactions de blocs d'actions ainsi que des adhésions non inscrites à la cote des principales Bourses américaines. Certaines d'entre elles offrent des services encore plus spécialisés d'arbitrage sur les marchés internationaux, les obligations et actions de préférence convertibles, ainsi que dans le déroulement des offres publiques d'achat. Les hommes qui gèrent ces ser-

vices extrêmement spécialisés représentent la fine fleur de la finance américaine, ainsi le produit de la Harvard Business School que des financiers formés sur le tas. La sélection des meilleurs est implacable, mais, pour les quelques élus qui dirigent ces institutions, la chandelle y est souvent plus de 500 000 dollars à la fin de l'année.

Devant une telle prospérité et de telles ressources humaines, le jeu semblait devoir se poursuivre indéfiniment. Or depuis quelques années Wall Street a connu des changements profonds, supprimant la concurrence s'intensifie, particulièrement en ce qui concerne les commissions facturées aux institutions, qui baissent immédiatement de 30 à 40 %.

ques de dépôts suisses et allemandes.

Devant cette concurrence accrue, une protection juridique remise en question et une certaine désaffection pour le marché financier, il serait tentant de conclure au déclin des Investment Banks. Ce serait sans compter avec les ressources humaines considérables que renferme Wall Street, ni avec l'ingénierie et la flexibilité qui caractérisent l'investissement banking. Le président d'une grande Investment Bank, déclarait récemment : « Les banques de dépôts peuvent compter sur leurs dépôts. Nous, nous pouvons compter sur notre intelligence. » Il est cependant difficile d'imaginer que la prospérité d'autant puisse se poursuivre sans d'autres changements. Les Investment Banks appelées à jouer un rôle croissant seront vraisemblablement celles qui sauront adapter leurs services aux besoins de leurs clients dans les domaines prometteurs des émissions internationales, du marché secondaire des obligations et des placements privés. Celles qui disposent de ressources financières suffisantes pour prendre position sur le marché obligataire, ainsi Salomon Brothers, ont un avantage indéniable. Celles qui n'ont pas ces ressources devront allier leurs efforts ou ouvrir leur capital à des institutions financières plus puissantes (telle l'alliance de White Weld avec le Crédit Suisse). La vague de consolidation qui vient d'affecter Wall Street se poursuivra donc sans doute mais les nouvelles entrées n'en seront que mieux armées pour assurer des services sans cesse plus techniques et plus spécialisés.

ANTOINETTE BERNHEIM.

ancien élève de l'École polytechnique, diplômé de la Harvard Business School.

Un certain jour de mai 1975...

La montée quasi continue des valeurs américaines s'est interrompue en 1972. Après la crise de 1972-1974 où l'indice Dow Jones était descendu jusqu'à 577, le marché s'est repris, sans faire preuve toutefois d'un excès d'optimisme. Le volume journalier continue de croître mais de façon moins régulière. En revanche, dans les cinq dernières années, le nombre des porteurs de parts a régressé de 30 à 25 millions, signe de la déception des investisseurs. Un autre phénomène important s'est produit depuis une dizaine d'années : les institutions financières jouent un rôle croissant à la Bourse et un estime qu'elles détiennent aujourd'hui plus d'un tiers de la capitalisation boursière du New York Stock Exchange, contre 22 % en 1965. Les transactions portant sur des blocs d'actions qui se représentaient que 3 % du volume des échanges en 1965 représentent aujourd'hui environ 20 % du volume total. L'investissement banking a donc subi une grande duplication d'efforts, la plupart des analystes financiers faisant porter leurs études sur les mêmes valeurs. A partir de mai 1975, le barème officiel étant

change), tel Merrill Lynch, qui se concentrait auparavant sur les comptes de particuliers. Or les brokers house concurrents de plus en plus les Investment Banks dans leur domaine traditionnel des émissions d'actions et d'obligations. Surcoût, en mai 1975, la Securities and Exchange Commission, qui contrôle les opérations financières, a mis fin au principe des commissions fixes. Jusque-là, les transactions étaient facturées suivant un barème officiel. La concurrence portait non pas sur les prix mais sur la qualité des services rendus. Cela avait entraîné la création de nombreuses sociétés d'analyse financière, dont la plupart distribuaient gratuitement les produits de leurs recherches aux clients qui leur confiaient la gestion de leur portefeuille.

La concurrence portait non pas sur les prix mais sur la qualité des services rendus. Cela avait entraîné la création de nombreuses sociétés d'analyse financière, dont la plupart distribuaient gratuitement les produits de leurs recherches aux clients qui leur confiaient la gestion de leur portefeuille.

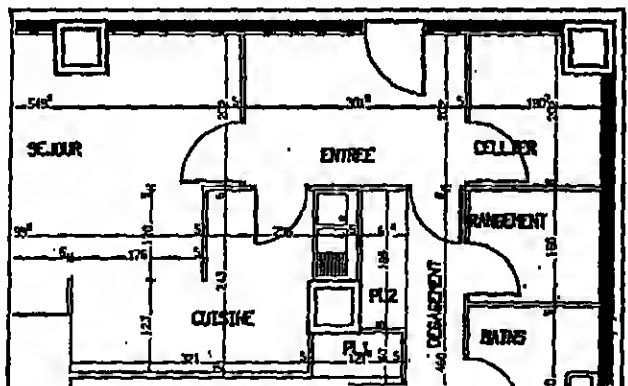
La concurrence portait non pas sur les prix mais sur la qualité des services rendus. Cela avait entraîné la création de nombreuses sociétés d'analyse financière, dont la plupart distribuaient gratuitement les produits de leurs recherches aux clients qui leur confiaient la gestion de leur portefeuille.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



Vous Calculez... Eh bien, Dessinez maintenant!



benson le dessin automatique.

Pourquoi?

Parce que le dessin automatique vous apporte la rapidité et la précision de l'exécution graphique. Parce que la machine à dessiner libère votre personnel des tâches ingrates.

Comment?

Selon vos exigences et vos besoins, Benson vous présente une gamme modulaire de 30 machines à dessiner automatiques. Mais surtout, Benson ne vous laisse pas dans l'embarras du choix. Benson, c'est d'abord le conseil, c'est d'abord le dialogue.

Pour qui?

Que vous soyez ingénieur, gestionnaire ou architecte, Benson est pour vous l'outil avancé de recherche et d'exécution graphique. Benson est pour vous l'efficacité d'aujourd'hui.

Combien?

Avec Benson, dans la plupart des cas, le dessin automatique entre chez vous pour 1000 F/mois. Alors, contactez-nous. Nous parlerons votre langage et le nôtre. Nous parlerons dessin.

Documentation sur simple demande à
BENSON - 1, RUE JEAN LEMOINE - Z.I. DES PETITES HAIES,
94015 CRÉTIL FRANCE - Tél. 899.10.90.



benson

U.A.D. PUBLICITE

Depuis 34 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n°1

pour la vente des fonds de commerce

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 2 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

la Sécurité Routière vous informe

20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'écatastrophe aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

LA VITESSE C'EST DEPASSE

Depuis novembre 1974, les vitesses autorisées sont de 130 km/h sur les autoroutes de rase campagne, 110 km/h sur les routes à deux fois deux voies et les autoroutes urbaines, 90 km/h sur le reste du réseau.

Aujourd'hui l'essence coûte cher. La densité de la circulation augmente sans cesse. La voiture est de plus en plus considérée comme un simple moyen de transport. Rouler vite est devenu très dangereux. Pour toutes ces raisons, la vitesse c'est dépassé.

POURQUOI LES LIMITATIONS DE VITESSE?

Dans tous les pays où une limitation de vitesse a été mise en œuvre et respectée, on a enregistré une réduction du nombre des tués et des blessés. Pourquoi?

- parce que les risques d'accident sont moindres quand tous les véhicules circulent à des vitesses voisines,
- parce que réduire sa vitesse c'est réduire sa distance d'arrêt ce qui peut permettre d'éviter l'accident.

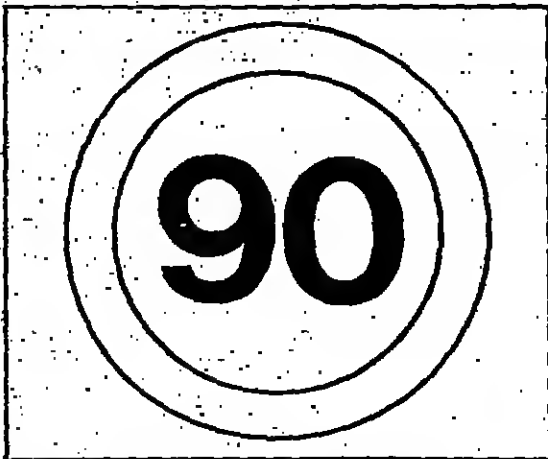
LES FRANÇAIS ET LA VITESSE

La majorité des automobilistes se déclarent satisfaits du niveau actuel des limitations de vitesse mais ces limitations ne sont pas toujours parfaitement respectées.

Ainsi en 1976, 945 000 infractions à la vitesse ont été relevées. Or, excès de vitesse signifie aggravation des accidents avec davantage de victimes. Respecter les limitations de vitesse c'est diminuer le nombre des accidents et éviter de nombreux drames familiaux.

De 1972 à 1977, alors que le trafic augmentait de 28 %, le nombre des tués a diminué de 20 % et celui des blessés de 15 %. Devant ces résultats, la progression des accidents de la route ne peut plus être considérée comme une fatalité.

En 1978, les conducteurs français ne se comportent plus comme en 1972. En effet, un nouvel état d'esprit commence à apparaître sur nos routes. C'est grâce à lui et à l'effort de tous que nous pourrions atteindre le prochain objectif que se sont fixés les pouvoirs publics : ramener à moins de 10 000 morts par an le lourd bilan des accidents de la route.



20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : la ceinture de sécurité

Un triomphe... Une presse unanime
PROLONGATION
jusqu'au samedi 25 février

ESPACE PIERRE CARDIN
MARCEL MARECHAL
CRIPURE
de LOUIS GUILLOUX
LOCATION: 266.17.30 & AGENCES

THEATRE DE LA VILLE
20 h 30
places 18 F et 32 F
jacky parady
de Jean-Michel Ribes
mise en scène
Jean-Michel Ribes
chansons et musique
Lewis Furey et J.-C. Vannier
avec
Gérard Desarthe
dans le rôle de Jacky Parady
une grande fresque où se croisent
des épisodes d'un roman multiple
Le Comte Enchaîné
c'est un luxueux spectacle de
music-hall où le grand cabaret
célèbre la respiration d'un
organisateur
L'Espresso
18 h 30
une heure sans entracte 14 F
du 14 au 18 février
le compositeur auteur interprète
pascal auberson
"un homme de scène surprenant"
en critique
du 21 février au 4 mars
le groupe chifon
inti-illiani
2, place du Châtelet
tél. 274.11.24

THEATRE D'ORSAY
CIE REHAUD-BARRAULT
en alternance
5 dernières
L'EDEN-CINEMA
de Marguerite Duras
mise en scène Claude Régy
HAROLD ET MAUDE
4ème année
RHINOCEROS
de Eugène Ionesco
mise en scène
Jean-Louis Barraut
PETITORSAY
création
LES PORTES DU SOLEIL
argument Alejo Carpentier
musique Michel Puig
mise en scène
Michael Lonsdale
en alternance
la vie singulière d'
ALBERT NOBBS
adaptation et mise en scène
Simone Benmussa
location 548.38.53 et agences

CHENE NOIR d'Avignon
14 représentations exceptionnelles
FANTASTIC MISS MADONA
du 14 au 18 février
télé. 274.11.24
Centre Georges Pompidou
278-78-95 & Grande Salle

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE VIENNE
Radiofrance
Leonard Bernstein
Direction : **Leonard Bernstein**
BEETHOVEN - Symphonies n° 2 et 3
Location : Salle Pleyel, Maison de Radio-France et Agences

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Centre Georges-Pompidou, 20 h. 30 :
Fantastic Miss Madona.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Solrè
littéraire Paul Valéry.

Les salles municipales

Nouveau Carré, salle Pleyel, 20 h. 30 :
Art et technique du cinéma 45
de la télévision. — Grande salle,
21 h. : U. Reinmann et C. Ivadi,
piano (Clavier de Schubert).
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 :
Ensemble Intercontemporain (Atelier
Haitier).

Les autres salles

Cartoucherie, Théâtre du Soleil,
20 h. 30 : David Copperfield. —
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 :
Dom Juan.
Comédie-Camartin, 21 h. 10 :
Fautisme-Boeing.
Gaiety, 20 h. 30 : Les Cocottes.
Laplace, 20 h. 30 : Cripure.
Fontaine, 21 h. : Le Roi des coms.
Gymnase, 21 h. : Couche.
Rue Saint-Martin, 20 h. 30 : La Contes-
taur.
Nouveautés, 21 h. 30 : Louise la
Normande.
Palais des arts, 20 h. 45 : Bernard
Haller.
Piscine, 20 h. 45 : Adieu Super-
man.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Sylvie
Joly.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tuer
sans pitié.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 :
Ahmed Ben Djab. 20 h. 45 :
Gothica. 22 h. 30 : Just Hamlet.

Les cafés-théâtres

An Boc Cin, 20 h. 45 : F. Brunold ;
21 h. : la Femme rompus ; 22 h. :
Don Juan.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : Alex
Métayer ; 21 h. 45 : Au niveau du
choix ; 22 h. 15 : Les Anarches.
Café d'Edgar, 1. 20 h. 30 : Doubt ;
21 h. : Poque.
Café-Chin, 22 h. : Les Frères enne-
mis.
Comptable, 20 h. 30 : Le Petit Prince ;
21 h. : la Cruche enchantée.
Café des Miroirs, 20 h. 30 :
Ce soir, je perds ; 22 h. : Fromage
ou dessert.
L'Espresso, 20 h. 30 : J.-P. Sentier.
Petit Bala-Novoté, 21 h. : En atten-
dant la prochaine lune ; 22 h. 30 :
Denis Wetterwald.

cinémas

(*) Films interdits aux moins de
treize ans.
(**) Films interdits aux moins de
dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillet, relâche.

Les exclusivités

L'AMERICAN (A.L. v.o.) : Studio-
Cinéma, 5 (193-32-32).
L'AMOUR VIOLE (F.) : Richelieu,
10 (225-56-70) ; Quinquette, 5
(193-32-32) ; 14 Juillet-Parnasse, 8
(225-56-70) ; Mont-Carlo, 8 (225-
56-70) ; Saint-Lezard-Parnasse, 8
(225-56-70) ; 14 Juillet-Bastille, 11
(225-56-70) ; P.L.M. Saint-Jacques,
14 (225-56-70) ; Cambronne, 15
(225-56-70).
ANGELA O'NEILL, L'ENCHAÎNEMENT
(F.) : Quinquette, 5 (193-32-32) ;
la Clef, 5 (337-90-00).
ANNIE HALL (A. v.o.) : Orande-An-
gela, 5 (337-90-00) ; Marbeuf, 5
(337-90-00).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (A. v.o.) :
la Clef, 5 (337-90-00) ; Hémis-
phère, 5 (337-90-00) ; Elysée-Lan-
côme, 5 (337-90-00).
AD-DELA D'UN PASSÉ (A. v.o.) :
Victorine, 5 (337-90-00).
LES AVENTURES DE BERNARD ET
BLANCA (A. v.o.) : en soirée : Nor-
mandie, 5 (225-56-70) ; Normandie, 5
(en matinée) : Didot, 15 (343-
33-00) ; Miramar, 14 (337-90-00) ;
Convention-Saint-Charles, 15 (373-
33-00) ; Muret, 15 (1289-79-79).
BARRACUDA (A. v.o.) : 14 Juillet-
Parnasse, 8 (225-56-70) ; Elysée-
Lancôme, 5 (337-90-00) ;
Bastille, 11 (337-90-00).
LES BASKETS SE DÉCHAÎNENT
(A. v.o.) : Comédia, 2 (225-
56-70).
LE BOIS DE BOULEAUX (F. v.o.) :
Quinquette, 5 (193-32-32) ; Elysée-
Lancôme, 5 (337-90-00) ; 14 Juillet-
Parnasse, 8 (225-56-70).
BRANCALEONE FEN VA - T-AUX
CROISADES (A. v.o.) : le Marais,
5 (278-47-86) ; Cluny-Boolea, 5
(103-30-12).

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 13 février

Les Petits Pavés, 21 h. : Flash Olin-
gue ; 22 h. : Bonbons acides.
Aux Quatre Cents Coups, 20 h. 30 :
L'Antioche ; 21 h. 30 : Qu'est-ce que
vous m'avez fait ; 22 h. 30 : la
Goutte.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Ce
soir on actualise.
Deux-Anes, 21 h. : Aux Amis citoyens.
Dix-Heures, 21 h. : Mère ou crève.

Les concerts

Lucerna, 19 h. : A. Flamer,
M. Bailly et M. Schatzger (Hörsch,
Schumann, Beethoven) ; 21 h. :
Ensemble vocal G. George (motets),
chansons populaires Renaissance
(strange).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre de
la Ville de Paris, J.-P. Paillard, dir.
H. et P. Heidsieck (Mozart,
Haydn).
Radio-France, 20 h. 30 : Trio Haydn
de Vienne, Quatuor de percussion
de Paris, Ensemble Instrumental,
dir. A. Myrtil (Haydn, Mendelssohn,
Brahms, Schumann).
Théâtre de la Pâtisserie, 21 h. : En
Jawaski et S. Seheja (Vivaldi,
Tchaïkovski).
Salle Cortot, 21 h. : G. Casades,
C. Bernard, R. Fontaine (Havel,
Camden, Mazur, Desportes,
Louchet).

Jazz, pop et folk

Théâtre Montferrat, 22 h. 30 :
Olympie Letellier, avec J.-P. Letel-
lier, P. Ziegler, D. Anthon.
Palais de la Culture, 21 h. 30 :
20 h. 45 et 22 h. : L'Espresso, rock.
Petit Jambon, 21 h. : Jazz Band.

La danse

Centre culturel du Marais, 20 h. 30 :
Carolyn Carlson (Opéra).

MORT D'UN FOURRI (F.) : U.G.C.-
Opéra, 2 (261-30-32). Richelieu, 2
(225-56-70). Marignan, 5 (337-
90-00). Faubourg, 13 (331-56-86).
Cluny-Pathey, 15 (337-90-00).
NOUS IRONS TOUS AU PARADIS
(F.) : Paris, 5 (259-53-99). M3-
deleine, 8 (193-32-32). Montpar-
nasse-Pathey, 14 (225-56-70). Saint-
André, 11 (337-90-00).
NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.o.) :
Paramount-Opéra, 5 (337-90-00).
Publicité-Champs-Élysées, 8 (225-
56-70).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).

LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LES OISEAUX OR NUIT (F.) :
L'Espresso, 2 (261-30-32).

Les films nouveaux

VOYAGE À TOKYO, film japo-
nais de Yasujiro Ozu, V.O. :
St-André, 11 (337-90-00) ;
48-18 : Olympia (14) 1532-
67-42.
ELLES DEUX, film hongrois de
Sándor Boros, V.O. :
André-des-Arts (6) 332-
48-18 ; Récine (6) 332-
48-18 ; O.C. Marbeuf (8)
(225-56-70) ; J.-Renoir (9)
(374-40-75) ; Olympia (14)
(1532-67-42) ; Olympia (14)
(1532-67-42).
BANDS DE FILLES, film améri-
cain de Robert Aldrich (F.) :
V.O. : Quartier Latin (5)
(337-90-00) ; Marbeuf (8)
(225-56-70) ; V.P. : ABC (2)
(225-56-70) ; Montparnasse (3)
(225-56-70) ; Elysée-Lancôme (5)
(337-90-00) ; Faubourg (13)
(331-56-86) ; Cambronne (15)
(1289-79-79) ; Cluny-Boolea (15)
(103-30-12) ; Gaumont-Gambetta (20)
(1797-02-74).
IPHIGÉNIE, film grec de Mi-
chalis Kakoriadis, V.O. :
Germinal-Studio (2) 337-
(337-90-00) ; Gaumont-Rive gau-
che (11) 337-90-00 ; Marbeuf (8)
(225-56-70) ; V.P. : Cambronne (15)
(1289-79-79) ; N. :
Nations (12) 1843-04-67 ; Gaumont-
Opéra (15) 337-90-00 ;
SAFRANA OU LE GROS À LA
PAROLE, film mexicain de
Sidney Sokhona, V.O. : la
Clef (5) 337-90-00.
LE VOYAGE AU JARDIN DES
MOÛCHES, film d'animation
de J.-P. Lescar, V.O. :
L'Espresso, 2 (261-30-32).
LE SÈRE ET N'EST PAS A
VENIR, film français de
Jocelyne Saub. Olympia (14)
(1532-67-42).
GENERALI PRUTHIS, film
américain de Donald Cam-
mell (F.) : V.O. : Saint-Michel
(9) 337-90-00 ; Marbeuf (8)
(225-56-70) ; V.P. : Cambronne (15)
(1289-79-79) ; N. :
(337-90-00) ; Gaumont-Opéra (15)
(337-90-00) ; Cluny-Boolea (15)
(103-30-12).
LA COCHINELLE À MONTE-
CARLO, film américain de
V. Mervyn, V.O. : Ermitage
(11) 337-90-00 ; Marbeuf (8)
(225-56-70) ; V.P. : Cambronne (15)
(1289-79-79) ; N. :
(337-90-00) ; Gaumont-Opéra (15)
(337-90-00) ; Cluny-Boolea (15)
(103-30-12).
LA COCHINELLE À MONTE-
CARLO, film américain de
V. Mervyn, V.O. : Ermitage
(11) 337-90-00 ; Marbeuf (8)
(225-56-70) ; V.P. : Cambronne (15)
(1289-79-79) ; N. :
(337-90-00) ; Gaumont-Opéra (15)
(337-90-00) ; Cluny-Boolea (15)
(103-30-12).
LE FANTÔME DE BURLEVENT,
film américain de A. Dawson,
V.O. : Cluny-Boolea (15)
(103-30-12) ; Marbeuf (8)
(225-56-70) ; N. :
(337-90-00) ; Gaumont-Opéra (15)
(337-90-00) ; Cluny-Boolea (15)
(103-30-12).

IT : 14 h. : L'Honneur perdu de
Katharina Blum ; 18 h. : la Chaise
sur un toit brûlant ; 20 h. 30 :
Duellistes ; 21 h. : Pierre et le Loup ;
22 h. : A bout de souffle ; 23 h. :
l'Équivalent ; 24 h. : A bout de souffle ;
25 h. : A bout de souffle ; 26 h. :
A bout de souffle ; 27 h. : A bout de
souffle ; 28 h. : A bout de souffle ;
29 h. : A bout de souffle ; 30 h. :
A bout de souffle ; 31 h. : A bout de
souffle ; 32 h. : A bout de souffle ;
33 h. : A bout de souffle ; 34 h. :
A bout de souffle ; 35 h. : A bout de
souffle ; 36 h. : A bout de souffle ;
37 h. : A bout de souffle ; 38 h. :
A bout de souffle ; 39 h. : A bout de
souffle ; 40 h. : A bout de souffle ;
41 h. : A bout de souffle ; 42 h. :
A bout de souffle ; 43 h. : A bout de
souffle ; 44 h. : A bout de souffle ;
45 h. : A bout de souffle ; 46 h. :
A bout de souffle ; 47 h. : A bout de
souffle ; 48 h. : A bout de souffle ;
49 h. : A bout de souffle ; 50 h. :
A bout de souffle ; 51 h. : A bout de
souffle ; 52 h. : A bout de souffle ;
53 h. : A bout de souffle ; 54 h. :
A bout de souffle ; 55 h. : A bout de
souffle ; 56 h. : A bout de souffle ;
57 h. : A bout de souffle ; 58 h. :
A bout de souffle ; 59 h. : A bout de
souffle ; 60 h. : A bout de souffle ;
61 h. : A bout de souffle ; 62 h. :
A bout de souffle ; 63 h. : A bout de
souffle ; 64 h. : A bout de souffle ;
65 h. : A bout de souffle ; 66 h. :
A bout de souffle ; 67 h. : A bout de
souffle ; 68 h. : A bout de souffle ;
69 h. : A bout de souffle ; 70 h. :
A bout de souffle ; 71 h. : A bout de
souffle ; 72 h. : A bout de souffle ;
73 h. : A bout de souffle ; 74 h. :
A bout de souffle ; 75 h. : A bout de
souffle ; 76 h. : A bout de souffle ;
77 h. : A bout de souffle ; 78 h. :
A bout de souffle ; 79 h. : A bout de
souffle ; 80 h. : A bout de souffle ;
81 h. : A bout de souffle ; 82 h. :
A bout de souffle ; 83 h. : A bout de
souffle ; 84 h. : A bout de souffle ;
85 h. : A bout de souffle ; 86 h. :
A bout de souffle ; 87 h. : A bout de
souffle ; 88 h. : A bout de souffle ;
89 h. : A bout de souffle ; 90 h. :
A bout de souffle ; 91 h. : A bout de
souffle ; 92 h. : A bout de souffle ;
93 h. : A bout de souffle ; 94 h. :
A bout de souffle ; 95 h. : A bout de
souffle ; 96 h. : A bout de souffle ;
97 h. : A bout de souffle ; 98 h. :
A bout de souffle ; 99 h. : A bout de
souffle ; 100 h. : A bout de souffle ;
101 h. : A bout de souffle ; 102 h. :
A bout de souffle ; 103 h. : A bout de
souffle ; 104 h. : A bout de souffle ;
105 h. : A bout de souffle ; 106 h. :
A bout de souffle ; 107 h. : A bout de
souffle ; 108 h. : A bout de souffle ;
109 h. : A bout de souffle ; 110 h. :
A bout de souffle ; 111 h. : A bout de
souffle ; 112 h. : A bout de souffle ;
113 h. : A bout de souffle ; 114 h. :
A bout de souffle ; 115 h. : A bout de
souffle ; 116 h. : A bout de souffle ;
117 h. : A bout de souffle ; 118 h. :
A bout de souffle ; 119 h. : A bout de
souffle ; 120 h. : A bout de souffle ;
121 h. : A bout de souffle ; 122 h. :
A bout de souffle ; 123 h. : A bout de
souffle ; 124 h. : A bout de souffle ;
125 h. : A bout de souffle ; 126 h. :
A bout de souffle ; 127 h. : A bout de
souffle ; 128 h. : A bout de souffle ;
129 h. : A bout de souffle ; 130 h. :
A bout de souffle ; 131 h. : A bout de
souffle ; 132 h. : A bout de souffle ;
133 h. : A bout de souffle ; 134 h. :
A bout de souffle ; 135 h. : A bout de
souffle ; 136 h. : A bout de souffle ;
137 h. : A bout de souffle ; 138 h. :
A bout de souffle ; 139 h. : A bout de
souffle ; 140 h. : A bout de souffle ;
141 h. : A bout de souffle ; 142 h. :
A bout de souffle ; 143 h. : A bout de
souffle ; 144 h. : A bout de souffle ;
145 h. : A bout de souffle ; 146 h. :
A bout de souffle ; 147 h. : A bout de
souffle ; 148 h. : A bout de souffle ;
149 h. : A bout de souffle ; 150 h. :
A bout de souffle ; 151 h. : A bout de
souffle ; 152 h. : A bout de souffle ;
153 h. : A bout de souffle ; 154 h. :
A bout de souffle ; 155 h. : A bout de
souffle ; 156 h. : A bout de souffle ;
157 h. : A bout de souffle ; 158 h. :
A bout de souffle ; 159 h. : A bout de
souffle ; 160 h. : A bout de souffle ;
161 h. : A bout de souffle ; 162 h. :
A bout de souffle ; 163 h. : A bout de
souffle ; 164 h. : A bout de souffle ;
165 h. : A bout de souffle ; 166 h. :
A bout de souffle ; 167 h. : A bout de
souffle ; 168 h. : A bout de souffle ;
169 h. : A bout de souffle ; 170 h. :
A bout de souffle ; 171 h. : A bout de
souffle ; 172 h. : A bout de souffle ;
173 h. : A bout de souffle ; 174 h. :
A bout de souffle ; 175 h. : A bout de
souffle ; 176 h. : A bout de souffle ;
177 h. : A bout de souffle ; 178 h. :
A bout de souffle ; 179 h. : A bout de
souffle ; 180 h. : A bout de souffle ;
181 h. : A bout de souffle ; 182 h. :
A bout de souffle ; 183 h. : A bout de
souffle ; 184 h. : A bout de souffle ;
185 h. : A bout de souffle ; 186 h. :
A bout de souffle ; 187 h. : A bout de
souffle ; 188 h. : A bout de souffle ;
189 h. : A bout de souffle ; 190 h. :
A bout de souffle ; 191 h. : A bout de
souffle ; 192 h. : A bout de souffle ;
193 h. : A bout de souffle ; 194 h. :
A bout de souffle ; 195 h. : A bout de
souffle ; 196 h. : A bout de souffle ;
197 h. : A bout de souffle ; 198 h. :
A bout de souffle ; 199 h. : A bout de
souffle ; 200 h. : A bout de souffle ;
201 h. : A bout de souffle ; 202 h. :
A bout de souffle ; 203 h. : A bout de
souffle ; 204 h. : A bout de souffle ;
205 h. : A bout de souffle ; 206 h. :
A bout de souffle ; 207 h. : A bout de
souffle ; 208 h. : A bout de souffle ;
209 h. : A bout de souffle ; 210 h. :
A bout de souffle ; 211 h. : A bout de
souffle ; 212 h. : A bout de souffle ;
213 h. : A bout de souffle ; 214 h. :
A bout de souffle ; 215 h. : A bout de
souffle ; 216 h. : A bout de souffle ;
217 h. : A bout de souffle ; 218 h. :
A bout de souffle ; 219 h. : A bout de
souffle ; 220 h. : A bout de souffle ;
221 h. : A bout de souffle ; 222 h. :
A bout de souffle ; 223 h. : A bout de
souffle ; 224 h. : A bout de souffle ;
225 h. : A bout de souffle ; 226 h. :
A bout de souffle ; 227 h. : A bout de
souffle ; 228 h. : A bout de souffle ;
229 h. : A bout de souffle ; 230 h. :
A bout de souffle ; 231 h. : A bout de
souffle ; 232 h. : A bout de souffle ;
233 h. : A bout de souffle ; 234 h. :
A bout de souffle ; 235 h. : A bout de
souffle ; 236 h. : A bout de souffle ;
237 h. : A bout de souffle ; 238 h. :
A bout de souffle ; 239 h. : A bout de
souffle ; 240 h. : A bout de souffle ;
241 h. : A bout de souffle ; 242 h. :
A bout de souffle ; 243 h. : A bout de
souffle ; 244 h. : A bout de souffle ;
245 h. : A bout de souffle ; 246 h. :
A bout de souffle ; 247 h. : A bout de
souffle ; 248 h. : A bout de souffle ;
249 h. : A bout de souffle ; 250 h. :
A bout de souffle ; 251 h. : A bout de
souffle ; 252 h. : A bout de souffle ;
253 h. : A bout de souffle ; 254 h. :
A bout de souffle ; 255 h. : A bout de
souffle ; 256 h. : A bout de souffle ;
257 h. : A bout de souffle ; 258 h. :
A bout de souffle ; 259 h. : A bout de
souffle ; 260 h. : A bout de souffle ;
261 h. : A bout de souffle ; 262 h. :
A bout de souffle ; 263 h. : A bout de
souffle ; 264 h. : A bout de souffle ;
265 h. : A bout de souffle ; 266 h. :
A bout de souffle ; 267 h. : A bout de
souffle ; 268 h. : A bout de souffle ;
269 h. : A bout de souffle ; 270 h. :
A bout de souffle ; 271 h. : A bout de
souffle ; 272 h. : A bout de souffle ;
273 h. : A bout de souffle ; 274 h. :
A bout de souffle ; 275 h. : A bout de
souffle ; 276 h. : A bout de souffle ;
277 h. : A bout de souffle ; 278 h. :
A bout de souffle ; 279 h. : A bout de
souffle ; 280 h. : A bout de souffle ;
281 h. : A bout de souffle ; 282 h. :
A bout de souffle ; 283 h. : A bout de
souffle ; 284 h. : A bout de souffle ;
285 h. : A bout de souffle ; 286 h. :
A bout de souffle ; 287 h. : A bout de
souffle ; 288 h. : A bout de souffle ;
289 h. : A bout de souffle ; 290 h. :
A bout de souffle ; 291 h. : A bout de
souffle ; 292 h. : A bout de souffle ;
293 h. : A bout de souffle ; 294 h. :
A bout de souffle ; 295 h. : A bout de
souffle ; 296 h. : A bout de souffle ;
297 h. : A bout de souffle ; 298 h. :
A bout de souffle ; 299 h. : A bout de
souffle ; 300 h. : A bout de souffle ;
301 h. : A bout de souffle ; 302 h. :
A bout de souffle ; 303 h. : A bout de
souffle ; 304 h. : A bout de souffle ;
305 h. : A bout de souffle ; 306 h. :
A bout de souffle ; 307 h. : A bout de
souffle ; 308 h. : A bout de souffle ;
309 h. : A bout de souffle ; 310 h. :
A bout de souffle ; 311 h. : A bout de
souffle ; 312 h. : A bout de souffle ;
313 h. : A bout de souffle ; 314 h. :
A bout de souffle ; 315 h. : A bout de
souffle ; 316 h. : A bout de souffle ;
317 h. : A bout de souffle ; 318 h. :
A bout de souffle ; 319 h. : A bout de
souffle ; 320 h. : A bout de souffle ;
321 h. : A bout de souffle ; 322 h. :
A bout de souffle ; 323 h. : A bout de
souffle ; 324 h. : A bout de souffle ;
325 h. : A bout de souffle ; 326 h. :
A bout de souffle ; 327 h. : A bout de
souffle ; 328 h. : A bout de souffle ;
329 h. : A bout de souffle ; 330 h. :
A bout de souffle ; 331 h. : A bout de
souffle ; 332 h. : A bout de souffle ;
333 h. : A bout de souffle ; 334 h. :
A bout de souffle ; 335 h. : A bout de
souffle ; 336 h. : A bout de souffle ;
337 h. : A bout de souffle ; 338 h. :
A bout de souffle ; 339 h. : A bout de
souffle ; 340 h. : A bout de souffle ;
341 h. : A bout de souffle ; 342 h. :
A bout de souffle ; 343 h. : A bout de
souffle ; 344 h. : A bout de souffle ;
345 h. : A bout de souffle ; 346 h. :
A bout de souffle ; 347 h. : A bout de
souffle ; 348 h. : A bout de souffle ;
349 h. : A bout de souffle ; 350 h. :
A bout de souffle ; 351 h. : A bout de
souffle ; 352 h. : A bout de souffle ;
353 h. : A bout de souffle ; 354 h. :
A bout de souffle ; 355 h. : A bout de
souffle ; 356 h. : A bout de souffle ;
357 h. : A bout de souffle ; 358 h. :
A bout de souffle ; 359 h. : A bout de
souffle ; 360 h. : A bout de souffle ;
361 h. : A bout de souffle ; 362 h. :
A bout de souffle ; 363 h. : A bout de
souffle ; 364 h. : A bout de souffle ;
365 h. : A bout de souffle ; 366 h. :
A bout de souffle ; 367 h. : A bout de
souffle ; 368 h. : A bout de souffle ;
369 h. : A bout de souffle ; 370 h. :
A bout de souffle ; 371 h. : A bout de
souffle ; 372 h. : A bout de souffle ;
373 h. : A bout de souffle ; 374 h. :
A bout de souffle ; 375 h. : A bout de
souffle ; 376 h. : A bout de souffle ;
377 h. : A bout de souffle ; 378 h. :
A bout de souffle ; 379 h. : A bout de
souffle ; 380 h. : A bout de souffle ;
381 h. : A bout de souffle ; 382 h. :
A bout de souffle ; 383 h. : A bout de
souffle ; 384 h. : A bout de souffle ;
385 h. : A bout de souffle ; 386 h. :
A bout de souffle ; 387 h. : A bout de
souffle ; 388 h. : A bout de souffle ;
389 h. : A bout de souffle ; 390 h. :
A bout de souffle ; 391 h. : A bout de
souffle ; 392 h. : A bout de souffle ;
393 h. : A bout de souffle ; 394 h. :
A bout de souffle ; 395 h. : A bout de
souffle ; 396 h. : A bout de souffle ;
397 h. : A bout de souffle ; 398 h. :
A bout de souffle ; 399 h. : A bout de
souffle ; 400 h. : A bout de souffle ;
401 h. : A bout de souffle ; 402 h. :
A bout de souffle ; 403 h. : A bout de
souffle ; 404 h. : A bout de souffle ;
405 h. : A bout de souffle ; 406 h. :
A bout de souffle ; 407 h. : A bout de
souffle ; 408 h. : A bout de souffle ;
409 h. : A bout de souffle ; 410 h. :
A bout de souffle ; 411 h. : A bout de
souffle ; 412 h. : A bout de souffle ;
413 h. : A bout de souffle ;

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,15
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,46
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES Bruxelles

organise un concours général pour le recrutement du

responsable du service entretien et aménagements

qui sera chargé d'assurer la responsabilité de : ☐ tâches d'entretien préventif et curatif, ☐ élaboration des budgets d'entretien et d'aménagements, ☐ étude et organisation des travaux d'aménagements et ce, dans une administration groupant environ 1.500 personnes.

Principales conditions requises
☐ études complètes du niveau de l'enseignement secondaire, de préférence complétées par une formation technique supérieure d'au moins 3 ans, ou expérience professionnelle de niveau équivalent.
☐ spécialisations techniques souhaitées : électromécanique = électrofité = chauffage, ventilation, conditionnement d'air = bâtiment ;
☐ expérience professionnelle dans le domaine technique d'au moins 10 ans, dont 5 ans en qualité de responsable de travaux techniques importants ;
☐ âge maximum : être né après le 31 décembre 1932.

Conditions offertes
☐ traitement mensuel net compris entre 56.300 FB et 61.800 FB (y compris une indemnité de dépaysement) ; ☐ le cas échéant, allocations familiales ; ☐ exonération de tout impôt national sur la rémunération.
Pour tous avis de concours et formulaire d'acte de candidature obligatoire, écrire (de préférence par carte postale) au Service du Personnel - Secrétariat Général du Conseil - rue de la Loi 170 - B-1048 Bruxelles, avant le 4 MARS 1978. (Il ne sera pas donné suite aux demandes postées après cette date.)
Date limite d'envoi des formulaires officiels d'acte de candidature : 15 MARS 1978.

IMPORTANT LABORATOIRE
PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL
recherche pour

Algérie DEUX VISITEURS MÉDICAUX

Secteurs
ALGER et ORAN
Conditions impératives
pour examen candidature :
- être de nationalité algérienne ;
- posséder voiture en excellent état ;
- avoir déjà l'expérience de la profession ;
- être en possession de la carte visiteur médical en cours de validité.
Réglementaire après
24 octobre 1978
Adresse : C.V. et photo n° 48/69,
CONTEXTE Publicité,
30, avenue de l'Opéra,
Paris-16, ou directement.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
ÉCONOMIQUES
pour missions longues durées
après gouvernement
Afrique noire francophone
UN ÉCONOMISTE
spécialiste de la Monnaie
des finances publiques
ENSAE, Sciences P.D., DES ECO
+ 5 ans expérience
Adresse : C.V. lettre manuscrite,
photo et références, sous
cette mention (mentionnée/enveloppe) à
ENSAE, 101 rue de Valenciennes,
50, rue Vernet, 75008 PARIS.

Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

recherche (pour postes à l'étranger) des

CONSULTANTS

ayant acquis une expérience pratique de la MAINTENANCE :

- planification et organisation
- contrôle
- gestion de la logistique (équipement, outillage et pièces de rechange)

ayant acquis une expérience de systèmes de :

- gestion des activités Engineering, Procurement, et Construction
- préparation, négociation et conclusion de contrat
- préparation des budgets et comptabilité analytiques
- préparation et interprétation des rapports de contrôle.

Les candidats retenus devront :

- avoir une expérience d'au moins 8 ans dans une grande entreprise ou cabinet de conseil de renom
- être diplômé d'une grande école.

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à

Anne Marie CHOMTON
Directeur des Ressources Humaines
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
58, avenue Kléber 75016 PARIS

NECKERMANN

Acheteurs V.P.C.

Parce que nous sommes au départ des spécialistes allemands de la V.P.C. et que nous voulons poursuivre notre expansion, nous sommes décidés à engager plusieurs acheteurs français qui achèteront français pour le marché français : prêt-à-porter hommes, prêt-à-porter femmes, lingerie, pull-overs, accessoires femmes et enfants, chemiserie, pull-overs, accessoires hommes, articles pour la maison, textiles, vaisselle, verrerie,...

Ces acheteurs seront basés à Francfort, afin de pouvoir bénéficier de l'appui du solide bureau d'achat dont nous disposons là. Si, pour des raisons personnelles, il ne leur est pas possible de s'y installer, ils pourront à la rigueur habiter près du siège de notre société française (C.A. 160 millions, 250 pers.), à Strasbourg.

Nous avons confié aux consultants du cabinet de recrutement SIRCA le soin de nous présenter les candidatures, vous pourrez compter sur leur discrétion. Écrivez leur rapidement sous référence 78177 M en précisant les domaines de votre compétence et vos connaissances linguistiques (anglais, allemand).

Sirca

64, rue La Boétie 75008 Paris

Directeur General

Pièces pour voitures
Suisse/française française

Notre client est la filiale à succès d'un important groupe industriel allemand. Il fabrique et commercialise des pièces destinées à l'industrie automobile en Europe et en Grande Bretagne où ce groupe figure comme premier fournisseur.

L'unité française de fabrication du groupe emploie environ 250 personnes et doit être agrandie. La filiale a donc besoin d'un directeur général qui sera chargé de la direction actuelle ainsi que de toutes les affaires techniques et financières et du contrôle de la fabrication dans son ensemble. Ce directeur sera responsable vis-à-vis du Conseil Divisionnaire d'Administration de Grande Bretagne.

Le candidat doit posséder une solide expérience professionnelle dans le domaine de la production de grand volume - de préférence en rapport avec l'industrie automobile. Il doit posséder un bon esprit d'entreprise et avoir toutes les compétences requises en matière de gestion et de direction d'entreprise et être bon homme d'affaires. La personnalité et qualité de chef de candidat devront lui permettre d'exercer un contrôle général et faire de l'équipe de direction une unité de travail efficace.

Le candidat doit parler couramment anglais et être, de préférence, âgé de moins de 45 ans. Le salaire et autres bénéfices qui englobent une voiture de prestige, devront plaire au cadre de carrière ambitieux qui désire aller jusqu'au conseil d'administration. Veuillez envoyer vos réponses en anglais avec C.V. résumé à :
T. L. Roberts, Directeur, Ref. (898)

Whites

Whites Recruitment Limited
72 Fleet Street
London EC4A 3JS
Angleterre

INTERPRÈTES STAGIAIRES ORGANISATION DES NATIONS UNIES

chorale

des Interprètes stagiaires connaissant français, russe et anglais pour occuper des postes au siège de l'Organisation à New York.

Les candidats doivent être de langue maternelle française ou avoir fait des études universitaires dans cette langue. En cas de doute, il faut s'adresser par « langue maternelle » la langue dans laquelle le candidat se considère le mieux apte à travailler. Outre une culture générale et un bon style en français, les candidats doivent avoir une solide connaissance du russe et de l'anglais et comprendre ces langues sans difficulté à l'audition.

Le traitement des Interprètes stagiaires va de 14.500 dollars U.S. brut à 22.440 dollars U.S. brut par an, plus prestations diverses : ainsi l'un interprète qualifié commencera à 22.010 dollars U.S. brut par an, plus prestations.

Les candidats sont priés d'adresser d'urgence leur demande écrite et leur curriculum vitae à :

Secretariat Recruitment Service
(Interprètes)
Room 3811 - Office of Personnel Services
United Nations, New-York 10017.

Mettez prière les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir
bien indiquer habilement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les concernant et de
valider l'adresse, ainsi qu'il s'agit de
« Monde Publicité » ou d'une agence.

COMPLEXE MINIER

en Afrique francophone (soudanais), filiale
d'un import. groupe français, recherche un

RESPONSABLE ZONE URBAINE

accueillant 150 familles d'expatriés et environ
un millier d'ouvriers locaux et leur famille.
Disposant de personnel d'entretien, il veillera
au bon état des locaux et des installations
et au fonctionnement des magasins
d'approvisionnement domestiques : des
cérises, restaurants, installations de loisirs.
Il attribuera les logements aux nouveaux
arrivants.
Le candidat devra avoir au moins 32 ans
et une expérience confirmée de gestion.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence CO/20 à
CETACEP
30, AVENUE AMIRAL LEMENNY 75008 PARIS 16

ENTREPRISE T.P. A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au

NIGÉRIA

CHEF COMPTABLE

35 ANS MINIMUM
FORMATION B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais. Expérience
professionnelle minimum 5 ans, et possible à
l'étranger et dans la branche T.P.
Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciées.
Ecrire avec C.V. dot. à : 47.621, CONTEXTE
Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01

Pour séjour en Algérie, Impte
Société française recherche un

INGÉNIEUR URBANISTE

Intéressé par les problèmes
d'habitat dans les pays en voie
de développement, ce spécialiste
sera à la tête d'un service
technique et administratif local
dans la conception et la
réalisation des zones urbaines
nouvelles. Cette action se
situe au milieu urbain, le
poste conviendrait à un cilibe
laire 32 ans minimum, diplômé
d'une école d'ingénieurs et
ayant acquis une bonne expérience
dans les plans d'aménagement
urbain. Il sera rattaché à une
équipe technique que vous
voudrez bien adresser (joindre
C.V. et indiquer votre rémunération
actuelle) sous référence
n° 419 CONTEXTE Publicité,
20, av. de l'Opéra, Paris (16).

Importante société française
dans le cadre de ses missions
d'assistance technique auprès
des organismes officiels d'un
pays d'Afrique du Nord
recherche un

INGÉNIEUR V.P.C.

Ce poste implique d'un contrat
d'expatriation ; conviendrait à
un ingénieur de 30 ans de
minimum, ayant une expérience
professionnelle confirmée en
V.P.C. et ayant de préférence
pas de charges familiales.
Avec l'assurance d'adresser une
lettre manuscrite indiquant
votre rémunération actuelle et prêt
(joindre C.V.) en spécifiant
sur l'enveloppe la REF. 16.918
CONTEXTE Publicité,
20, av. de l'Opéra, Paris (16).

Importante Société rec. pour
AFRIQUE DE L'OUEST

CHEF COMPTABLE

CONFIRMÉ

Ayant expérience outre-mer
Affectation mars 78
Ade. C.V. manuscrit, photo
et date d'arrivée à C.F.D.T.,
13, rue de Monceau, PARIS (09).

dumez AFRIQUE

Recherche pour départ immédiat sur
CHANTIERS TRAVAUX PUBLICS OUTRE-MER

PROFESSEURS-REPÉTITEURS

Niveau maîtrise ou Licence Mathématiques ou Physique pour enseigner
classes secondaires.
Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.
Séjour de 12 mois, avec famille.

Adresse : C.V. détaillé avec photo à : DUMEZ AFRIQUE
345, avenue Georges Clémenceau - 92000 NANTERRE
NE PAS SE PRÉSENTER - NE PAS TÉLÉPHONER.

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Adjoint au Directeur Administratif

7,5 millions CFA

AFRIQUE FRANCOPHONE

Un groupe international diffusant des véhicules (V.L. et P.V.) et des biens d'équipement recherche un Chef des Services Comptables adjoint au Directeur Administratif. Sous l'autorité du Directeur Administratif de plusieurs des filiales du groupe implantées dans ce même pays, il sera chargé d'un superviseur, coordonner, superviser et diriger les services comptables. Il sera responsable de l'établissement des différents comptes d'exploitation, de pertes et profits, des bilans. Il s'occupera des déclarations sociales et fiscales. Il établira la paie des personnels expatriés. Il préparera les situations de trésorerie. Il définira et contrôlera les activités d'une vingtaine de personnes en majorité africaines. Le candidat devra être âgé d'au moins 35 ans, de formation B.C.B., B.P., B.A.C. option comptabilité, posséder une dizaine d'années d'expérience acquise en tant que chef comptable. Il connaîtra le traitement informatique de la comptabilité. La connaissance de l'Afrique constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 153 M à

GRH Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 Paris

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

30.000\$ au soleil... (...et plus)

Vous êtes un jeune ingénieur mécanicien de formation A.M. ou équivalent. Vous avez au moins deux ans d'expérience en matériel de Travaux Publics et vous parlez couramment anglais. Partez.

Partez au soleil, sous le soleil d'Israël. Nous y ouvrons un important chantier routier, et pour longtemps... Votre première mission : participer à la gestion d'un grand parc de matériel. Une occasion de révéler vos capacités.

Nous ? Une importante entreprise de terrassement et de Génie Civil implantée depuis longtemps en France et à l'étranger. Nous aimons garder nos cadres et nous savons apprécier ceux qui désirent arriver.

Voulez-vous que nous en parlions ?

Ecrivez sous référence 2460 à :

RSC carrières 92, rue Bonaparte 75006 Paris, nous vous garantissons toute discrétion.

LE BOIS
DE
BOULEAUX

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.G.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALS	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.G.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
ville agréée du Nord de la France

créée pour améliorer ses communications avec ses adhérents, un poste de responsable des :

relations publiques

qui prendra contact avec les entreprises de la région, pour mieux les connaître, mieux connaître leurs difficultés, leurs besoins et les informer sur les services et l'assistance que peut leur apporter la CCI.

Ce poste, qui peut être évolutif, nécessite une formation supérieure économique, juridique ou commerciale et une bonne connaissance des milieux industriels, acquise par quelques années d'expérience.

Les candidatures, précisant la rémunération souhaitée, seront étudiées avec la plus grande discrétion par

josette vanden borre

Recherche et sélection de personnel
28, rue Saint-Georges, 59400 CAMBRAI.

SOCIETE NATIONALE
ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)
recherche pour son

Centre de traitement de
l'information de PAU

UN CHEF DE SALLE ORDINATEUR

- Diplôme d'études supérieures exigé (école d'ingénieur ou maîtrise d'informatique)
- Expérience indispensable de l'exploitation d'un grand système IBM et de l'encadrement de personnel
- Evolution à moyen terme vers système ou études - développements (gestion ou scientifique)
- Travail en horaires décalés en salle
- Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire avec C.V., manuscrit et prétentions sous réf. 48.921 à S.N.E.A.P. O.C. Recrutement 21 bis, av. des Lilles Sâtiment Mestresat - 64000 PAU.

HAUTE-SAVOIE

metrix

DIVISION INSTRUMENTATION
DE LA SOCIETE DES PRODUITS INDUSTRIELS ITT

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au Directeur Général, il a pour mission d'organiser et d'animer l'ensemble des activités du département recherche et développement dans le but d'assurer :

- le développement des produits nouveaux électroniques définis en collaboration avec le département marketing,
- la maintenance et l'évolution des produits existants.

Membre de l'équipe de Direction, il participe à la définition des politiques de la division et assure les relations avec les services techniques du groupe.

Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien SUPELEC, ISEN... de 34 ans minimum ayant une expérience pratique d'au moins 5 ans dans un département de recherche industrielle et la maîtrise d'une ou plusieurs technologies de pointe applicables dans l'instrumentation de mesure (microprocesseurs, couches épaisses, ...).

Il devra également avoir une première expérience de commandement pour lui permettre d'animer une équipe de près de 50 ingénieurs et techniciens.

Bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V., manuscrit avec photo et prétentions à la Direction du Personnel, B.P. 30 - 74010 ANNECY.

Sud-Ouest

TRES IMPORTANTE SOCIETE
INDUSTRIELLE FRANCAISE

recherche

Analyste d'applications

chargé des divers projets de mécanisation des différents secteurs de la société. Il mènera les études, rédigera le cahier des charges, assurera la réception des programmes, leur documentation et mise en oeuvre.

INGENIEUR ayant en plus une FORMATION COMPLEMENTAIRE DE GESTION, il aura 28 ans minimum, une expérience de quelques années des problèmes de gestion, une ouverture à l'informatique et à la communication.

Perspectives d'avenir, en particulier dans la production, si réussite confirmée dans cet emploi.

Adresser CV manuscrit détaillé, photo et prétentions sous référence 9035 à :

31 Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

SOPAD (NESTLÉ)

recherche

UN INGENIEUR

E.N.S.I., E.E.M.I. ou équivalent

pour lui confier, au sein du Service Technique de son usine de Saint-Quentin, le rôle de :

SPÉCIALISTE EN AUTOMATISME

sur machines de conditionnement et d'emballage.

(réf. CDT)

Il sera chargé notamment de concevoir, construire, adapter ou améliorer des chaînes cinématiques de conditionnement.

Il lui faut pour cela de bonnes connaissances de mécanique, d'électricité et particulièrement des différents systèmes d'asservissement.

Adresser, selon les références, C.V. et prétentions à la Direction du Personnel, 17-19, quai F.-Duméril, 59400 COUREVOIE.

GROUPE SPÉCIALISÉ D'HABITAT
ET D'AMÉNAGEMENT RURAL
EN DÉVELOPPEMENT (50 SALARIÉS)

recherche

Jeune Collaborateur (trice)

2 à 3 ans études supérieures (indifféremment ingénierie, architecture, marketing).

Déjà un C.M. disposant voiture, LIBRE RAPIDE-MERTE. Aptitudes au contact humain, autonome et disponible pour : ANIMATION (réunions permanences en matière), information puis NEGOCIATION de contrats à domicile avec des particuliers.

CAPACITE après période expérimentale sur le terrain D'ORGANISER notre service commercial.

Env. lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à :

OSCAR NORMANDIE - B.P. 148
76002 ROUEN CEDEX

REPONSES ET DISCRETION ASSUREES

Recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

au sein d'un groupe pour faire progresser une P.M.I. spécialisée dans les produits plastiques.

Avoir intérêt pour candidats performant 40 ans minimum

Formation technique et possible dans le domaine des plastiques et expérience gestion d'une affaire indépendante.

180 KM SUD DE PARIS

Envoyer curriculum vitae et photo, avec lettre d'accompagnement en indiquant rémunération.

S.E.A.F.E., 2, rue Saussier-Leroy - 75017 PARIS.

responsable personnel

Une Société Industrielle, 180 km de Paris, leader sur son marché, crée le poste de Responsable de Gestion du Personnel.

Mission : renforcer la structure actuelle de la Direction du Personnel dans les domaines : recrutement, gestion du plan de qualification, conception et animation d'actions de formation.

Profil : 30 ans minimum, expérience de 3 ans dans l'un de ces trois domaines.

Les personnes intéressées sont invitées à écrire sous référence R22 à :

CORBIN S.A. CHATELAIN EN ORGANISATION

87, rue du Temple, 75004 Paris

qui leur enverra la définition de ce poste.

IMPTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

recherche

pour Usine de Province

INGÉNIEUR-MÉTALLURGISTE

DÉBUTANT

FORMATION GRANDE ÉCOLE

OPTION MÉTALLURGIE

Libéré des obligations militaires

Adresser demande manuscrite avec C.V. et photo d'identité à n° 49 246 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75009 PARIS CEDEX 01.

Ce recrutement sera conduit avec une totale discrétion.

ORGANISME DE FORMATION

recherche

Son RESPONSABLE PÉDAGOG. RÉGION.

IL SERA CHARGÉ :

- de la formation et l'animation des formateurs ;

- de l'élaboration des programmes ;

- du suivi des actions.

- 31 ans minimum ;

- FORMATION : française, langues étrangères ;

- expérience confirmée enseignement et responsabilité FRANCE et ÉTRANGER.

IMPLANTATION A BEAUXAIS

DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS

Ecrire avec C.V., photo, rémunération souhaitée à :

TEAP, 48, rue de Lagoy, 93100 MONTREUIL.

SUD-OUEST

TRES IMPORTANTE USINE, recherche

ADJOINT CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

chargé de superviser en second, plus de 150 personnes et un budget de l'ordre de 30 Millions de Francs.

Nous demandons :

- 28 ans minimum

- Une formation type ESE, ESPCIP ou AM option électro-mécanique (de préférence un électricien d'expérience mécanique) ayant une expérience pratique en usine à feu continu de quelques années, en priorité dans la chimie ou la papeterie.

- Anglais nécessaire, Allemand apprécié.

Adresser CV photo et prétentions sous réf 9027 à

LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmet.

Directeur commercial
Bois exotiques

120 000 F/an

OBER, un des leaders européens du tranchage et du placage de bois véritable.

Le développement de nos activités nous amène à créer ce poste.

En étroite collaboration avec le Directeur Commercial "chêne", il aura à assurer la commercialisation de nos produits tant par ses actions personnelles qu'en animant nos comptoirs implantés en Europe.

De plus, il aura un important rôle de prévision et de coordination des achats, des programmes de fabrication de nos usines et des stocks.

La connaissance de notre milieu n'est que souhaitable. Nous nous attachons beaucoup plus à sa personnalité, à son potentiel et à ses connaissances linguistiques (anglais, allemand).

Dans une agréable préfecture de l'Est, nous lui avons réservé un pavillon.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (taille 35x45) à :

BOIS 54, rue des Petites Écoles, 75013 PARIS

APPRÉCIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

LogAbax

informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
DE TERMINAUX

ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche pour la

Région Midi-Pyrénées

UN INGENIEUR COMMERCIAL

EXPÉRIMENTÉ

ayant réussi dans la vente d'ordinateurs de gestion pour lui confier la responsabilité d'un secteur important.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 218 à

Direction du Personnel,
77, avenue Aristide-Briand - 94118 ARCUREL.

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

Si vous êtes à la recherche d'un métier passionnant,

si vous voulez travailler pour une multinationale dont la croissance s'est toujours confirmée et diversifiée,

si vous êtes ingénieur électronicien et que la technique est, pour vous, un support indispensable et non une fin,

si vous voulez valoriser vos connaissances en les approfondissant et en les perfectionnant,

vous répondrez alors au profil que nous cherchons à PARIS ou à LYON, pour la fonction d'

INGENIEUR COMMERCIAL

Veuillez écrire avec C.V., photo et

prétention et date de disponibilité sous la réf. SCM 278-231

à Monsieur LECQUET

T.I.F. - Boite Postale No 5

06270 VILLENEUVE-LOUBET

Etablissement Public recruté

UN CONSEILLER

en formation permanente

chargé particulièrement de la prospection auprès des entreprises et de la mise en place des actions de formation.

NIVEAU EXIGÉ :

• Formation supérieure ;

• Expérience professionnelle très vivante

souhaitée ;

• Lieu de travail : CHERBOURG.

Adresser candidature manuscrite accompagnée d'une photographie, en précisant les prétentions en matière de rémunération, à :

M. le Secrétaire Général

de la Chambre de Commerce et d'Industrie

de CHERBOURG et du NORD-COSENTIN.

B.P. 104, 50111 CHERBOURG.

ENTREPRISE DE MECANIQUE (110 PERSONNES)

IMPLANTÉE EN ZONE ROURALE

180 KM NORD DE PARIS

recherche pour sa

DIVISION ECOLOGIE INDUSTRIELLE

RESPONSABLE COMMERCIAL

FORTEMENT MOTIVÉ PAR LE

DÉVELOPPEMENT DE LA DIVISION

L'ENTREPRISE :

- solide, équipe dirigeante jeune.

LE CANDIDAT :

- ses qualités : esprit d'équipe à la fois homme de terrain et de réflexion.

- son expérience : structuration et animation de réseau indispensable.

Logement possible dans petite ville voisine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, salaire actuel et prétentions sous référence 60 154.

M. J. GAUSSIN, 104 rue de Richelieu, 75002 Paris.

Discrétion et réponse assurées à tous les candidats.

BANQUE REGIONALE

SUD DE LA FRANCE

CHEF DE PRODUIT "PLACEMENT FINANCIER"

Rattaché à la direction commerciale il s'agit d'un poste fonctionnel important et responsable.

• Promotion des produits financiers.

• Etude des marchés.

• Assistance au réseau d'Agences et formation de spécialistes.

Ce poste conviendrait particulièrement à un diplômé d'université ayant une expérience dans les placements financiers et de solides qualités d'animation, d'organisation et de pédagogie.

Envoyer C.V. et prétentions à Agence NANTES,

140, rue de la République - 44100 NANTES - 02 52 22 11 11

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chef de département
Industrie
Agro-Alimentaire.
140 000 F

Issu d'une grande école (française ou américaine), votre expérience professionnelle et les responsabilités que vous avez déjà assumées, vous situent davantage comme un généraliste plutôt qu'un spécialiste de la production ou du marketing. Vous êtes capable de prendre en charge un Département réalisant un C.A. d'environ 200 millions, tant sur le plan du marketing/vente, que du contrôle de la production (12 usines + un centre de ramassage) gestion, et management des hommes (environ 400 personnes). En liaison avec le Directeur d'une de nos Divisions vous définirez vos objectifs et votre stratégie puis vous mettrez en œuvre tous les moyens qui sont à votre disposition dans l'entreprise, en vue de les atteindre. Nous sommes une société française importante (C.A. 400 millions) rattachée à un puissant groupe multinational. Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSZYC sous la référence 80102 M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

directeur des Ventes
140 000 F

Un groupe alimentaire de premier plan recherche dans le cadre de son expansion, un jeune responsable commercial ayant une formation de base solide (H.E.C. ou E.S.S.E.C.). Après une formation préalable sur le terrain, le candidat est destiné à prendre progressivement en charge l'animation, la gestion et le contrôle d'une force de vente de plusieurs centaines de représentants exclusifs. Le salaire de début évoluera en fonction des résultats et de la valeur du candidat. Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSZYC sous la référence 71261 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

médecin

Un laboratoire franco-américain (250 millions de chiffre d'affaires, 200 personnes) recherche un médecin chargé des expérimentations. Il assurera les relations avec les experts, l'élaboration des protocoles et le suivi des expertises sur plusieurs gammes thérapeutiques. Ce poste conviendrait à un médecin ayant acquis deux à trois ans d'expérience de la fonction au sein d'un laboratoire pharmaceutique, désireux de travailler dans une petite équipe et d'avoir une progression de carrière rapide. Une bonne maîtrise de l'anglais constituera un atout. La rémunération sera fonction des compétences actuelles du candidat. Envoyez C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 802117 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

ingénieur chimiste paris

Nous sommes une entreprise française de grande renommée dans sa branche et nous développons un département de produits de process et de maintenance destinés à l'industrie. Nous recherchons un ingénieur chimiste ayant environ dix ans d'expérience de préférence dans l'industrie alimentaire. Rattaché au Directeur du département, il participera étroitement au développement de la branche en prenant en charge la partie technique de formulation et la mise en œuvre des produits adaptés aux besoins de la clientèle. Anglais parlé et écrit indispensables. M. PERCHE vous remercie d'envoyer votre C.V., une photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 802106 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

recherche pour ses activités de CONSEIL EN INFORMATIQUE :
DIPLOMES GRANDES ECOLES
2 à 3 ans d'expérience

Les candidats retenus devront être de formation : Centrale, ESSEC, HEC, Mines, Polytechnique ou équivalent et disposer d'une expérience en conception et installation de systèmes mécanisés et en software grande et petite ordinateurs. Ils posséderont les qualités humaines requises pour des activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en France et aux Etats-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe. Adresser C.V. détaillé sous référence 1922 à :

INTER.P.A. 19, rue Saint Marc 75002 Paris - qui transmettra.

une des premières sociétés de conseil et services en informatique

desire intégrer dans son agence « Grande Diffusion »

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

• **Leur mission :** Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (30% d'expansion par an) auprès des entreprises et des cabinets d'Experts Comptables au moyen de toute une gamme de programmes généralisés (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc.) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader).

• **Leur profil :** Leur formation est de type Ecole Commerciale, DECS ou BTS comptable. Ils sont ambitieux et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle sera appréciée.

• **Leur rémunération :** De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4). La prime est calculée pour une part sur les commandes individuelles et pour l'autre part sur le résultat de l'équipe.

• **Leur formation :** Elle sera assurée dans le cadre du prochain cycle de formation SLIGOS qui commencera début avril. Cette formation portera sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale...).

Postes à pourvoir à Paris, Lyon et Clermont Ferrand.

Adresser lettre de candidature CV, photo et prétentions à SLIGOS Direction Commerciale 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

UNE TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

crée au Nord de PARIS

une unité de formation indépendante destinée à supporter ses actions de

Formation à l'exportation

Si vous aimez transmettre votre savoir

Si vous êtes satisfait(e) par l'étranger

Si vous avez envie de participer à la création d'une unité nouvelle

Des postes de formation sont offerts à des

TECHNICIENS (niveau BT F2 minimum)

et à des

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

La connaissance des langues étrangères et des notions d'informatique temps réel seraient appréciées.

LES CANDIDATS INTERESSES SONT INVITES A TELEPHONER AU 946.96.20 POSTE 45.33 ENTRE 8 H 30 et 11 H.



THOMSON-CSF

Ingenieurs - Electroniciens

Grandes Ecoles (ESR, ENSAE, ISEP, ISEN, ENAC...)

Etudes, conceptions, réalisations dans domaine :

• Traitement des informations appliqué au trafic aérien.

• Logique et informatique.

Anglais souhaité. Possibilités de déplacements.

Ecrire avec C.V. à THOMSON T.V.T.

Boite Postale 34 - 92380 MEUDON-LA-FORET.

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

(CA 85 MF - 300 personnes - Siège Social Sud)

recherche

1°) **Adjoint**

pour assister personnellement sur le plan de la comptabilité générale et analytique, et des services généraux.

Ce poste s'adresse à un Cadre Comptable, 30 ans maximum, de formation ESC, DECS ou équivalent ayant acquis par son expérience de très bonnes connaissances professionnelles.

Réf. 1451 M

2°) **Spécialiste comptabilité analytique**

Niveau DUT ou BTS

Il sera responsable, en relation avec l'usine, du suivi des stocks et des prix de revient. Il participera d'autre part à l'élaboration du budget et à l'analyse des écarts.

Réf. 1452 M

Les dossiers de candidatures - sous référence à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

BANQUE DE RENOM PARIS

recherche

ÉCONOMISTE DÉBUTANTE

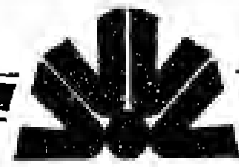
pour études, préparation documents économiques, analyse statistiques, édition de publications. Licence Sciences Eco, connaissances statistiques, capable rédiger et contrôler publication. ANGLAIS exigé. Salaire départ : 50.000 F.

STÉNOGRAPHIE

éventuellement débutante

Excellente frappe, en vue formation à l'utilisation machines à composer électronique. Bac économique. ANGLAIS exigé. Excellent français. Connaissances secrétariat. Salaire départ : 37.000 F.

Adresser curriculum vitae à n° 132, INTERGRAPHE 25, rue d'Argenteuil, 75001 PARIS.



LE CREDIT LYONNAIS

recherche pour sa :
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION

des ingénieurs débutants

(X, CENTRALE, MINES, SUP.ELEC, A.M.)

IL LEUR PROPOSE :

- une double formation informatique et bancaire

- un poste de responsabilité au sein de cette Direction

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services du Groupe, tant en France qu'à l'Étranger. Outre un sens certain des responsabilités, les candidats manifestent une grande capacité d'adaptation.

Adresser C.V. et photo à :
CREDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres
5, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS

DÉPARTEMENT VENTE PAR CORRESPONDANCE IMPORTANT GROUPE D'ÉDITION

recherche

JEUNE RESPONSABLE MARKETING

H.E.C., E.S.C.P. DÉBUTANT

ou cadre 2 à 3 ans expérience fonction similaire.

Au sein d'une équipe dynamique, il prendra progressivement en charge :

- l'analyse des campagnes de prospection antérieures ;
- la préparation des nouvelles campagnes impliquant des négociations à un niveau élevé.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :
N. SICART, 20, rue Noël-Seysen
95120 ERMONT

Poste à créer

PARIS

Jeune Cadre Financier

- ayant acquis une première expérience -

Gestion de Budget.Control

En vue de renforcer son Département Finances-Gestion, MALLORY DURACELL - deuxième fabricant mondial de piles - crée le poste de Budget analyst.

Rattaché au Directeur financier il sera responsable :

- de nos procédures budgétaires dont il devra assurer la mise en place, le contrôle et le suivi,
- de l'analyse de nos coûts de distribution et de tous postes de dépenses,
- du reporting mensuel,
- de l'établissement de statistiques financières diverses.

Il assistera nos responsables de départements dans l'établissement de leurs budgets.

Ces fonctions impliquent :

- un diplôme d'études supérieures, HEC, ESSEC, MBA...
- une expérience d'au moins 2 ans dans les services contrôle budgétaires d'une société multinationale distribuant, de préférence, des produits Grand Public,
- la pratique courante de l'anglais.

Possibilités d'évolution dans notre société ou dans d'autres filiales du Groupe.

Nous souhaitons engager une personnalité communicative, capable d'initiatives.

Adresser lettre man. + C.V. détaillé, photo, sous réf. 71460 M à R. VERDET - 94110 CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

CEGOS

DARTY

Pour prendre en charge la fonction administrative, financière et comptable de la principale Société de notre Groupe, nous recherchons un

directeur administratif et financier

Formation souhaitée : Grande Ecole Commerciale ou expertise comptable

une expérience d'au moins 5 années dans une fonction financière est demandée.

Ecrire au Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 123/155, av. Gallieni 93140 BONDY.

le téléphone

Bel...
Vitic...
Pharm...
Facile...

CA 400 000
R. 300 000
Salaire 300 000

CHARGÉ DU CRÉDIT
C. 200 000
à votre disposition
100 000 000

CA 10 000 000
R. 2 000 000
Salaire 2 000 000

878.39.48

YREL

COMPUTER AUTOMATION

INGENIEUR SUPPORT LOGICEL

INGENIEUR SUPPORT LOGICEL

TRES GRANDE ENTREPRISE ALIMENTAIRE

SON GROS

DES FABRICATIONS

INGENIEUR AGRI ENDA

CENTRALE PARIS en LDM

INGENIEURS

GRANDE BANQUE

DOCUMENTALISTE BIBLIOTHECAIRE

HOUME ou FEMME

101, rue Racine, 75002 PARIS

offres d'emploi

LE CREDIT LYONNAIS

DE L'INFORMATIQUE ET DE LA COMMUNICATION

des ingénieurs débutants

SALE MINES, SUP.ELEC, AM

MENT VENTE PAR CORRESPONDANCE

E RESPONSABLE MARKETING

MEC L'ESP. DEBUTANT

jeune Cadre Financier

stion de Budget/Contrôle

ARTY

directeur administratif et financier

offres d'emploi

le téléphone

Bo! pour les clients, les amis ou les collègues

Utile! pour la communication élémentaire fonctionnelle ou personnelle

Indispensable! pour les affaires, souvent pour la vente, parfois comme l'instrument du destin.

Facile! dans tous les cas de figure

tellement facile que vous pourriez oublier de vous en servir pour l'essentiel : le choix d'un "JOB", d'un métier, d'une activité, d'une carrière.

Elles vous valent certainement un certain nombre de points d'absence d'aucune façon répondre à votre attente, à votre recherche ou à vos motivations conscientes ou inconscientes ?

Mais, si nous le pouvons, ce le sera d'autant mieux que vous aurez 21 ans minimum et une très bonne formation de base.

280.28.18 **878.39.48**

demain 14 février de 9 heures à 18 heures

offres d'emploi

YREL

recherche pour commercialiser la nouvelle gamme des mini-ordinateurs LSI 4 de

COMPUTER AUTOMATION

1) INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCE

AVANT : une réelle compétence technique sur les mini-ordinateurs ; une expérience dans le domaine des automates et des applications industrielles ; une bonne connaissance de l'anglais.

2) INGÉNIEUR SUPPORT LOGICIEL

AVANT : expérience sur ordinateur temps réel et langage évolués : BASIC, FORTRAN IV, PASCAL, COBOL 88 ; des produits d'excellente qualité et très largement diffusés (C.A.I. est le 3^e producteur de mini-ordinateurs) ; la possibilité d'intégration dans une équipe dynamique ; des revenus motivants.

Ecrire avec C.V. à YREL, 61 et 70, rue des Chantiers, B.P. 145, 75008 PARIS CEDEX 12.

offres d'emploi

TRES GRANDE ENTREPRISE ALIMENTAIRE

en forte progression, recrute pour sa principale usine proche de PARIS

SON CHEF des FABRICATIONS

responsable de l'ensemble des ateliers de production (500 personnes) dans une usine en rapide évolution technologique.

Pour ce poste nous recherchons

1) INGÉNIEUR AGRO, ENSIA, CENTRALE PARIS ou LYON

âgé de 35 ans minimum, connaissant l'industrie alimentaire.

Notre choix sera orienté principalement sur les qualités humaines et l'expérience de la direction des hommes.

Envoyer CV, photo, prétentions à S.G.P. Monsieur CAMPAGNE - B.P. 88, 75840 PARIS CEDEX 17, qui transmettra.

offres d'emploi

SOSI

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

INGÉNIEURS

spécialistes mini-ordinateurs temps réel pour réaliser des applications industrielles.

Ecrire avec C.V. + prétentions à : S.O.S.I., 2, rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS.

offres d'emploi

GRANDE BANQUE

cherche pour sa direction des SERVICES JURIDIQUES

DOCUMENTALISTE-BIBLIOTHECAIRE

HOMME ou FEMME

Le candidat doit être licencié ou Docteur en Droit Privé et posséder une certaine pratique de la spécialité recherchée.

Lecture courante de l'anglais et de l'allemand souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V., photo récente n° 62315 PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS. (qui transmettra)

offres d'emploi

JEUNES ATTACHÉS COMMERCIAUX

possédant D.U.T. technique de commercialisation ou équivalent pour Paris et région parisienne.

POSTES DIVISION ADMINISTRATIVE ou DIVISION INDUSTRIELLE

Cet emploi comprend la recherche de clientèle, son suivi et le traitement du personnel.

Salaire fixe + pourcentage sur les ventes.

Env. C.V. avec photo n° 30382, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

Cabinet international d'Etudes à Paris recherche

CONSEILLER JURIDIQUE

qualifié

- Bonne expérience du droit des sociétés et de l'immobilier ;

- Pratique de la rédaction des contrats ;

- Poste à pourvoir de suite.

Envoyer C.V. et prétentions au cabinet R.F.M. HERZOG, R.F.M. GILLOIS, 22, place Maubert, 75001 PARIS.

Pilote groupe important situé PTE DE MONTREUIL, cherche

COMPTABLE QUALIFIÉ

Expérience 5 ans minimum

Adresser votre manuscrit C.V. à n° 42411 CEGOS, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er} qui tr.

offres d'emploi

Proche région parisienne sud

Directeur des Achats

- un bon négociateur : produits industriels au niveau international -

Société industrielle, équipements automobiles - 12 usines dont 4 à l'étranger - nous sommes leader en Europe sur notre marché. Nous faisons partie d'un groupe français C.A. 1 milliard.

Rattaché à la Direction Générale, le Directeur des Achats assume la responsabilité d'un volume d'achats de 330 millions - produits sidérurgiques et chimiques - pour l'ensemble des activités européennes de la société.

Il dispose d'un service bien structuré avec l'appui de méthodes de gestion modernes, utilisant l'informatique.

Sa mission : définir et mettre en œuvre une politique d'achats au niveau européen, ce qui implique :

- l'étude et la négociation - à niveau élevé - de marchés de matières stratégiques ;
- la recherche et le choix de produits et fournisseurs assurant nos progrès techniques et l'amélioration de notre rentabilité ;
- la gestion financière des stocks ;
- des contacts permanents avec nos différentes directions, des liaisons fonctionnelles avec les services achats-apprvisionnement des usines.

Le niveau de cette fonction requiert :

- un diplôme d'études supérieures (Grande Ecole d'ingénieurs appréciée) ;
- une expérience - 5 ans minimum - de la direction d'un service achats dans une industrie de production de grande série ;
- la connaissance effective du réseau des marchés internationaux.

La pratique de plusieurs langues étrangères est souhaitée.

Prévoir des déplacements en France et à l'étranger.

CEGOS

Adresser lettre man. + C.V., détaillée, photo, sous réf. 71482/M à R. VERDET - 544-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

offres d'emploi

CONTROL DATA

pour le Département CONSEIL ET APPLICATIONS recherche

INGÉNIEURS SYSTÈME

possédant une connaissance approfondie et une expérience pratique de 2 à 3 années en système OS 370 pour s'intégrer à l'équipe de support logiciel de nos produits compatibles et en particulier du notre nouvel équipement de mémoire de masse à cartouches.

Une bonne connaissance de l'Anglais et le goût des contacts humains sont nécessaires.

Des déplacements aux États-Unis et en Europe sont prévus pour perfectionner vos connaissances techniques.

Envoyer C.V. à Melle BAUDIN, CONTROL DATA, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12.

offres d'emploi

Importante société industrielle française, secteur aéronautique recherche pour usine très proche banlieue Sud

CHEF DE SERVICE ORDONNANCEMENT

- de formation supérieure grande école ; Sup. Aéro., Centrale ou Arts et Métiers ;
- justifiant d'une expérience professionnelle d'environ 10 ans dans la production dont au moins 5 en ordonnancement.

Il sera confié la responsabilité d'un ensemble comprenant traitement des commandes et ordonnancement au sein d'une usine employant 850 personnes et spécialisée dans la production de matériel sophistiqué de petite série.

Adresser dossier de candidature à n° 1048 EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney 75002 PARIS.

offres d'emploi

amri

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion recherche

UN CHEF DE PROJETS

Informatique de formation Ingénieur 25 ans minimum

pour le développement de sa gestion de production :

- maintenance des nomenclatures ;
- calcul des besoins bruts ;
- tenue du stock ;
- calcul des besoins nets ;
- implantation d'un terminal à l'usine principale

Poste à pourvoir quartier gare de Lyon

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à AMRI - Service du Personnel, 50, av. Daumesnil - 75012 PARIS.

offres d'emploi

PARIS

Poste à créer

MARKETING MANAGER

un bon stratège

Filière française d'un groupe multinational connu, nous commercialisons des produits de grande consommation.

Nous avons la plus forte expansion en Europe. Notre réussite est le résultat de stratégies judicieuses et de l'efficacité de notre équipe de vendeurs.

Nous recherchons un homme de marketing capable de concevoir une politique de marketing offensive, très offensive.

Il dépendra de la Direction Générale et coopérera étroitement avec nos différents services.

Assisté d'un chef de Produit Junior, il disposera d'un budget de publicité élevé, ainsi que de nombreuses informations sur nos marchés.

Il aura les missions suivantes :

- conception et recommandation du plan de marketing ;
- mise en œuvre, suivi et contrôle des actions décidées ;
- proposition d'études en vue du lancement de nouveaux produits nouveaux marchés.

Ces fonctions exigent impérativement :

- un niveau d'études supérieures type HEC, ESSEC ;
- une expérience de 4 ans, au minimum, comme chef de produit ou de groupe dans une société multinationale pratiquant un marketing avancé, produits «Grand Public» ;
- la pratique courante de l'anglais.

Une évolution de carrière est possible en France, dans les filiales étrangères ou au siège «Europe».

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 294/M à SPERAR, 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra.

offres d'emploi

Société DISTRIBUTION VINS recherche

CADRE EXPORTATION

FORMATION SUPÉRIEURE, parfaite connaissance anglaise, allemand, espagnol.

Très fréquents déplacements à l'étranger.

Adresser lettre candidature et C.V. détaillé à : PUBLITEC MO, 10, r. La Fayette, 75009 PARIS, qui transmettra.

ING. CONSEIL, PARIS-QUEST

Sup. de Co. ou Ingénieur début. études économiques et contacts commerciaux.

Envoyer C.V. + photo à n° 1 63159 M. REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Vous cherchez un emploi, Vous voulez vous perfectionner, Vous n'êtes plus seul, Vous pouvez gagner du temps.

Venez me rencontrer, je vous ferai bénéficier de mon expérience récente et de mon aide efficace et chaleureuse.

Merci de me téléphoner, E. DAVID - 22-49-78.

ADMINISTRATION recherche

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

Niveau Bac + 4

Détachés ou expérimentés

IRIS 80 et séquentiel

Lieu de travail : PARIS 12^e

Envoyer C.V. à : MINISTÈRE de l'AGRICULTURE, M. le Chef de Centre, 32, rue de Picpus 75012 Paris.

offres d'emploi

banque

BANQUE INTERNATIONALE recherche pour ses Filiales et Agences à l'étranger des

CADRES CLASSE V ou VI

Diplômés d'Etudes Supérieures avec une expérience de 5 années en Agence ou succursale de Province.

Ils devront :

- avoir une bonne connaissance d'un ou plusieurs des secteurs ci-après : portefeuille, caisse, change, administration, organisation et contrôle ;
- avoir un goût marqué pour l'animation et la formation des hommes.

L'affectation ne sera réalisée qu'après passage dans les services parisiens de 6 mois à 2 ans. Pendant ce temps, ils seront amenés à participer à des missions sur l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2333-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising, 9, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

offres d'emploi

VARIAN S.A.

recherche pour sa

DIVISION VIDE

INGÉNIEUR DES VENTES CONFIRMÉ

LIBRE RAPIDEMENT

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :

- Justifier d'une expérience de plusieurs années de la technique du vide en général. Une connaissance de l'équipement d'évaporation serait souhaitable ;
- pratiquer la langue anglaise couramment ;
- être âgé de 30 ans minimum.

Le candidat sera basé à ORSAY et s'intégrera à l'équipe de vente en France. Il sera responsable d'un secteur spécifique en France et sera appelé à voyager. Des possibilités de perfectionnement du produit lui seront offertes en sein du groupe européen.

NOUS OFFRONS :

- une voiture de société ;
- un salaire attractif ;
- de nombreux avantages sociaux.

Veuillez adresser C.V. détaillé et prétentions à : VARIAN S.A., quartier de Courcouronnes, B.P. 12, 91401 ORSAY CEDEX.

offres d'emploi

NOUS SOMMES LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

développant une technologie de pointe dans les plastiques innovés et les matériels d'interconnexion

Nous recherchons notre

DIRECTEUR DE PRODUCTION

en relation directe avec le Président-Directeur Général de la Société Française, ses responsabilités comporteront principalement :

- la direction de l'unité de fabrication qui se compose d'un Chef d'atelier et d'une vingtaine de personnes, un chef de planning ordonnancement ;
- la direction des services de distribution (service traitement des commandes, import export, magasin) ;
- la planification à moyen terme, l'établissement des budgets et leur gestion ;
- la liaison avec les services d'études, de développement et de marketing.

Ce poste requerrait à un ingénieur Grande Ecole, de 25 ans minimum, parlant anglais, avec expérience de commandement et de gestion, intéressé par entreprises jeune et dynamique.

NOMBREUSES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE EN FRANCE, EUROPE ou U.S.A.

LIEU DE TRAVAIL : CERGY-POISSONVILLE (95)

Les candidats intéressés adresseront leur C.V., photo et prétentions à n° 49183 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, 75002 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

SIEGE A PARIS FAISANT PARTIE D'UN GROUPE INTERNATIONAL recherche

INGÉNIEUR THERMICIEN

CE POSTE REQUIERT :

- Plurieurs années d'expérience d'échanges thermiques chez un constructeur ou une société d'ingénierie dans le domaine pétrochimique et pétrolier ;
- Anglais courant, notions italiennes appréciées ;
- L'attrait pour des activités technico-commerciales.

LE TITULAIRE AURA POUR MISSION :

- La coordination avec le centre de calcul du groupe ;
- L'établissement des appels d'offres aux fournisseurs et des devis aux clients ;
- La promotion commerciale des services en matière de fours, échangeurs tubulaires, chaudières et aéroréfrigérants.

Une période training est prévue à la maison mère à l'étranger.

Adresser C.V. et prétent. sous le n° 03065 M. à Régie-Presse, 25 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

offres d'emploi

Importante Société Industrielle OUEST-PARIS recherche

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

(SUP-ELEC - SUP-AÉRO - TÉLÉCOMM.)

- pour études de sous-systèmes électroniques d'équipements aéronautiques.
- pour développement et mise au point de systèmes digitaux embarqués.

R.F.A.

R.F.B.

Adresser CV, rémunération souhaitée en précisant la référence choisie à Michel TEGÈNE 93, rue Jeanne d'Arc 75013 PARIS qui transmettra

offres d'emploi

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche pour une de ses filiales de placement

CADRE COMPTABLE

- Connaissance de la gestion comptable administrative ;
- Niveau D.E.S. exigé ;
- 3 à 5 ans d'expérience, de préférence au sein d'une banque ou d'une institution financière.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, à n° 3922 COFAP, 40, rue de Charol, 75010 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

SUIVE À UNE PROMOTION INTERNATIONALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche

SON ADJOINT AU DIRECTEUR DU MARKETING

- Le candidat devra être capable d'assurer la direction du marketing dans les huit mois ;
- Anglais courant exigé.

C. V., lettre manuscrite avec salaire actuel et prétentions à adresser au n° 7 0003 M. REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 q. tr.

offres d'emploi

CENTRE DE GESTION AGREE INTERENTREPRISE WAGRAM

recherche pour Paris (17^e)

CADRE DIRIGEANT

ayant une expérience approfondie, comptabilité, fiscalité P.M. et profession libérale.

Directement rattaché au Président, il sera chargé des relations avec l'agent de l'administration, les experts comptables, les acheteurs, les rédacteurs des articles pour les bulletins d'informations.

Il organisera des séminaires d'initiation, il organisera les travaux relatifs aux dossiers de gestion.

Il recrutera du personnel d'administration.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à M. Jacquelin, 123, avenue de Wagram, 75017 Paris. Distribution assurée.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

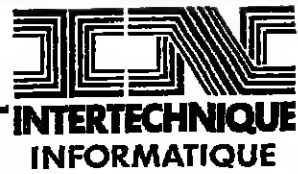
REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE
AUGMENTATION MINIMUM ANNUELLE
DU CHIFFRE D'AFFAIRES : 30 %
INTERTECHNIQUE QUI EST BENEFICIAIRE
DU PLAN DE CROISSANCE DU MINISTRE
DE L'INDUSTRIE

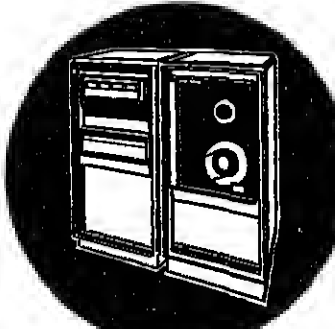
recherche
Pour la Direction des Etudes
du département informatique :

INGÉNIEUR LOGICIEL
Grande Ecole
(Réf. 674)

Débutant ou ayant une ou deux années d'expérience. Connaissances en transmission de données et en logiciel indispensables.

PROGRAMMEURS
(Réf. 675)

Titulaires du DUT, débutants ou ayant une ou deux années d'expérience en logiciel. Ces postes nécessitent des connaissances, soit en transmission de données et en logiciel, soit en systèmes de gestion temps réel.



Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.
Adressez C.V. avec prétentions en précisant référence annonce à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

**UN IMPORTANT
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL**
disposant
D'UNE RECHERCHE DE HAUT NIVEAU

recrute
pour son usine - 70 km N.-O. de Paris
PHARMACIEN

pour diriger ses services de fabrication (comprimés, injectables, conditionnement)
— 30 ans minimum.
— Minimum 5 ans expérience industrielle.
— Excellente connaissance de l'anglais (lu, parlé, écrit).

IL S'AGIT D'UN POSTE COMPORTANT
D'IMPORTANTES POSSIBILITÉS D'AVENIR

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, sous référence M.P. 207 Service des P.A.
OURANOS
12 bis, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux

**NOUS SOMMES LEADER EUROPÉEN
DE NOTRE SPÉCIALITÉ**

Notre produit est un bien d'équipement
de grande qualité.
Notre expansion est constante
Notre Société est allemande
Nous recherchons

**UN JEUNE INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

qui sera responsable de notre future filiale
allemande en FRANCE.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur mécanicien, ayant une expérience dans le domaine électrique, ou l'inverse.

Age : 30 ans minimum.
La langue allemande est souhaitée mais non indispensable, l'anglais suffit.
Stage prévu de trois mois en Allemagne, puis poste dans la Région parisienne, avec déplacements en province.

Ecrire avec C.V., photo récente sous n° 23294 B à :

41, Avenue du Château
94300 VINCENNES cedex 01

FILIALE INGÉNIEURIE

D'UN GROUPE CHIMIQUE

recherche pour PARIS (250 personnes)

UN CHEF DU PERSONNEL

De formation supérieure, il sera chargé de la gestion et de l'administration du personnel dans le cadre de la politique du groupe.

Une expérience de gestion de personnel expatrié serait particulièrement appréciée.

Adr. C.V. avec prêt. N° 48 784 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Importante Société Paris-9°

recherche

**ADJOINT
à DIRECTEUR COMPTAB.**

O.E.C.S. exigé.
Adressez C.V., photo et prêt. à
Mme ROBIC, 18 bis, av. de
Villiers, 92200 LEVALLOIS.

INGÉNIEURS
en chauffage climatisation.

SOPRAS - 277-31-01
Société auxiliaire d'édition
à Paris, recherche

J.H.M. DYNAMIQUE
dipl. en gestion et techn. chéa,
possibilité intéressante de salaire
T.M. 320-50 pour rendez-vous.

BUREAU D'ETUDES
recherche

GÉOMETRE
PAYSAGISTE
même débutant.
Tél. : 54-00-34/23.

PME Internationale
cherche

INGÉNIEUR-ÉLECTRICIEN
BILINGUE
Français - Anglais

pour diriger Société de
service franco-allemand
Siège PARIS
Voyages fréquents
possibilité d'arabique

Ecrire avec C.V. et prêt à
n° 49288 CONTEXTE Publicité,
20, av. de l'Opéra, Paris (1e).



Distributeur :
PRINTRONIX, TRUE-DATA, etc.
recherche

**UN INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

ayant 2 à 3 ans d'expérience de vente.

• Rémunération fixe + prime liée aux résultats
• Lieu de travail : Région Parisienne.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe
dynamique, dans société en expansion,
écrivez-nous avec C.V., menusc., et prétentions.
I.E.R., 12, rue de Sébastopol,
92400 COURBEVOIE.

**POUR DEVELOPPER D'IMPORTANTES PROJETS DE GESTION,
UTILISANT UN SYSTÈME SPÉCIFIQUE D'EXPLOITATION,
FONCTIONNANT EN BATCH ET TÉLÉTRAITEMENT, TRES
IMPORTANTES SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET SERVICES EN
INFORMATIQUE, RECHERCHE :**

**Jeunes Ingénieurs
GRANDES ECOLES**

ayant 1 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion et la maîtrise d'un langage, ou débutant intéressé par l'informatique.

Ils seront chargés :
- de concevoir des logiciels d'application répondant aux besoins de la clientèle,
- puis de les mettre en application.
Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : Puteaux.

**Séle
CEGOS**

Adressez lettre man., C.V. détaillé + photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73428/M à Mme CLERE, à Séle-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

dimension internationale recherche pour

SERVICE FINANCIER de son siège social

AGENT ADMINISTRATIF

AYANT DE PRÉFÉRENCE
EXPERIENCE SERVICE BANCAIRE

Connaissance juridique souhaitée.

Niveau Bac minimum.

Bonne pratique de la langue anglaise.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 48.970

Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75001 PARIS.



recherche pour sa Direction Production (Division

Série)

INGÉNIEUR

de formation SUP AÉRO - SUP ELEC - ENSI - pour lui confier la responsabilité de la mise en production d'un programme de matériels électromécaniques et électroniques et de son suivi, au niveau qualité, coût et délai.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans dans un domaine similaire.

Adressez C.V., rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 275

MATRA Monsieur KORFAN

B.P. N° 1 - 78140 VELIZY



L'EXPRESSION INFORMATIQUE :
notre moyen de communication à l'échelle européenne.

Pour Ford Europe, implanté dans 15 pays avec 22 unités de production, une gestion efficace implique un langage commun et la rapidité de communication.

Notre solution : des systèmes informatiques puissants et sophistiqués qui permettent de traiter l'information à tous les niveaux.

D'une part, la participation au développement, la mise en place, l'adaptation et le fonctionnement au Siège des systèmes conçus par Ford Europe, et d'autre part, le développement de systèmes propres à notre entreprise seront de l'entière responsabilité du

**CHEF DU SERVICE
ANALYSE ET PROGRAMMATION**

Vous avez d'excellentes connaissances en COBOL, Assembleur et GAP II ; une expérience réussie dans la direction d'une équipe d'analystes-programmeurs.

Vous parlez bien entendu l'anglais, et la connaissance du matériel Univac 90/30 constitue un atout supplémentaire.

Adressez C.V. à Ford France S.A. Direction du Personnel, 344, avenue Napoléon-Bonaparte, 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex.

GROUPE ANGLAIS D'ASSURANCES

recherche

programmeurs-analystes

référence 5072

— 1 à 2 ans d'expérience Cobol

— DUT ou équivalent

Postes évoluant vers l'analyse selon compétences.

analystes

référence 5069

Sous la Direction d'un chef de projet, ils seront chargés de l'analyse de nouveaux traitements dans le cadre de la mise en place d'un système informatique transactionnel.

2 années minimum d'expérience de cette fonction sont nécessaires. Connaissances télétraitement et base de données appréciées.

Adressez C.V., prétentions et photo en précisant la référence, à Jean PORRACCHIA

CARRIÈRES INFORMATIQUES
conseil en recrutement
10, rue SAINT-HONORE 75001 PARIS

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE
COMPTABLE PARIS (14)**

recherche

**COLLABORATEUR
COMPTABLE**

Niveau O.E.C.S. Expér. Cabinet

pour tenue surveillance dossier.

Salaire départ : 70.000 F

plus pourcentage sur C.A.

Poste pour candidat sérieux

et travailleurs. — Envoyer C.V. à

FDICIAIRE EUROP

10, rue de Turbigo, Paris (1er).

Grossiste TAPIS recherche

JEUNE HOMME

SECRÉTAIRE COMM.

expérimenté, poste à responsa-

bilité. Bon salaire. Se présenter

avec réf. : 514 ERLANGEN,

5, av. Courcelles, Paris 17.

Manufacture britannique d'équi-

pements pour sables, graviers et

carrières s'implantant

en France

recherche

UN INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

expérimenté, bilingue angl.-fr.

Tél. pr. rend.-vs au 72-45-39.

Organ. de Prévoyance Militaire

en expansion offre poste actif à

OFFICIER SUPÉR. RETRAITÉ

Envoyer C.V. à S.V.B.M.,

20, rue Bacheumont, 75002 Paris

Ingénieur

technico-commercial

(AM, I.C.A.M.)

Nous sommes un important producteur d'acier et alliage spécialisés de haute qualité.

Nous voulons intégrer dans notre équipe un nouvel ingénieur technico-commercial pour notre clientèle de la région parisienne. Ce poste est de la plus haute importance pour l'entreprise et présente de réelles perspectives d'avenir.

Vous devez avoir :

• 30 ans minimum.

• une formation supérieure (AM, I.C.A.M.) et de bonnes connaissances en mécanique et métallurgie,

• l'expérience des négociations.

Le salaire motivant sera déterminé en fonction de l'acquis et du potentiel du candidat.

DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CARRIÈRES PROFESSIONNELLES

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaire actuel et photo (réc.) en réf. 102

MARQUE 54, r. des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

RENADET ENGINEERING

recherche pour son Bureau d'Etudes à

NEUILLY

Jeune Ingénieur Grande Ecole

pour études de Génie Civil de grands projets hydrauliques.

Connaissances anglaises indispensables.

Déplacements occasionnels Outre-Mer de courte durée.

Adressez curriculum vitae détaillé sous référence CTD 19 à :

PROFILS
114, avenue Charles-de-Gaulle,
92023 NEUILLY.

Importante Société d'Ingénierie recherche pour son Service Etudes Economiques :

**UN(CE) CADRE
ECONOMISTE
DEBUTANT**

Il participera :

- aux études sur l'environnement économique de l'entreprise,

- aux analyses économiques internes en proposant et en appliquant des méthodes statistiques et économétriques.

Les candidats devront posséder une maîtrise d'économie avec une spécialisation en économétrie.

Ils devront d'exprimer couramment en anglais. La connaissance de l'allemand et de l'espagnol au niveau de la lecture est également souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous 5757 à : P. LUCHAT S.A. - B.P. 220

75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

ALBARET S.A.

recherche pour son département Ventes

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

France/Europe

Hommes ou Femmes, 35 ans environ

Niveau Ingénieur

Connaissances linguistiques indispensables.

Adressez candidature avec curriculum vitae complet et prétentions à M. le Chef du Personnel,

ALBARET S.A., 60290 BANTIGNY,

Tél. : 15 (4) 473-31-55.

CHEF DE PERSONNEL

Notre établissement 2000 personnes est situé en proche banlieue parisienne. Il fait partie d'un grand groupe de constructions mécaniques.

Nous recherchons :

un homme ou une femme

DE FORMATION SUPÉRIEURE

Après 10 à 20 ans, possédant quelques années dans la fonction de Personnel et à laquelle il (elle) voudrait donner une plus grande dimension.

L'importance que nous donnons à ce poste et la possibilité d'évolution vers la

DIRECTION

DES RELATIONS SOCIALES

dans l'avenir nous conduisent à rechercher un titulaire de valeur.

Envoyer votre candidature à R. GROSSARD,

3, villa George-Sand, 75015 PARIS, qui transmettra.

**ACHETER
DES BIENS
D'ÉQUIPEMENTS
INDUSTRIELS**

Importante société d'études et de construction d'ensembles industriels implantée à Paris, le développement de nos affaires nous conduit à rechercher plusieurs ingénieurs et cadres.

Intégrés au sein de notre Division Approvisionnement, ils seront chargés de négocier d'importants contrats d'achats de matériels, d'assurer le contrôle financier des opérations (budget de 1 à 5 millions KFR), ainsi que l'interface entre nos secteurs Etudes, Projets et nos fournisseurs auprès desquels ils seront fréquemment appelés à se rendre.

Les candidats devront justifier d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise en bureau d'études, fabrication ou achats de matériels suivants : électricité et contrôle commande, pompes, tuyauteries et robinetteries nucléaires.

Ecrire sous réf. 7.379 à Publipanel,

20, rue Richer, 75441 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.



THOMSON-CSF

Techniciens - Electroniciens

ou Electrotechniciens

Niveau BTS - DUT

• Assistanes techniques à l'étranger.

• Instruction clients.

• Service essais, études, plate-forme.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel,

27, rue Pierre-Valette, 92240 MALAKOFF

offres d'emploi

Jeune ingénieur
BENELUX
MATIÈRES INDUSTRIELLES

De pratique dans le

domaine des matières

industrielles, nous

recherchons un jeune

ingénieur pour notre

service de développement

technique. Le candidat

devra posséder une

bonne connaissance de

la chimie des matières

offres d'emploi

jeune ingénieur
AM, IDN ou équivalent
TUYAUTERIES INDUSTRIELLES

Après quelques années de pratique dans le domaine des tuyauteries industrielles (vrount d'études ou chantiers), les techniques d'avant-garde vous attirent.
L'importance et la spécificité de nos réalisations dans le domaine de l'ingénierie nucléaire doivent vous intéresser.
Après une formation de 6 mois, nous avons prévu de vous intégrer à l'une de nos équipes projets chargées de la construction de centrales. La mission que nous vous confierons alors, consistera à gérer un marché de réalisation de tuyauteries (préfabrication et montage) en relation avec nos fournisseurs et leurs sous-traitants.
De bonnes connaissances de l'Anglais sont souhaitables.
Le poste est basé à Paris avec de courts déplacements sur chantiers en France et éventuellement à l'étranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec 5725 à : P. LECHEAUX S.A. - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE MOYENNE IMPORTANCE
Spécialisée dans la vente de matériels bâtiment et T.E. avec service Après-Vente recherche

ADJOINT COMMERCIAL
• Désireux et capable d'assurer les contacts avec la clientèle, la gestion commerciale et la coordination entre services.
• Formation supérieure.
• Bonnes notions de mécanique générale et d'électronique.
• Déplacements fréquents.
• Secteur Nord de la France.
Envoyer lettre de candidature manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. T. 03.13.14 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

Le groupe bancaire
crédit universel
développe son réseau actuel et recherche :

jeunes diplômés
ESSEC - EDHEC - ESC - Sc.P. Paris (Eco. fi)
Vous ne demandez qu'à nous prouver concrètement sur le terrain votre dynamisme commercial puis vos qualités de patron.
Nous pourrions peut-être vous offrir cette opportunité en Province.
Envoyez nous avec C.V. et photo, si vous êtes proposé rapidement un entretien sur Paris, Lyon ou Marseille.
Il suffira alors de nous convaincre
GROUPE DU CREDIT UNIVERSEL
Direction de l'exploitation 51, Bd des dames - 13242 Marseille cedex 01

ORGANISME PUBLIC
recherche

AGENTS TECHNIQUES
Connaissant production et commercialisation détail viandes.
Se présenter ONIREV
Tour Montparnasse 39 étages
12, avenue de Maine - 75735 PARIS CEDEX 13.

Importante Société Construction Electrique
proche banlieue Nord, accès par Métro
recherche pour son

Bureau d'étude schémas électriques
PROJECTEURS CONFIRMÉS
TECHNICIENS L.U.T. ou B.T.S.
1 ou 2 ans d'expérience
DESSINATEURS D'EXECUTION
OU PETITES ETUDES
Ecrire C.V. et présentations à n° 49 009 CONTEXTE
Publ. 20, av. Opéra, 75009 PARIS CEDEX 01 G. R.

URGENT Ets Public PARIS-SUD
recherche

AGENT TECHNIQUE
- Expérience professionnelle exigée ;
- Formation complémentaire en hygiène, sécurité et/ou expédition indispensable ;
- Salaire brut mensuel 4.500 F + avantages sociaux.
Envoyer C.V. et photo à M. NORRBYMACHIER,
25, bd Colbert, 92180 ANTONY, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE
PARIS CENTRE
recherche

INGÉNIEUR DES VENTES
Quelques années d'expérience de la vente d'équipement industriel dans les secteurs pétrochimie, gaz, électricité.
Bonne pratique de l'Anglais nécessaire.
Adressez C.V. et présentations sous référence
à T. 0303 M. REGIS-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ETS PUBLIC
recherche
POUR CADRE DE
GABRE
ADMINISTRATIF
Envoyer C.V. et photo
à M. ONIREV
22, avenue de Maine,
75735 PARIS CEDEX 13.

BAN
Banque privée Paris (2^e)
en pleine expansion
offre à son siège postal

CADRE BANCAIRE
EXPLOITANT
après leur de banque et
affectation préalable au
service des opérations.
Profil : formation supérieure
+ 1 an minimum formation
bancaire (préfabrication et montage) en
relation avec nos fournisseurs et leurs
sous-traitants.
De bonnes connaissances de l'Anglais sont
souhaitables.
Le poste est basé à Paris avec de courts
déplacements sur chantiers en France et
éventuellement à l'étranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature
avec 5725 à : P. LECHEAUX S.A. - B.P. 220
75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

BAN
Société de Service
FILIALE GROUPE IMPORT.
recherche :

• 2 ATTACHÉS COMMERCE
Connaissance approfondie
comptabilité et informatique
pour assurer l'administration
du COMPT. vers P.A.M.E.
• 1 ANALYSTE
ANALYSE DES PROGRAMMES
Pour maîtriser les dével.
d'applications de gestion en
COBOL, BASIC, FORTRAN, PL/1, PL/2, PL/3, PL/4, PL/5, PL/6, PL/7, PL/8, PL/9, PL/10, PL/11, PL/12, PL/13, PL/14, PL/15, PL/16, PL/17, PL/18, PL/19, PL/20, PL/21, PL/22, PL/23, PL/24, PL/25, PL/26, PL/27, PL/28, PL/29, PL/30, PL/31, PL/32, PL/33, PL/34, PL/35, PL/36, PL/37, PL/38, PL/39, PL/40, PL/41, PL/42, PL/43, PL/44, PL/45, PL/46, PL/47, PL/48, PL/49, PL/50, PL/51, PL/52, PL/53, PL/54, PL/55, PL/56, PL/57, PL/58, PL/59, PL/60, PL/61, PL/62, PL/63, PL/64, PL/65, PL/66, PL/67, PL/68, PL/69, PL/70, PL/71, PL/72, PL/73, PL/74, PL/75, PL/76, PL/77, PL/78, PL/79, PL/80, PL/81, PL/82, PL/83, PL/84, PL/85, PL/86, PL/87, PL/88, PL/89, PL/90, PL/91, PL/92, PL/93, PL/94, PL/95, PL/96, PL/97, PL/98, PL/99, PL/100, PL/101, PL/102, PL/103, PL/104, PL/105, PL/106, PL/107, PL/108, PL/109, PL/110, PL/111, PL/112, PL/113, PL/114, PL/115, PL/116, PL/117, PL/118, PL/119, PL/120, PL/121, PL/122, PL/123, PL/124, PL/125, PL/126, PL/127, PL/128, PL/129, PL/130, PL/131, PL/132, PL/133, PL/134, PL/135, PL/136, PL/137, PL/138, PL/139, PL/140, PL/141, PL/142, PL/143, PL/144, PL/145, PL/146, PL/147, PL/148, PL/149, PL/150, PL/151, PL/152, PL/153, PL/154, PL/155, PL/156, PL/157, PL/158, PL/159, PL/160, PL/161, PL/162, PL/163, PL/164, PL/165, PL/166, PL/167, PL/168, PL/169, PL/170, PL/171, PL/172, PL/173, PL/174, PL/175, PL/176, PL/177, PL/178, PL/179, PL/180, PL/181, PL/182, PL/183, PL/184, PL/185, PL/186, PL/187, PL/188, PL/189, PL/190, PL/191, PL/192, PL/193, PL/194, PL/195, PL/196, PL/197, PL/198, PL/199, PL/200, PL/201, PL/202, PL/203, PL/204, PL/205, PL/206, PL/207, PL/208, PL/209, PL/210, PL/211, PL/212, PL/213, PL/214, PL/215, PL/216, PL/217, PL/218, PL/219, PL/220, PL/221, PL/222, PL/223, PL/224, PL/225, PL/226, PL/227, PL/228, PL/229, PL/230, PL/231, PL/232, PL/233, PL/234, PL/235, PL/236, PL/237, PL/238, PL/239, PL/240, PL/241, PL/242, PL/243, PL/244, PL/245, PL/246, PL/247, PL/248, PL/249, PL/250, PL/251, PL/252, PL/253, PL/254, PL/255, PL/256, PL/257, PL/258, PL/259, PL/260, PL/261, PL/262, PL/263, PL/264, PL/265, PL/266, PL/267, PL/268, PL/269, PL/270, PL/271, PL/272, PL/273, PL/274, PL/275, PL/276, PL/277, PL/278, PL/279, PL/280, PL/281, PL/282, PL/283, PL/284, PL/285, PL/286, PL/287, PL/288, PL/289, PL/290, PL/291, PL/292, PL/293, PL/294, PL/295, PL/296, PL/297, PL/298, PL/299, PL/300, PL/301, PL/302, PL/303, PL/304, PL/305, PL/306, PL/307, PL/308, PL/309, PL/310, PL/311, PL/312, PL/313, PL/314, PL/315, PL/316, PL/317, PL/318, PL/319, PL/320, PL/321, PL/322, PL/323, PL/324, PL/325, PL/326, PL/327, PL/328, PL/329, PL/330, PL/331, PL/332, PL/333, PL/334, PL/335, PL/336, PL/337, PL/338, PL/339, PL/340, PL/341, PL/342, PL/343, PL/344, PL/345, PL/346, PL/347, PL/348, PL/349, PL/350, PL/351, PL/352, PL/353, PL/354, PL/355, PL/356, PL/357, PL/358, PL/359, PL/360, PL/361, PL/362, PL/363, PL/364, PL/365, PL/366, PL/367, PL/368, PL/369, PL/370, PL/371, PL/372, PL/373, PL/374, PL/375, PL/376, PL/377, PL/378, PL/379, PL/380, PL/381, PL/382, PL/383, PL/384, PL/385, PL/386, PL/387, PL/388, PL/389, PL/390, PL/391, PL/392, PL/393, PL/394, PL/395, PL/396, PL/397, PL/398, PL/399, PL/400, PL/401, PL/402, PL/403, PL/404, PL/405, PL/406, PL/407, PL/408, PL/409, PL/410, PL/411, PL/412, PL/413, PL/414, PL/415, PL/416, PL/417, PL/418, PL/419, PL/420, PL/421, PL/422, PL/423, PL/424, PL/425, PL/426, PL/427, PL/428, PL/429, PL/430, PL/431, PL/432, PL/433, PL/434, PL/435, PL/436, PL/437, PL/438, PL/439, PL/440, PL/441, PL/442, PL/443, PL/444, PL/445, PL/446, PL/447, PL/448, PL/449, PL/450, PL/451, PL/452, PL/453, PL/454, PL/455, PL/456, PL/457, PL/458, PL/459, PL/460, PL/461, PL/462, PL/463, PL/464, PL/465, PL/466, PL/467, PL/468, PL/469, PL/470, PL/471, PL/472, PL/473, PL/474, PL/475, PL/476, PL/477, PL/478, PL/479, PL/480, PL/481, PL/482, PL/483, PL/484, PL/485, PL/486, PL/487, PL/488, PL/489, PL/490, PL/491, PL/492, PL/493, PL/494, PL/495, PL/496, PL/497, PL/498, PL/499, PL/500, PL/501, PL/502, PL/503, PL/504, PL/505, PL/506, PL/507, PL/508, PL/509, PL/510, PL/511, PL/512, PL/513, PL/514, PL/515, PL/516, PL/517, PL/518, PL/519, PL/520, PL/521, PL/522, PL/523, PL/524, PL/525, PL/526, PL/527, PL/528, PL/529, PL/530, PL/531, PL/532, PL/533, PL/534, PL/535, PL/536, PL/537, PL/538, PL/539, PL/540, PL/541, PL/542, PL/543, PL/544, PL/545, PL/546, PL/547, PL/548, PL/549, PL/550, PL/551, PL/552, PL/553, PL/554, PL/555, PL/556, PL/557, PL/558, PL/559, PL/560, PL/561, PL/562, PL/563, PL/564, PL/565, PL/566, PL/567, PL/568, PL/569, PL/570, PL/571, PL/572, PL/573, PL/574, PL/575, PL/576, PL/577, PL/578, PL/579, PL/580, PL/581, PL/582, PL/583, PL/584, PL/585, PL/586, PL/587, PL/588, PL/589, PL/590, PL/591, PL/592, PL/593, PL/594, PL/595, PL/596, PL/597, PL/598, PL/599, PL/600, PL/601, PL/602, PL/603, PL/604, PL/605, PL/606, PL/607, PL/608, PL/609, PL/610, PL/611, PL/612, PL/613, PL/614, PL/615, PL/616, PL/617, PL/618, PL/619, PL/620, PL/621, PL/622, PL/623, PL/624, PL/625, PL/626, PL/627, PL/628, PL/629, PL/630, PL/631, PL/632, PL/633, PL/634, PL/635, PL/636, PL/637, PL/638, PL/639, PL/640, PL/641, PL/642, PL/643, PL/644, PL/645, PL/646, PL/647, PL/648, PL/649, PL/650, PL/651, PL/652, PL/653, PL/654, PL/655, PL/656, PL/657, PL/658, PL/659, PL/660, PL/661, PL/662, PL/663, PL/664, PL/665, PL/666, PL/667, PL/668, PL/669, PL/670, PL/671, PL/672, PL/673, PL/674, PL/675, PL/676, PL/677, PL/678, PL/679, PL/680, PL/681, PL/682, PL/683, PL/684, PL/685, PL/686, PL/687, PL/688, PL/689, PL/690, PL/691, PL/692, PL/693, PL/694, PL/695, PL/696, PL/697, PL/698, PL/699, PL/700, PL/701, PL/702, PL/703, PL/704, PL/705, PL/706, PL/707, PL/708, PL/709, PL/710, PL/711, PL/712, PL/713, PL/714, PL/715, PL/716, PL/717, PL/718, PL/719, PL/720, PL/721, PL/722, PL/723, PL/724, PL/725, PL/726, PL/727, PL/728, PL/729, PL/730, PL/731, PL/732, PL/733, PL/734, PL/735, PL/736, PL/737, PL/738, PL/739, PL/740, PL/741, PL/742, PL/743, PL/744, PL/745, PL/746, PL/747, PL/748, PL/749, PL/750, PL/751, PL/752, PL/753, PL/754, PL/755, PL/756, PL/757, PL/758, PL/759, PL/760, PL/761, PL/762, PL/763, PL/764, PL/765, PL/766, PL/767, PL/768, PL/769, PL/770, PL/771, PL/772, PL/773, PL/774, PL/775, PL/776, PL/777, PL/778, PL/779, PL/780, PL/781, PL/782, PL/783, PL/784, PL/785, PL/786, PL/787, PL/788, PL/789, PL/790, PL/791, PL/792, PL/793, PL/794, PL/795, PL/796, PL/797, PL/798, PL/799, PL/800, PL/801, PL/802, PL/803, PL/804, PL/805, PL/806, PL/807, PL/808, PL/809, PL/810, PL/811, PL/812, PL/813, PL/814, PL/815, PL/816, PL/817, PL/818, PL/819, PL/820, PL/821, PL/822, PL/823, PL/824, PL/825, PL/826, PL/827, PL/828, PL/829, PL/830, PL/831, PL/832, PL/833, PL/834, PL/835, PL/836, PL/837, PL/838, PL/839, PL/840, PL/841, PL/842, PL/843, PL/844, PL/845, PL/846, PL/847, PL/848, PL/849, PL/850, PL/851, PL/852, PL/853, PL/854, PL/855, PL/856, PL/857, PL/858, PL/859, PL/860, PL/861, PL/862, PL/863, PL/864, PL/865, PL/866, PL/867, PL/868, PL/869, PL/870, PL/871, PL/872, PL/873, PL/874, PL/875, PL/876, PL/877, PL/878, PL/879, PL/880, PL/881, PL/882, PL/883, PL/884, PL/885, PL/886, PL/887, PL/888, PL/889, PL/890, PL/891, PL/892, PL/893, PL/894, PL/895, PL/896, PL/897, PL/898, PL/899, PL/900, PL/901, PL/902, PL/903, PL/904, PL/905, PL/906, PL/907, PL/908, PL/909, PL/910, PL/911, PL/912, PL/913, PL/914, PL/915, PL/916, PL/917, PL/918, PL/919, PL/920, PL/921, PL/922, PL/923, PL/924, PL/925, PL/926, PL/927, PL/928, PL/929, PL/930, PL/931, PL/932, PL/933, PL/934, PL/935, PL/936, PL/937, PL/938, PL/939, PL/940, PL/941, PL/942, PL/943, PL/944, PL/945, PL/946, PL/947, PL/948, PL/949, PL/950, PL/951, PL/952, PL/953, PL/954, PL/955, PL/956, PL/957, PL/958, PL/959, PL/960, PL/961, PL/962, PL/963, PL/964, PL/965, PL/966, PL/967, PL/968, PL/969, PL/970, PL/971, PL/972, PL/973, PL/974, PL/975, PL/976, PL/977, PL/978, PL/979, PL/980, PL/981, PL/982, PL/983, PL/984, PL/985, PL/986, PL/987, PL/988, PL/989, PL/990, PL/991, PL/992, PL/993, PL/994, PL/995, PL/996, PL/997, PL/998, PL/999, PL/1000, PL/1001, PL/1002, PL/1003, PL/1004, PL/1005, PL/1006, PL/1007, PL/1008, PL/1009, PL/1010, PL/1011, PL/1012, PL/1013, PL/1014, PL/1015, PL/1016, PL/1017, PL/1018, PL/1019, PL/1020, PL/1021, PL/1022, PL/1023, PL/1024, PL/1025, PL/1026, PL/1027, PL/1028, PL/1029, PL/1030, PL/1031, PL/1032, PL/1033, PL/1034, PL/1035, PL/1036, PL/1037, PL/1038, PL/1039, PL/1040, PL/1041, PL/1042, PL/1043, PL/1044, PL/1045, PL/1046, PL/1047, PL/1048, PL/1049, PL/1050, PL/1051, PL/1052, PL/1053, PL/1054, PL/1055, PL/1056, PL/1057, PL/1058, PL/1059, PL/1060, PL/1061, PL/1062, PL/1063, PL/1064, PL/1065, PL/1066, PL/1067, PL/1068, PL/1069, PL/1070, PL/1071, PL/1072, PL/1073, PL/1074, PL/1075, PL/1076, PL/1077, PL/1078, PL/1079, PL/1080, PL/1081, PL/1082, PL/1083, PL/1084, PL/1085, PL/1086, PL/1087, PL/1088, PL/1089, PL/1090, PL/1091, PL/1092, PL/1093, PL/1094, PL/1095, PL/1096, PL/1097, PL/1098, PL/1099, PL/1100, PL/1101, PL/1102, PL/1103, PL/1104, PL/1105, PL/1106, PL/1107, PL/1108, PL/1109, PL/1110, PL/1111, PL/1112, PL/1113, PL/1114, PL/1115, PL/1116, PL/1117, PL/1118, PL/1119, PL/1120, PL/1121, PL/1122, PL/1123, PL/1124, PL/1125, PL/1126, PL/1127, PL/1128, PL/1129, PL/1130, PL/1131, PL/1132, PL/1133, PL/1134, PL/1135, PL/1136, PL/1137, PL/1138, PL/1139, PL/1140, PL/1141, PL/1142, PL/1143, PL/1144, PL/1145, PL/1146, PL/1147, PL/1148, PL/1149, PL/1150, PL/1151, PL/1152, PL/1153, PL/1154, PL/1155, PL/1156, PL/1157, PL/1158, PL/1159, PL/1160, PL/1161, PL/1162, PL/1163, PL/1164, PL/1165, PL/1166, PL/1167, PL/1168, PL/1169, PL/1170, PL/1171, PL/1172, PL/1173, PL/1174, PL/1175, PL/1176, PL/1177, PL/1178, PL/1179, PL/1180, PL/1181, PL/1182, PL/1183, PL/1184, PL/1185, PL/1186, PL/1187, PL/1188, PL/1189, PL/1190, PL/1191, PL/1192, PL/1193, PL/1194, PL/1195, PL/1196, PL/1197, PL/1198, PL/1199, PL/1200, PL/1201, PL/1202, PL/1203, PL/1204, PL/1205, PL/1206, PL/1207, PL/1208, PL/1209, PL/1210, PL/1211, PL/1212, PL/1213, PL/1214, PL/1215, PL/1216, PL/1217, PL/1218, PL/1219, PL/1220, PL/1221, PL/1222, PL/1223, PL/1224, PL/1225, PL/1226, PL/1227, PL/1228, PL/1229, PL/1230, PL/1231, PL/1232, PL/1233, PL/1234, PL/1235, PL/1236, PL/1237, PL/1238, PL/1239, PL/1240, PL/1241, PL/1242, PL/1243, PL/1244, PL/1245, PL/1246, PL/1247, PL/1248, PL/1249, PL/1250, PL/1251, PL/1252, PL/1253, PL/1254, PL/1255, PL/1256, PL/1257, PL/1258, PL/1259, PL/1260, PL/1261, PL/1262, PL/1263, PL/1264, PL/1265, PL/1266, PL/1267, PL/1268, PL/1269, PL/1270, PL/1271, PL/1272, PL/1273, PL/1274, PL/1275, PL/1276, PL/1277, PL/1278, PL/1279, PL/1280, PL/1281, PL/1282, PL/1283, PL/1284, PL/1285, PL/1286, PL/1287, PL/1288, PL/1289, PL/1290, PL/1291, PL/1292, PL/1293, PL/1294, PL/1295, PL/1296, PL/1297, PL/1298, PL/1299, PL/1300, PL/1301, PL/1302, PL/1303, PL/1304, PL/1305, PL/1306, PL/1307, PL/1308, PL/1309, PL/1310, PL/1311, PL/1312, PL/1313, PL/1314, PL/1315, PL/1316, PL/1317, PL/1318, PL/1319, PL/1320, PL/1321, PL/1322, PL/1323, PL/1324, PL/1325, PL/1326, PL/1327, PL/1328, PL/1329, PL/1330, PL/1331, PL/1332, PL/1333, PL/1334, PL/1335, PL/1336, PL/1337, PL/1338, PL/1339, PL/1340, PL/1341, PL/1342, PL/1343, PL/1344, PL/1345, PL/1346, PL/1347, PL/1348, PL/1349, PL/1350, PL/1351, PL/1352, PL/1353, PL/1354, PL/1355, PL/1356, PL/1357, PL/1358, PL/1359, PL/1360, PL/1361, PL/1362, PL/1363, PL/1364, PL/1365, PL/1366, PL/1367, PL/1368, PL/1369, PL/1370, PL/1371, PL/1372, PL/1373, PL/1374, PL/1375, PL/1376, PL/1377, PL/1378, PL/1379, PL/1380, PL/1381, PL/1382, PL/1383, PL/1384, PL/1385, PL/1386, PL/1387, PL/1388, PL/1389, PL/1390, PL/1391, PL/1392, PL/1393, PL/1394, PL/1395, PL/1396, PL/1397, PL/1398, PL/1399, PL/1400, PL/1401, PL/1402, PL/1403, PL/1404, PL/1405, PL/1406, PL/1407, PL/1408, PL/1409, PL/1410, PL/1411, PL/1412, PL/1413, PL/1414, PL/1415, PL/1416, PL/1417, PL/1418, PL/1419, PL/1420, PL/1421, PL/1422, PL/1423, PL/1424, PL/1425, PL/1426, PL/1427, PL/1428, PL/1429, PL/1430, PL/1431, PL/1432, PL/1433, PL/1434, PL/1435, PL/1436, PL/1437, PL/1438, PL/1439, PL/1440, PL/1441, PL/1442, PL/1443, PL/1444, PL/1445, PL/1446, PL/1447, PL/1448, PL/1449, PL/1450, PL/1451, PL/1452, PL/1453, PL/1454, PL/1455, PL/1456, PL/1457, PL/1458, PL/1459, PL/1460, PL/1461, PL/1462, PL/1463, PL/1464, PL/1465, PL/1466, PL/1467, PL/1468, PL/1469, PL/1470, PL/1471, PL/1472, PL/1473, PL/1474, PL/1475, PL/1476, PL/1477, PL/1478, PL/1479, PL/1480, PL/1481, PL/1482, PL/1483, PL/1484, PL/1485, PL/1486, PL/1487, PL/1488, PL/1489, PL/1490, PL/1491, PL/1492, PL/1493, PL/1494, PL/1495, PL/1496, PL/1497, PL/1498, PL/1499, PL/1500, PL/1501, PL/1502, PL/1503, PL/1504, PL/1505, PL/1506, PL/1507, PL/1508, PL/1509, PL/1510, PL/1511, PL/1512, PL/1513, PL/1514, PL/1515, PL/1516, PL/1517, PL/1518, PL/1519, PL/1520, PL/1521, PL/1522, PL/1523, PL/1524, PL/1525, PL/1526, PL/1527, PL/1528, PL/1529, PL/1530, PL/1531, PL/1532, PL/1533, PL/1534, PL/1535, PL/1536, PL/1537, PL/1538, PL/1539, PL/1540, PL/1541, PL/1542, PL/1543, PL/1544, PL/1545, PL/1546, PL/1547, PL/1548, PL/1549, PL/1550, PL/1551, PL/1552, PL/1553, PL/1554, PL/1555, PL/1556, PL/1557, PL/1558, PL/1559, PL/1560, PL/1561, PL/1562, PL/1563, PL/1564, PL/1565, PL/1566, PL/1567, PL/1568, PL/1569, PL/1570, PL/1571, PL/1572, PL/1573, PL/1574, PL/1575, PL/1576, PL/1577, PL/1578, PL/1579, PL/1580, PL/1581, PL/1582, PL/1583, PL/1584, PL/1585, PL/1586, PL/1587, PL/1588, PL/1589, PL/1590, PL/1591, PL/1592, PL/1593, PL/1594, PL/1595, PL/1596, PL/1597, PL/1598, PL/1599, PL/1600, PL/1601, PL/1602, PL/1603, PL/1604, PL/1605, PL/1606, PL/1607, PL/1608, PL/1609, PL/16

SPORTS

NATATION

Le bel âge de Cynthia Woodhead

C'est une jeune Américaine de quatre ans, d'apparence mûre et presque frêle avec ses 52 kilos pour 1,80 mètre, qui s'est mise en vedette les 10, 11 et 12 février aux réunions internationales de Boulogne-Billancourt. Ce serait cependant bien se tromper que de juger Cynthia Woodhead sur la première apparition. A moins la détailler, on s'aperçoit au contraire que la petite athlète accompli. C'est même le prototype de l'idée que l'on se fait aujourd'hui de cette catégorie particulière de championnes tout juste mûres dans l'adolescence. Du muscle aux endroits qu'il faut, une faible poids, une bonne coordination et des ressources assez étonnantes d'endurance.

En trois jours, en petit bassin de 25 mètres (1), Cynthia Woodhead a accompli les meilleures performances mondiales sur les 100, 200 et 400 mètres nage libre, elle a remporté le 200 mètres et s'est classée deuxième du 100 mètres. C'est assez dire quelle est à son affaire sur toutes les distances. Ce n'est pas seulement sur 100 mètres, en sprint, que sa taille et son poids se révèlent être un handicap, encore que le rythme de Cynthia Woodhead réussisse presque à compenser ces désavantages.

Pour l'instant, dans le monde, trois petites filles presque du même âge, et avec des morphologies peut-être différentes, ont apporté la confirmation que la natation était une discipline qui convenait parfaitement bien aux jeunes. D'autres gamines l'avaient précédemment démontré, il est vrai, mais, coup sur coup, deux Australiennes, Michelle Ford et Tracey Wickham (2), et une Américaine, Cynthia Woodhead, ont fait en sorte de bien le rappeler. Toutes les trois, au demeurant, semblent destinées en priorité au demi-fond et au fond, mais elles ont aussi montré qu'elles pouvaient, en plus, être de bons sprinteurs. Les trois, au demeurant, semblent destinées en priorité au demi-fond et au fond, mais elles ont aussi montré qu'elles pouvaient, en plus, être de bons sprinteurs.

Sur un point, le rythme rapide qui appelle la réflexion. Ce sont trois fillettes qui attaquent l'eau à grand cœur, beaucoup plus vite, en tous cas, que les nageuses spécialisées du sprint, ce qui pourrait paraître paradoxal, si d'autres facteurs n'intervenaient dans la progression, tels le poids, la force et l'envie de gagner. Les choses qui sont la caractéristique des grands gabarits et des nageuses plus âgées, lesquelles sont le plus souvent les meilleures en sprint.

C'est donc la cadence que sont capables de soutenir Woodhead, Ford et Wickham qui explique leur succès. Pour le reste, leur battement de pieds n'est pas, en apparence du moins, un modèle du genre. Si cette constatation paraît d'une banalité pour les Australiennes, qui nagent de tradition presque exclusive sur les bras, le fait que Cynthia Woodhead se rapproche de l'école australienne laisse à penser que, à cet âge, en fonction du faible poids à tirer, l'efficacité passe très bien par une telle distribution de l'effort.

A n'en pas douter, physiologi-

Les résultats

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Dames (Women) and Hommes (Men) sections with various swimming events and their winners.

ESCRIME

Le retard des épéistes français

Entre 1965 et 1972, les épéistes hongrois ont affiché une énorme supériorité. C'était l'époque où l'on pouvait dire que le champion olympique à Mexico, Fenyvesi, n'avait pas de rival. Mais, depuis, les choses ont changé. Les Français ont commencé à montrer des signes de vie, mais ils restent encore très loin derrière les Hongrois.

FOOTBALL

L'heure de Nantes

Rien ne va plus pour Nantes qui, après avoir concédé une défaite à domicile en deux matches à Paris et Monaco le derby caennais (2 à 0) et la première place du classement. Sans nouvelles et presque sans moyens, les Monégasques continuent donc de surprendre agréablement en se replaçant en tête après la vingt-septième journée, soit une deuxième de la compétition. Inattendu depuis la brève hivernale, les joueurs de la Principauté ont deviné passer leur test le plus difficile, mercredi 15 février, à Nantes. Ils seront alors face sur leurs possibilités d'être champions de France, un an après avoir quitté la deuxième division.

Basket-ball

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Championnat de France and Réunion internationale sections with basketball results.

Rugby

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Championnat de France and Coupe du monde sections with rugby results.

Handball

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Championnat de France and Coupe du monde sections with handball results.

Hockey sur glace

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Coupe de France section with hockey results.

Jeu de trosse

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Coupe de France section with field hockey results.

SKI

APRÈS LES ÉPREUVES DU KANDAHAR. Le choix d'une combinaison n'est pas le fait du hasard

De notre correspondant

Chamonix. — La piste Verte des Roches, transformée en boulevard afin de répondre aux exigences de sécurité imposées par la Fédération française, a été inaugurée hier. Elle aura coûté près d'un million de francs. Pendant la seule année 1977, on a dépensé 400 000 F sur aménagement de la « cascade » du vert, française à plus de 10 kilomètres/heure par les combes et pour contourner le dangereux passage du « goulet ». On a démonté le « Vert » et installé la Chamonixienne qui a supporté la plus grande charge de neige de cette reconstruction. Mais pour mener les compétitions internationales comme la nouvelle « Verte » des Roches, peu technique aujourd'hui et faite pour les glisseurs.

SPÉLÉOLOGIE

Tentative de traversée intégrale du gouffre de la Pierre-Saint-Martin

Le groupe spéléologique haut-pyrénéen va tenter, ce lundi 13 février, d'effectuer la première traversée intégrale du gouffre de la Pierre-Saint-Martin, à la frontière franco-espagnole. Dimanche midi, l'équipe a réussi à retrouver et à baliser l'entrée du gouffre, qui est recouverte par 5 mètres de neige. Le dégagement de cette entrée sera le défi principal de la descente, qui se fera lundi matin, et l'équipe doit entamer la descente vers 10 heures.

SPÉLÉOLOGIE

Tentative de traversée intégrale du gouffre de la Pierre-Saint-Martin

Le gouffre de la Pierre-Saint-Martin est le plus profond du monde, parvenant à une profondeur de 1 325 mètres. Parmi ceux qui le connaissent le mieux, on compte les sept membres de l'expédition organisée par le club I.S.S. M. Bataillon, B. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon. Deux chiffres traduisent la réalité de l'exploit envisagé : le relief total de 1 325 mètres de dénivellation ; quant au parcours souterrain, il sera de 23 kilomètres, en comptant aussi le trajet du retour, qui est prévu pour le 20 février.

SPÉLÉOLOGIE

Tentative de traversée intégrale du gouffre de la Pierre-Saint-Martin

Le gouffre de la Pierre-Saint-Martin est le plus profond du monde, parvenant à une profondeur de 1 325 mètres. Parmi ceux qui le connaissent le mieux, on compte les sept membres de l'expédition organisée par le club I.S.S. M. Bataillon, B. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon, J. Bataillon. Deux chiffres traduisent la réalité de l'exploit envisagé : le relief total de 1 325 mètres de dénivellation ; quant au parcours souterrain, il sera de 23 kilomètres, en comptant aussi le trajet du retour, qui est prévu pour le 20 février.

Basket-ball

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Championnat de France and Réunion internationale sections with basketball results.

Rugby

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Championnat de France and Coupe du monde sections with rugby results.

Handball

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Championnat de France and Coupe du monde sections with handball results.

Hockey sur glace

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Coupe de France section with hockey results.

Jeu de trosse

Table with 2 columns: Event and Results. Includes Coupe de France section with field hockey results.

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN ACCUSATION Plus d'usines au pied de la capitale

Au cours des derniers mois, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) a fait l'objet des critiques unanimes des élus de l'Ile-de-France qui l'accusent, chiffres en main, d'être responsable de l'hémorragie des emplois industriels observés dans la région depuis quelques années. De 1968 à 1975, l'Ile-de-France a perdu 44 000 emplois industriels. A Paris, l'exode a été encore plus spectaculaire : de 1964 à 1973, ce sont 200 000 emplois du secondaire qui ont disparu.

La petite couronne, Seine-Saint-Denis en tête, souffre par-

ticulièrement de ce mal. La grande couronne a mieux résisté. La disparition des industries a été — il est vrai — largement compensée par la création d'emplois tertiaires qui sont passés de 2 452 000 en 1968 à 2 838 000 en 1975. Globalement, l'Ile-de-France s'est donc enrichie de 330 000 emplois durant cette période.

Les élus locaux et régionaux mettent en cause plus précisément la politique de « desserrement industriel » que pratique la DATAR depuis 1960 en soumettant les entreprises qui souhaitent s'agrandir à l'agrément et à

la « redevance », cette taxe sur le nombre de mètres carrés construits qui varie selon leur localisation : dans l'est ou l'ouest de la région, la grande couronne, les villes nouvelles.

« L'industrie de la région parisienne se porte bien, rétorquent-ils à la Délégation à l'aménagement du territoire, elle est, en effet, moins vulnérable que dans d'autres départements qui dépendent de secteurs industriels en perte de vitesse. L'Ile-de-France au contraire s'est spécialisée, au cours des dernières années, dans des branches industrielles qui se développent (nu-

claire, aéronautique, recherche) et à forte valeur ajoutée.

« D'autre part, s'il est vrai que la diminution d'emplois industriels est plus forte dans la région que dans le reste de la France, il faut souligner que sur dix emplois qui disparaissent de l'agglomération centrale (Paris et la petite couronne), cinq d'entre eux « meurent » purement et simplement, quatre sont réinstallés en grande couronne, un seul est menagé en province. Enfin, pourquoi vouloir maintenir à tout prix en Ile-de-France les industries qui permettent de fixer en province des populations toxiques par l'azote rural, alors que la région a, comme toutes les grandes métropoles, une vocation progressive et inéluctable vers le secondaire. »

Pour les P.M.E.

La DATAR décline donc toute responsabilité dans la situation présente et souligne que c'est elle qui a été l'initiateur de la loi de 1965 sur les P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises) et de la loi de 1975 sur les P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises).

La chambre de commerce et d'industrie de Paris est pour sa part bien décidée à prendre le taureau par les cornes. « La décentralisation a répondu à la stratégie d'industrialisation des entreprises, reconnaît un de ses responsables, mais les petites et moyennes entreprises très liées au tissu parisien doivent pouvoir se développer en Ile-de-France. Cette politique en faveur des P.M.E. dépend à la fois de l'Etat, de la région, puisque le préfet de région participe à la décision d'agrément, mais aussi des élus locaux. »

La chambre de commerce a donc entrepris une campagne de sensibilisation auprès des municipalités de l'Ile-de-France, afin que, à l'occasion des opérations d'urbanisme (création des zones d'activités, Z.A.C. par exemple), les élus puissent réserver des terrains à l'industrie pour y installer des P.M.E.

Diagnostic commun à la DATAR et à la chambre de commerce : les grandes industries n'ont plus leur place en région parisienne mais un relais peut être trouvé dans les emplois de bureaux bien sûr, mais aussi dans les petites et moyennes entreprises où dans les activités de pointe. Reste que le « passage » sera difficile.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Allez voir à Arras

Le conseil général de l'Essonne vient, dans une motion, de demander « que les pouvoirs publics révisent leur décision refusant l'installation de l'Institut technique des céréales (I.T.C.F.) à Evry et adoptent d'une manière générale, à l'égard des communes situées que la ville nouvelle d'Evry, des mesures positives pour résoudre la crise de l'emploi et pour faire cesser l'émigration journalière, cause de fatigue pour les travailleurs de ce département ».

Une nouvelle fois, à travers ce texte, c'est donc la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale et le politique qu'elle mène qui sont mises en accusation.

L'I.T.C.F. se consacre à l'étude des céréales, du blé en particulier, de leur qualité pour tous les usages communs, des possibilités de les exporter. Son activité est émise donc à la recherche entre le producteur et l'utilisateur. Il y a déjà plusieurs années, l'Institut a acheté

un terrain à Evry, commune de sept mille habitants (population qui a doublé en quelques années), situé dans la zone naturelle d'équilibre (Z.N.E.) des plateaux du Sud. Son projet est d'y installer ses laboratoires — actuellement trop à l'étroit à Paris — et son système informatique. Elle offre une vingtaine d'emplois à l'ouverture, une quarantaine à terme. Evry est à proximité de la capitale, où se trouvent tous les utilisateurs, et dans cette région de l'Ile-de-France qui reste la principale productrice de céréales.

Mais lorsqu'il s'est agi d'obtenir les autorisations, le refus de la DATAR a été sans ambiguïté : « On nous a dit : Pas à Paris, mais à Amiens ou à Arras, par exemple », raconte M. Henri Poupinel, administrateur de l'I.T.C.F. « Il y a eu aussi un moment où la préfecture de région a fait une tentative pour que nous allions à Evry. » En fait, continue M. Poupinel, si on nous oblige à aller hors de

la région parisienne, il est exclu d'envisager l'extension. Ce qui serait dommageable pour l'exploitation céréalière française en général. » Et de citer l'exemple malheureux du centre d'étude et de recherche d'industries alimentaires, qui fut contraint de quitter Wassy, dans l'Essonne, pour Nantes.

De l'avis de M. Lucien Sargeant, conseiller général (non-inscrit) de l'Essonne, cette affaire est grave à un double titre : « D'abord, dit-il, parce que nous sommes dans une zone où il y a peu d'emplois tertiaires. Ensuite, parce que ce refus soulève toutes les contradictions qui se manifestent entre les politiques et les administrations. Car nous sommes dans une Z.N.E. à laquelle ce type d'activité est contraire. Ce refus de la DATAR peut donc apparaître comme une véritable provocation. »

Pour l'heure, une nouvelle demande va être faite auprès de la DATAR.

STÉPHANE BUGAT.

CORRESPONDANCE

La grande rumeur du R.E.R.

Nous recevons de M. Jean Clouet, maire de Vincennes, la lettre suivante :

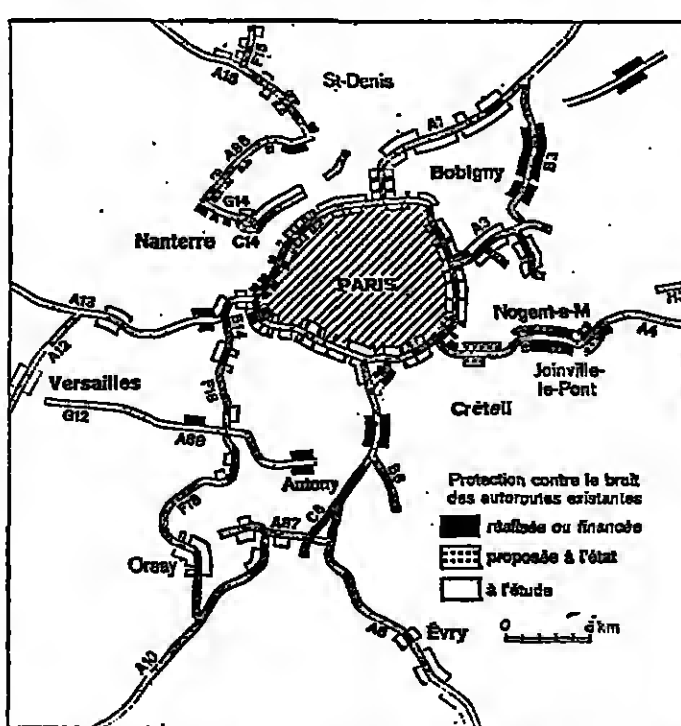
Votre journal s'est fait l'écho du programme plurianuel de lutte contre les nuisances sonores provoquées par les routes et autoroutes de la région parisienne et chacun convient volontiers qu'il importe de tout faire pour que leur insertion dans un environnement très peuplé soit réalisée avec le plus grand souci des populations riveraines.

Vous me permettrez, toutefois, d'insister pour que ce souci ne soit pas limité aux routes et autoroutes, mais étendu à tous les autres moyens de transport. A cet égard, je considère qu'il est aussi souhaitable qu'il importe de faire en sorte que les habitants des zones lointaines par le R.E.R. bénéficient, en tant que de besoin, d'un équipement antibruit au même titre que ceux qui habitent à proximité des routes et des autoroutes.

Je citerai, comme exemple, ma commune et celle, voisine, de Saint-Mandé, traversées sur une longueur de 3 kilomètres par une tranchée ouverte et qui, du fait de l'ouverture de la nouvelle branche est du R.E.R., subissent une cadence de passage très fortement accrue sans qu'aucune protection antibruit ait été prévue.

Cette magnifique réalisation que constitue le R.E.R., et dont l'intérêt public est évident, général à ne pas donner l'impression qu'elle a été conçue sans souci de la gêne extrême causée à certains riverains.

KILOMÈTRES ANTIBRUIT Des autoroutes rendues au silence



économie

LA CRISE MONÉTAIRE EUROPÉENNE

Les répercussions de la dévaluation norvégienne

SUÈDE : conséquences limitées

(De notre correspondant.)
Stockholm. — La dévaluation de la couronne norvégienne (le 12-13 février) n'a pas du tout surpris les milieux politiques et financiers suédois. M. Gösta Bohman, ministre de l'économie, a d'ailleurs exprimé, samedi, sa « grande compréhension » pour la décision d'Oslo en insistant sur la similitude des difficultés que connaissent actuellement les deux pays : déficit important des comptes extérieurs, taux d'inflation élevé, augmentation rapide des coûts de revient des entreprises, qui se traduit par un déclin des ventes et une compétitivité au niveau des prix sur les marchés étrangers.
La Suède étant depuis la mois de septembre sa monnaie aux devises de ses principaux partenaires commerciaux — et le poids de la couronne norvégienne ne représentant dans le « panier » de références qu'un dixième, les conséquences des nouvelles parités sont jugées à Stockholm très limitées. En revanche, les mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement d'Oslo suscitent un peu plus d'inquiétude chez les industriels.
La dévaluation aura probablement pour effet de réajuster le commerce bilatéral par un déficit au détriment d'Oslo. C'est peut-être pourquoi M. Bohman a déclaré : « Je pense que la dévaluation de la monnaie norvégienne est bonne pour les relations norvégiennes. » — A. D.

M. Robert Delorozoy devient président de l'Assemblée des chambres de commerce et d'industrie

Au cours de l'assemblée générale annuelle de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), qui se tient à Paris au Palais des congrès les 13 et 14 février, M. Robert Delorozoy est appelé à succéder à M. Jean Panhard. M. Delorozoy, président de la Chambre régionale de l'Île-de-France, a été élu en février 1977 pour occuper ce poste de 1978-1979, tandis que M. Jean Panhard, président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris, ne l'a occupé qu'un an.

Le découpage surprenant en présidences successives de la région de l'A.P.C.C.I. avait été, à une nu, le fruit de dix-huit mois de négociations difficiles au sein de l'Assemblée sortante entre les représentants des chambres de commerce et d'industrie départementales, depuis une dizaine de la suprématie parisienne, que la C.C.I. (Chambre de commerce et d'industrie de Paris) finance près du quart du budget de l'A.P.C.C.I. De plus, la décision concrétisait l'ambition de la représentation du commerce, dont les mandataires étaient jusqu'ici sous-représentés.

M. Delorozoy, nouveau président de l'A.P.C.C.I., fait donc figure de représentant de la province — une « province » bien vécue puisqu'il régit de l'Île-de-France — et du commerce, ce qui est logique puisqu'il est D.G. d'une société moyenne de supermarchés, affiliée à la coopérative de détaillants CODEC. Agé de cinquante-cinq ans, Robert Delorozoy est né à Versailles et est maître de Chai-

ISLANDE : dévaluation de 13 %

Reykjavik. — Après la dévaluation de la couronne islandaise, mercredi 12 février, de 13 % par rapport au dollar américain, le gouvernement a soumis vendredi au Parlement un projet de loi en sept points, qui remet en cause l'indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie prévue par l'accord de dix-huit mois signé, en juin dernier, par le patronat et les syndicats islandais. Le projet devrait être ratifié au début de semaine par le Parlement. Cela pourrait amener les syndicats à dénoncer les accords salariaux.
Cette dévaluation a été rendue nécessaire car les coûts de production de la pêche ont augmenté plus rapidement que les cours mondiaux du poisson, qui ont subi un stagnement, après avoir fortement augmenté en 1977. L'inflation devrait

FINLANDE : décision mardi

Helsinki. — Après la dévaluation de la couronne norvégienne de 8 %, le marché des changes est resté fermé ce lundi 13 février en Finlande. Le gouvernement devrait prendre mardi une décision en ce qui concerne le cours du mark. « La dévaluation de la couronne norvégienne est un événement qui affecte la position du mark », a déclaré le gouverneur de

la Banque de Finlande « eufilé pour spéculer sur la probabilité d'une modification du cours du mark. Rien ne permet toutefois de deviner la décision prochaine du gouvernement. »
Lorsque la couronne suédoise avait été dévaluée de 10 % en automne dernier, la Finlande s'était contentée d'un baïsse de 3 % du cours du mark. La mesure était surtout d'ordre psychologique et était destinée à montrer l'indépendance de la Finlande en matière monétaire et à affirmer la félicité du gouvernement à une politique économique dont un des principaux objectifs est la lutte contre l'inflation. Depuis, la situation économique n'a fait qu'empirer, et le taux de chômage avoisine 10 %. Dans ces conditions, la dévaluation de la devise norvégienne pourrait offrir au gouvernement une occasion de faire accepter à l'opinion publique, sans perdre la face, une dévaluation à laquelle beaucoup ne lui ont que songer. (En 1977, le marché norvégien a représenté 5,6 % des exportations finlandaises contre 3,6 en 1976.) Sur le plan social, rien ne plaide en faveur d'une dévaluation.

seul, dans les Yeux bleus. C'est incontestablement un homme d'appareil. La simple énumération de ses activités extra-professionnelles le prouve : membre du Conseil économique et social (où il préside le groupe des entreprises privées), membre du Conseil supérieur des classes moyennes, membre du Conseil national du crédit, vice-président du conseil de la Chambre syndicale des banques populaires (Crédit populaire de France).
Plein d'entregent et de fermeté, il a dès longtemps habillé les cercles consulaires à sa silhouette moyenne, à son regard clair qui voile parfois une pupille lourde, à ses discours remplis d'une connaissance patiemment acquise d'un secteur difficile et complexe. Nul mieux que lui ne connaît à la fois le commerce et le nécessaire diplomatique dont doit faire preuve son représentant dans les assemblées consulaires, porte-parole à la fois du délégué indépendant et du commerçant organisé qui assure son activité au sein d'un groupe important.

DANEMARK : attente

(De notre correspondant.)
Copenhague. — Depuis l'annonce officielle, vendredi 10 février, de la dévaluation de la couronne norvégienne, les dirigeants de Copenhague ont cessé de douter et ont énergiquement réajusté les prix. Les entreprises qui se sont mises à circuler aussitôt sur l'éventualité d'un proche réajustement de la couronne danoise. Les experts et notamment les divers porte-paroles des grandes banques du royaume, n'ont pas osé, quant à eux, être aussi catégoriques.
L'un des principaux responsables de la Privatbanken (laquelle avait prévu la dévaluation de la couronne norvégienne avant avril et, au début de 1977, que la couronne suédoise quitterait le « serpent » monétaire dans l'année) a confié au quotidien Jyllands-Posten, de dimanche, que les parités des prix n'ont été ajustées qu'après la dévaluation du Danemark. Il a ajouté que le gouvernement danois avait demandé au gouvernement norvégien de ne pas dévaluer, car une dévaluation des couronnes norvégiennes et danoises aurait fatalement entraîné la disparition définitive du « serpent » communautaire.
Pour rassurer l'opinion locale, le ministre danois des affaires étrangères, M. Knud Heinesen, a rappelé que le Danemark disposait de la réserve de devises la plus importante qu'il ait jamais eue : 15 milliards de couronnes, c'est-à-dire environ 12 milliards de francs. — C. O.

Le premier ministre danois, M. Mogens Jensen, a déclaré le 9 février que les prix monétaires du pétrole devraient demeurer bloqués jusqu'à la fin de 1978, mais que des hausses progressives interviendraient à partir de 1979. M. Mogens Jensen a justifié le blocage par la morosité du marché et le fait que la reprise économique en Europe occidentale « laisse beaucoup à désirer ». Toute augmentation des prix du pétrole « porterait atteinte à la relance économique et accroîtrait le nombre des chômeurs ». — (A.P.)

Les gisements pétroliers de la mer du Nord appartenant à la Grande-Bretagne ont produit en 1977 37,3 millions de tonnes de pétrole, a annoncé le ministère britannique de l'énergie.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,8800 4,8850	+ 230 + 150	+ 270 + 340	+ 780 + 900
\$ can.	4,3934 4,3994	+ 100 + 140	+ 250 + 310	+ 650 + 710
Yen (100) ..	2,0702 2,0722	+ 100 + 120	+ 200 + 240	+ 520 + 580
D.M.	2,3199 2,3223	+ 110 + 130	+ 240 + 300	+ 620 + 700
Finland.	2,1805 2,1802	+ 70 + 110	+ 150 + 190	+ 380 + 450
F.R. (100) ..	14,8909 14,9206	+ 260 + 420	+ 740 + 1180	+ 1350 + 2450
F.S.	2,4796 2,4847	+ 170 + 230	+ 400 + 470	+ 1200 + 1380
L. (1 000) ..	5,6607 5,6535	+ 120 + 90	+ 250 + 220	+ 580 + 700
S.	9,4500 9,4616	+ 250 + 330	+ 580 + 670	+ 1400 + 1620

TAUX DES EURO-MONNAIES

	51/4	33/8	21/8	21/8	31/4	33/16	33/16
\$ U.S.	69/16	61/16	61/16	7	71/8	71/8	71/8
Finland.	51/2	6	53/16	57/16	53/16	53/16	53/16
F.R. (100) ..	31/2	41/2	75/16	75/16	71/16	71/16	71/16
F.S.	8	12/2	13/4	13/4	13/4	13/4	13/4
L. (1 000) ..	11	11 1/2	13 1/4	13 1/4	14 1/8	14 1/8	14 1/8
S.	43/4	51/4	61 1/16	7	7 1/2	7 1/4	6 5/8
Fr. franc. 12 1/2	14 1/2	16 1/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

APRÈS LA RÉUNION DES « CINQ »

Le franc se raffermir

(Suite de la première page.)

Les ministres des finances des Cinq (Allemagne de l'Ouest, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Japon) se sont réunis secrètement, dimanche 12 février, à Versailles, au pavillon de la Lanterne. Ce sont des « fuites » en provenance de Londres, Washington et Tokyo, qui ont fait connaître la nouvelle, en dépit des démentis traditionnels — mais maladroits — diffusés par le gouvernement français, et dont nous nous étions fait l'écho (le Monde des 12-13 février). Une réunion analogue, et tout aussi discrète, s'était tenue également à Versailles, le 5 décembre dernier.

Selon l'usage, aucun communiqué ne sera publié, mais l'on se doute bien que les vifs remous observés récemment sur le franc et sur le dollar ont été au centre des conversations. Selon des informations en provenance du Japon, c'est la France qui aurait pris l'initiative de tenir cette réunion. Préoccupé par le très vif accès de faiblesse subi par notre monnaie à un mois des élections, le gouvernement français aurait examiné avec ses partenaires quelle forme de coopération pouvait être adoptée pour éviter une nouvelle dégradation du franc. Les observateurs soulignent néanmoins que les accords déjà existants entre banques centrales permettent de se prêter mutuellement assistance en cas de pressions trop vives.

La différence américaine-allemande

Il semble qu'un autre sujet de préoccupation ait été évoqué par les ministres des Cinq : celui de la tenue du dollar et de l'évolution de l'économie mondiale. M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, ac-

compagné de son sous-secrétaire, M. Solomon, avait l'intention — avant que la neige n'empêche son avion de décoller — de se rendre lundi matin à Bonn pour préparer le « sommet » économique de juillet prochain. Pour l'instant, un dialogue de sourds semble s'être établi entre les États-Unis et l'Allemagne fédérale. A Washington, on continue à demander, même à exiger, une relance de l'économie ouest-allemande pour relayer l'effort d'expansion américain, contribuant à la réduction du déficit commercial américain et atténuant ainsi la pression sur le dollar. A Bonn, le chancelier Schmidt se refuse toujours à satisfaire les exigences américaines au nom de la lutte contre l'inflation, qu'il continue de juger primordiale.

L'opposition entre les deux thèses reste donc entière, ce qui pourrait à la fois compromettre la tenue du « sommet » de juillet et soumettre le dollar à une nouvelle pression. A Washington, on laisse entendre qu'une nouvelle baisse de la monnaie américaine sanctionnerait l'obstruction du partenaire ouest-allemand. Après l'escalade relative qui règne depuis un mois sur les marchés des changes — la chute du franc mise à part — une nouvelle période de turbulence pourrait débiter. C'est ce que prévoient un certain nombre de cambistes, pour qui le répit dont jouit actuellement le dollar n'est qu'un sursis. Ils tablent sur une nouvelle valorisation du deutschemark, du yen et du franc suisse.

FRANÇOIS RENARD.



ROBERT & RENÉ

13, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS 10^e - M^o REPUBLIQUE

Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT
TOUTE L'ANNÉE
nos clients le savent!..

CLOTURE DES CREDITS PROFESSIONNELS C.I.C.

LE PRÊT RÉALISTE.

Crédits à l'équipement de 300.000 F en quelques jours.

Avec un délai inférieur à 8 jours et pour un montant maximum de 300.000 F, les crédits à l'équipement professionnel du CIC ont de bonnes raisons d'être efficaces. Ces crédits concernent aussi bien l'aménagement de locaux que l'achat de matériel ou de véhicules.

Ces crédits sont souples : choisissez la solution adaptée à votre activité, votre investissement, vos possibilités de remboursement (6 mois à 5 ans).

Nous avons des formules capables de répondre aux attentes des PME, PMI et Professions Libérales, clientes du CIC.

Si vous êtes client, adressez-vous à votre succursale du Groupe CIC.

Si vous n'êtes pas client, téléphonez-nous au 280.92.08 ou 280.92.33 ou écrivez-nous : CIC, Département du développement 66 rue de la Victoire 75009 Paris, en nous indiquant votre nom, votre adresse et votre profession.

Crédit Industriel et Commercial

MONDIALE DES VOYAGES

Nous aidera à les réaliser

RGIE

BILLET

L'ogre saoudien

SOCIAL

AFFAIRES

TRANSPORTS

L'ornithorynque appréhendé

Une mise au point de la société Buhler-Miag

« **En vertu de son droit de réponse** à notre article « L'ornithorynque appréhendé », où nous avons relaté les péripéties d'un jeune C.G.T., M. Ernesto Basanta, nous syndiqué associé au sein de la société Buhler-Miag, nous daté 5-6 février, le point de cette entreprise nous

à continuer à occuper les lieux constituant dès lors une voie de fait justiciable du recours à la force publique.

« En vérité, M. Basanta et les siens ont une conception partielle de la loi : ils en usent tant qu'elle sert leurs desseins, quitte à la dénoncer lorsqu'ils doivent à leur tour s'y plier. »

Une réponse de la C.G.T.

« De son côté l'Union des syndicats C.G.T. du quartier de la Défense nous écrit :

« Contrairement aux allégations de la direction Buhler, les faits témoignent que la liberté est maintenue dans son entreprise. Depuis le jour où M. Basanta — qui a contesté une décision de la direction, une avalanche d'avertissements ou de reproches se sont succédés. De plus la direction Buhler a reconnu délégué syndical pendant plus d'un an jusqu'à ce qu'elle ait procédé à l'envoi de dix-sept lettres d'avertissement, on ne mise à pied pour fait syndical et que l'inspecteur du travail a refusé sa demande de licenciement en 1977.

« D'autre part, elle viole l'article 412-15 du code du travail, qui prévoit que les anciens délégués syndicaux ont une protection de six mois et que la demande de licenciement doit être effectuée après de l'inspection du travail. Il faut savoir également que la direction de cette entreprise refuse obstinément toute entrevue ou délégation de l'Union des syndicats C.G.T. de la Défense. »

« Selon les attendus du jugement rendu en première instance par le tribunal de Commerce, M. Basanta, employé à la société Buhler-Miag depuis le 12 janvier 1973, avait reçu deux lettres d'avertissement les 13 et 22 octobre 1976 ; le 3 novembre 1976, la direction lui remettait une lettre le convoquant à un entretien préalable à une procédure de licenciement, lettre qu'il refusa parce que non recommandée ; le 4 novembre, l'Union locale C.G.T. adressait à la direction de l'entreprise une lettre désignant l'intéressé comme délégué syndical ; le 5 novembre, la direction adressait à M. Basanta une lettre recommandée l'informant officiellement qu'une procédure de licenciement était engagée contre lui. La proximité de ces dates explique le long délai de procédure qui s'en est suivi. »

UN LIVRE BLANC POUR « UN TROISIEME AGE HEUREUX »

René Lenoir, secrétaire général à l'action sociale, vient de publier un Livre blanc intitulé : « **Temps de vivre en troisième âge heureux** ». Cette plaquette résume les observations recueillies à l'occasion de la première rencontre nationale du troisième âge organisée à Lyon les 8 et 9 octobre derniers, en présence du président de la République.

elon M. Lenoir, les personnes âgées sont en train de vivre une véritable « révolution ». Sur les 1 millions et demi de Français de plus de 60 ans, plus de deux millions fréquentent les onze mille centres de jour, les centres de loisirs, les clubs, les universités, les associations.

La Documentation française, 101 Voltaire, Paris (75), 160 p., 1977, 10 F.

« General Motors a été condamné, le 8 février, à verser 2,5 millions de dollars de dommages et intérêts aux parents d'un jeune homme, mort il y a six ans après que le réservoir à essence de sa Chevrolet Chevelle eut explosé au cours d'une collision. Les parents de la victime ont fait valoir que l'explosion du réservoir était « fondamentalement dangereuse ». Deux jours auparavant, Ford Motor avait été condamné à payer 12,8 millions de dollars à payer une somme encore plus élevée à un garçon de dix-huit ans brûlé à 95 % il y a cinq ans, quand le réservoir de sa Ford Pinto avait pris feu sans raison apparente. Ford a annoncé son intention de faire appel, tandis que General Motors n'a pas encore indiqué les suites qu'elle entendait donner au jugement. — (A.F.P.) »

UNE SEMAINE APRÈS SA NOMINATION

M. Fontvieille démissionne de son poste de P.-D. G. de Manufrance

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La crise de Manufrance a pris le samedi 11 février un tour nouveau avec la démission du P.-D. G. M. Henri Fontvieille, qui, une semaine plus tôt, avait été désigné à ce poste après le retrait de M. Jacques Petit. Si l'on s'en tient aux termes de la brève déclaration remise dimanche à la presse par M. Fontvieille, celui-ci renonce à la présidence parce qu'il n'a pas obtenu de son prédécesseur les renseignements suffisants sur les investisseurs susceptibles de reconstruire le capital de la société.

M. Petit, qui avait démissionné le 4 février de ses fonctions de P.-D. G., avait accepté un poste de directeur général adjoint chargé des négociations en vue de la création de la société nouvelle d'exploitation. Il doit trouver, avant l'échéance fatidique du 28 février, les investisseurs nécessaires à la réussite de son plan de sauvetage. C'est donc parce qu'il s'estime

« **Le P. municipalité de Besançon a décidé d'offrir un terrain aux grévistes de l'ex-usine Lip de Palente.** Une centaine de mètres carrés, dans une usine relais de la ville, permettront aux travailleurs de disposer d'un site social pour la construction d'un club. La municipalité s'est aussi prononcée pour l'exploitation de l'usine et des terrains de Palente, après le refus du syndicat de les vendre à la ville.

LES INVESTISSEMENTS FERROVIAIRES

Beaucoup d'argent sur les rails

La S.N.C.F. prévoit qu'en 1978 ses investissements seront presque trois fois plus élevés que ceux des British Railways, révèle une étude d'une revue américaine, l'International Railway Journal, qui porte sur les investissements prévus par différents pays pour leurs chemins de fer.

La S.N.C.F. consacrera 6 585 millions de francs en 1978 pour moderniser son réseau, et son homologue britannique, 2 430 millions. La R.A.T.P. quant à elle, investira, au cours de la même période, cinq fois plus d'argent (2 082 millions) que son homologue londonien (397 millions).

Pour sa part, le gouvernement de Bonn a accepté de consentir annuellement, pendant cinq ans, un investissement moyen de 5 400 millions de francs pour ses chemins de fer. L'Espagne, de son côté, consacrera 2 088 millions de francs en 1978, l'Italie,

1 521 millions, la Turquie 1 556 millions, l'Australie, 1 580 millions et la République d'Afrique du Sud 1 571 millions.

Selon l'étude, les plans d'acquisition de matériel pour l'ensemble des pays du monde, sans compter les Etats-Unis et les pays de l'Est européen, membres du Comecon, sont de 16 000 wagons de marchandises, 1 850 voitures de voyageurs et 700 locomotives.

La construction de nouvelles voies représente, selon cette revue, le plus important poste des dépenses : 5 580 millions de francs pour les quatre-vingt pays sur lesquels portent l'étude. Ainsi, exception faite des travaux effectués par la S.N.C.F. et la R.A.T.P., le Portugal construira 205 kilomètres de lignes supplémentaires en 1978, l'Argentine 160 kilomètres, le Swaziland 100 kilomètres, le Cameroun 83 kilomètres, l'Uruguay 62 kilomètres et le Malawi 60 kilomètres. — (A.F.P.)

Etes-vous sûr de ne pas payer trop d'impôts?

Avez-vous un Livret A de la Caisse d'Epargne "Ecureuil"? Les intérêts, 6,50%, sont totalement exonérés d'impôt.

Profitez-vous de la totalité du dépôt autorisé? Le plafond est de 38.000 F. Et les intérêts capitalisables sans limitation.

Avez-vous de l'argent disponible qui ne vous rapporte rien? Ou qui vous rapporte un intérêt inférieur à 6,50% à cause de l'impôt?

Vérifiez! votre argent disponible doit d'abord vous rapporter 6,50% exonérés d'impôt. Avec un Livret A. Et chaque membre de votre famille, quel que soit son âge, peut posséder son Livret A.

Les autres avantages du Livret A? Ils sont multiples. Virement des salaires, des pensions... Prélèvement automatique du montant de vos quittances d'eau, de gaz, de téléphone...

Le Livret A de la Caisse d'Epargne "Ecureuil", un livret totalement exonéré d'impôt.



PUBLICITE R 3671

AUTOMOBILE

L'Affasud super plus puissante, plus de

ROYAUME DU MAROC

Office Régional de Mise en Valeur Agricole du GHARB KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1/78

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb recevra, jusqu'au 31 mars 1978 (21 Rabia 2 1398) à 11 h. 30, des offres de prix pour la fourniture, le transport et le montage du matériel électromécanique destiné à l'équipement de la station de pompage SMP2.

Les travaux sont groupés en 3 lots :
- Lot N° 1 : Matériel de filtration (comportant un filtre à tambour rotatif de 900 l/s de débit nominal) ;
- Lot N° 2 : Matériel hydraulique et mécanique (débit total équipé de 830 l/s à une hauteur manométrique moyenne de 140 et 120 m de réservoirs à pression d'air) ;
- Lot N° 3 : Matériel Electrique (puissance installée 2 x 1250 KVA).

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb - Bureau des Marchés - Carrefour Mauritanie - KENITRA - contre remise d'un chèque libellé au nom de l'Agent Comptable de l'O.R.M.V.A.G. d'une somme de CINQ CENT DIRHAMS (500 DH).

ÉTRANGER

Un programme d'économies d'énergie est mis au point par Bonn

Bonn. — Le gouvernement fédéral vient de reprendre, sous une forme nouvelle, le programme visant à favoriser des économies dans l'utilisation de l'énergie pour le chauffage. Ce programme, qui prévoit des subventions de 4,35 milliards de marks durant les cinq prochaines années, avait fait l'objet d'une large publicité en septembre dernier. Il se heurte cependant à la résistance des Länder gouvernés par les chrétiens-démocrates et doit être abandonné au début de janvier, lorsque le gouvernement du Bade-Wurtemberg refusa catégoriquement de signer le projet préparé par le gouvernement de Bonn.

De notre correspondant

Le même programme qui devait, à l'origine, résulter d'un accord entre les Länder et le gouvernement central va être révisé maintenant par la voie législative. Le gouvernement compte que cette injection financière contribuera à ranimer la conjoncture économique.

Le Parlement va se voir proposer un projet incorporant les subventions prévues dans la loi sur la modernisation des logements. La méthode de financement reste fondée sur une taxe frappant le mètre carré de la surface de chauffage des locaux. Cette taxe nouvelle, qui était de 1 mark par 100 litres, passera cependant à 2 marks, en admettant que l'ensemble du programme gouvernemental trouve une majorité au Parlement. En échange de ces

charges nouvelles, les propriétaires se verront offrir des subventions en vue d'améliorer l'isolation thermique des immeubles et de moderniser les installations de chauffage (deux tiers des 4,35 milliards prévus à cet effet sont réservés aux logements). En même temps, une décision de l'Office des cartels va réduire d'une autre manière le gaspillage d'énergie. L'Office a contraint la R.W.E. (le plus grand producteur d'électricité en Rhénanie-Westphalie) de modifier les conditions qu'elle imposait jusqu'à présent aux entreprises industrielles capables de produire elles-mêmes de l'énergie en exploitant les surplus de vapeur dont elles disposent. La R.W.E. ne pourra plus leur appliquer des tarifs discriminatoires. — J. W.

ÉTATS-UNIS

Un ménage américain sur cinq dispose d'un revenu annuel de moins de 25 000 dollars (10 000 F par mois environ) indique l'organisme de recherche économique Conference Board : 11,1 millions de ménages déclarent 40 % de pouvoir d'achat global. Plus de la moitié de ces ménages vivent dans les grandes banlieues, et seulement 26 % dans les villes mêmes ; 3 % des ménages considérés ont une femme comme chef de famille et 5 % sont noirs ou appartiennent à des minorités ethniques. Enfin, 26 % de ces ménages vivent dans le sud des États-Unis, 19 % dans l'ouest et 26 % dans le nord-est. — (A.F.P.)

Les crédits à la consommation ont augmenté, en 1977, aux États-Unis, un total de 223,8 milliards de dollars, en progression de quelque 30 milliards (+15,5 %) par rapport à 1976. Le montant des crédits bancaires a représenté 110 milliards de dollars, dont environ 40 % pour les achats d'automobiles. En 1978, la progression de l'ensemble des crédits ne serait que de 30 milliards (+13,5 %), si bien que les remboursements ne représenteront plus que 16,2 % du revenu disponible des Américains, contre 17,1 % en 1977 et un record de 17,5 % en 1973, avant la crise. — (Agefi)

JAPON

La production de sept importants secteurs industriels ja-

ponais est retombée à la fin 1977 à son niveau de 1970, indique dans un rapport qui vient d'être publié le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI). Les moyennes de production de l'industrie, le textile, la construction navale, l'automobile, les engrais chimiques, le papier, la construction du papier-carton et de la résine polyvinyle, ont déclaré que la situation est d'autant plus difficile dans ces secteurs touchés par la récession qu'ils fournissent des emplois à environ 2,2 millions de personnes, soit près de 20 % de la population active dans l'industrie. Le rapport précise que les soixante-dix-huit entreprises des secteurs considérés ont réduit leurs effectifs dans une proportion plus de deux fois supérieure à celle des autres secteurs industriels. — (A.F.P.)



Reservation 225.99.06+

IRAN AIR

Only Sud

PARIS NEW-YORK

BOEING 747 SP : Lundi - Vendredi 12 h 30

Paris-Londres 6 vols quotidiens à votre service

ROISSY-HEATHROW	HEATHROW-ROISSY
9h00*	8h00
11h00	10h00*
13h00*	12h00
15h00	14h30*
18h00*	17h00*
20h00*	19h00*

*Envolez-vous dans un TriStar British Airways, l'avion le plus confortable sur Paris-Londres.

A l'aéroport de Heathrow, prenez le nouveau métro express. Il vous conduit directement au centre de Londres.

Enfin, n'oubliez pas nos vols directs de Roissy vers Manchester, Cardiff, Birmingham, Bristol.

"Peut-on vous aider?"

**British
airways**

En collaboration avec Air France. Renseignements au 91, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra. Tél. 260.38.40, ou consultez votre agent de voyages.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Bénéfice record pour T.W.A.** — Les résultats préliminaires pour 1977 laissent apparaître un bénéfice après impôts de 64,8 millions de dollars (22 millions de francs) pour la société T.W.A., soit une hausse de 75,9 % par rapport à 1976. « Chacun de nos trois secteurs d'activité a contribué à ces résultats », a indiqué M. Edwin Smart, président de T.W.A. : + 38,6 millions de dollars avant impôts pour la chaîne hôtelière Hilton International, 32,4 pour la Compagnie aérienne et 22 pour Canteen Corporation.

● **Le budget de la communauté de Strasbourg.** — Le conseil de la communauté urbaine de Strasbourg vient d'adopter un budget qui prévoit pour 1978 des investissements de 170 millions de francs et des dépenses de fonctionnement de 321,5 millions. La communauté qui, en dix ans, a construit 92 kilomètres de voies nouvelles, consacrera à nouveau une bonne part de ses investissements à la voirie, notamment à la « pénétrante » qui doit relier le réseau autoroutier au nouvel ensemble immobilier des Halles. Les conditions de circulation dans l'agglomération seront également améliorées grâce à l'extension du « système intégré automatique » qui contrôle déjà soixante carrefours et en traitera une vingtaine d'autres au cours de l'année.

Agriculture

● **L'organisation du marché laitier européen.** — Les organisations professionnelles européennes du secteur laitier et la Commission de la C.E.E. se sont mis d'accord sur la ventilation d'une partie des sommes procurées par la taxe de responsabilité sur le lait : 26 millions d'unités de compte (U.C.) seront consacrés à la distribution de lait dans les écoles, 15 millions d'U.C. à la vente à prix réduit de beurre dit concentré, utilisé notamment pour la cuisine. 33 millions d'U.C. permettront d'incorporer du lait à la fabrication de glaces alimentaires. Enfin, 31 millions d'U.C. favoriseront les actions de promotion du lait à l'intérieur de la Communauté. Il reste 18 millions d'U.C. à répartir entre la promotion du lait européen sur les marchés extérieurs.

l'utilisation du lait en poudre dans l'alimentation du bétail et le montant de l'aide aux producteurs qui s'engagent à ne pas livrer leur lait durant une période déterminée. — (A.F.P.)

● **M. Denis Bergmann** vient d'être nommé président de la commission des comptes de l'agriculture par le ministre délégué à l'économie et aux finances, M. Robert Boulin. M. Bergmann est directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique. Il remplace à la tête de la commission des comptes de l'agriculture M. André Gramois, conseiller d'Etat.

● **M. Jacques Blanc**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, a indiqué au cours de l'assemblée générale de la Fédération des producteurs d'ovins que la France continuera son organisation nationale du marché du mouton tant que le Marché commun n'aura pas mis au point un règlement accordant des garanties équivalentes aux éleveurs français.

Emploi

● **Compression de personnel chez C.F.F.-Chimie.** — En raison des mauvais résultats enregistrés en 1977 et du mauvais état de la région sur le marché des matières plastiques, la direction de C.F.F.-Chimie, filiale des Charbonnages de France, a décidé de supprimer deux cents emplois. Il ne sera cependant procédé à aucun licenciement, la compression de personnel devant s'opérer par des mises en retraite anticipées.

Ces mesures, qui ne prendront effet que dans quelques mois, concernent le siège de la société à Paris-la Défense, l'usine de Lillebonne (Seine-Maritime), ainsi que les établissements de Marnay-le-Duc et de Drocourt dans le Pas-de-Calais.

La direction de C.F.F.-Chimie fait d'autre part savoir que cent dix-huit postes restent à pourvoir à l'usine de Dunkerque, dont le démarrage est prévu à l'automne, et que cent vingt emplois nouveaux vont être créés à Auchel (Pas-de-Calais), où une fabrique de sacs-poubelles en cours de construction sera opérationnelle en septembre 1978.

● **Extension d'un conflit à la Tréfilerie Cabilite de Bourges.** — Après le déclenchement de la grève de la direction de la production provisoirement le contrat de travail de soixante-treize salariés en raison de la grève de cent dix-sept agents directs, l'action revendicative s'est étendue à sept cents personnes sur mille trois cent cinquante mises en grève de solidarité à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. — (Corresp. part.)

● **Trois cent soixante-sept licenciements chez Army-Fortier.** — Cette entreprise, qui emploie mille cent personnes à Derville (Seine-et-Marne), a été autorisée à poursuivre ses activités jusqu'au 15 mars prochain, après la mise en règlement judiciaire intervenue en décembre dernier. Le bilan du 7 janvier 1978, cependant, un tiers du personnel, soit trois cent soixante-sept personnes exactement, a dû être licencié. M. Brauer, pour qui cette opération constitue une « étape vitale », a nommé M. Adam, cadre dans l'entreprise depuis vingt ans, qui a été chargé de réorganiser le service commercial et les ateliers de production. — (Corresp. part.)

Transports

● **Baisse de trafic à Dunkerque.** — Le trafic du port autonome de Dunkerque a atteint 32,8 millions de tonnes en 1977 (-2,2 % par rapport à 1976). M. Jean Lefol, président du port, estime que cette baisse est satisfaisante compte tenu de la situation mondiale du transport maritime, de la crise de la sidérurgie et surtout de la grève des dockers du 10 mars au 31 avril dernier. Le bilan financier du port fait apparaître une perte d'environ 10 millions de francs, qui correspond aux pertes de recettes pendant la grève des dockers.

● **Reprise du trafic dans la remorqueuse de Havre.** — Les officiers des remorqueurs de la société « Les Abeilles », au Havre, ont décidé, samedi 15 février, de suspendre leur mouvement de grève communiqué le 28 janvier et de reprendre le travail dès dimanche. Cette décision votée selon la C.G.T. par 80 % des grévistes, a été prise après une première réunion entre les syndicats et la direction. Les officiers ont obtenu, selon leurs représentants syndicaux, un accord de principe sur la question des « compensations de déplacement » une partie du trafic pétrolier a en effet été transféré du Havre à Antifer depuis que cet avant-port a été mis en service.

● **Rouen, quatrième port français.** — Avec un trafic de 18 904 000 tonnes, le port de Rouen a établi en 1977 son propre record, qui représente une hausse de 8,4 % sur l'année précédente. Cette progression est la plus forte qui ait été enregistrée parmi les ports autonomes français, qui tous, à l'exception de Nantes et de Saint-Nazaire, ont subi une baisse de 2 % à 6 %. Rouen demeure donc le quatrième port français après Marseille, Le Havre et Dunkerque. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Dans le cadre de sa politique de regroupement de ses participations industrielles au sein de holdings spécialisées, la C.G.E. vient de faire passer à la S.A.M.A.C. société de portefeuille dont elle détient la quasi-totalité du capital, de ses participations dans :

- La Compagnie européenne d'accumulateurs (CEA)
- La Société des accumulateurs fixes et de traction (SAFT)
- La Compagnie industrielle des piles électrochimiques (C.I.P.E.)
- La Fabrication d'appareillage électrique et d'articles métalliques (F.A.E.M.)
- La Société Armonid
- La Compagnie européenne d'équipement ménager (CEPEM)
- La Société commerciale C.E.S.

CHAMPAGNE MUMM

Le chiffre d'affaires global, hors droits et hors taxes, réalisé en 1977 par la société, a atteint 241 985 870 F, supérieur de 24,07 % à celui de l'exercice précédent : 195 931 672 F. Dans ce total, l'activité « produits importés » a représenté 58 944 077 F, contre 46 074 034 F en 1976 (+21,21 %). Les ventes « champagne » de la société ont progressé de 15,22 % d'une année sur l'autre, contre 9,58 % pour l'ensemble du négoce, et le chiffre d'affaires concernant cette activité s'est établi à 186 122 693 F, dont 100 400 820 F pour l'exportation, en progression de 24,95 % sur celui de l'exercice 1976, 148 957 458 F. Les ventes de champagne des sociétés Mumm, Ferrer-Jonès et Heidsieck et Cie Monopole ont totalisé 10 917 000 bouteilles en 1977.

GROUPE SELLIER-LEBLANC

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe Sellier-Leblanc s'est élevé, en 1977, à 842 millions de francs, montant ensemblier équivalent à celui réalisé en 1976 (822 millions de francs).

RÉPUBLIQUE DU NIGER MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Postes et Télécommunications du Niger lance un appel d'offres international pour la fourniture :

- de 3 centraux téléphoniques de capacités initiale et finale, 800/10000, 400/5000, 200/6000 ;
- de 3 installations VHF/UHF de faible capacité ;
- de 2 installations HF/BLI ;
- de courants porteurs de faible capacité sur fils aériens financés par l'Association Internationale de Développement (AID).

Les dossiers d'appels d'offres peuvent être retirés :
— auprès de l'Office des Postes et Télécommunications, Niamey, République du Niger, ou
— auprès de l'Union Internationale des Télécommunications, Place des Nations, CH 1211 Genève 20, agissant pour le compte du Gouvernement du Niger.

La clôture des offres est prévue pour le MARDI 2 MAI 1978 à 17 h.

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE
OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB

PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

Essais d'étanchéité des canaux

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb se propose de mettre à l'essai différents types de joints, sur bajoyers et radiers de canaux enterrés, dans le cadre de la réalisation de travaux couvrant la S.T.I. (60.000 ha) et le périmètre du Beht (30.000 ha).

Les essais portant sur la réalisation d'environ 1.500 ml de joints de différents types auront pour but de sélectionner les entreprises qui seront retenues pour soumissionner dans le cadre d'appel à la concurrence pour la réalisation d'environ 400.000 mètres de joints (400 km).

Les sociétés désireuses de participer à ces essais sont priées de retirer le protocole de ces essais auprès de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb - Carrefour Mauritanie Kenitra - Bureau des Marchés jusqu'au 17-3-78 (7 Rabia II 1398).

LES MARCHÉS

ONDRES

	14 fév. 1978	13 fév. 1978
Or (gramme)	125,50	125,50
Argent (gramme)	15,20	15,20
Platine (gramme)	1.200,00	1.200,00
Paladium (gramme)	450,00	450,00
Carbone (tonne)	1.200,00	1.200,00
Chaux (tonne)	1.200,00	1.200,00
Ciment (tonne)	1.200,00	1.200,00
Grain (tonne)	1.200,00	1.200,00
Blé (tonne)	1.200,00	1.200,00
Maïs (tonne)	1.200,00	1.200,00
Soy (tonne)	1.200,00	1.200,00
Colza (tonne)	1.200,00	1.200,00
Lin (tonne)	1.200,00	1.200,00
Seigle (tonne)	1.200,00	1.200,00
Avoine (tonne)	1.200,00	1.200,00
Orge (tonne)	1.200,00	1.200,00
Mouton (kg)	1.200,00	1.200,00
Vache (kg)	1.200,00	1.200,00
Porc (kg)	1.200,00	1.200,00
Oie (kg)	1.200,00	1.200,00
Cane (kg)	1.200,00	1.200,00
Canard (kg)	1.200,00	1.200,00
Chapon (kg)	1.200,00	1.200,00
Coque (kg)	1.200,00	1.200,00
Charbon (kg)	1.200,00	1.200,00
Bois (m³)	1.200,00	1.200,00
Essence (litre)	1.200,00	1.200,00
Gasole (litre)	1.200,00	1.200,00
Alcool (litre)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Café (kg)	1.200,00	1.200,00
Thé (kg)	1.200,00	1.200,00
Spices (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00
Fleurs (kg)	1.200,00	1.200,00
Épices (kg)	1.200,00	1.200,00
Condiments (kg)	1.200,00	1.200,00
Aliments (kg)	1.200,00	1.200,00
Boissons (kg)	1.200,00	1.200,00
Alcool (kg)	1.200,00	1.200,00
Tabac (kg)	1.200,00	1.200,00
Herbes (kg)	1.200,00	1.200,00

LES MARCHÉS FINANCIERS

Bénéfices, subventions et dividendes

C.I.L. - Honeywell-Bull a présenté les comptes consolidés de son premier exercice complet puisque la fusion est intervenue en juin 1976. Le chiffre d'affaires connote 1108 millions 3,76 milliards de francs (47 % réalisés en France et 53 % à l'étranger), la marge brute d'autofinancement, 661 millions de francs, le résultat net, 103 millions de francs. Le investissement s'élève à 131 millions de francs. Enfin, les commandes ont progressé de 33 % par rapport au total cumulé de celles de C.I.L. et Honeywell-Bull pour le premier semestre 1976 et de C.I.L.-Honeywell-Bull pour le deuxième semestre 1976. Il a été précisé que la clientèle appartenait au secteur privé à hauteur de 80 %.

Pour apprécier ces éléments chiffrés, il importe de préciser quelques points :

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

FORECO. — Les actionnaires vont avoir à choisir entre l'attribution gratuite de titres (2 1/3 %) ou le versement d'un dividende final de 5,20 florins par action, soit 12,80 florins pour l'exercice 1977 dans son entier.

COMPAGNIE BANCAIRE. — Rémunération des actionnaires de 1977 de 100 florins par action.

rice net de l'exercice 1977 : 65,3 millions de francs contre 50,4 millions de francs. Le résultat net consolidé devrait être supérieur de 15 à 15 % à celui de 1978 (219 millions de francs). Dividende global inchangé de 12 F, mais s'appliquant à un capital augmenté gratuitement de

25 % en 1977.
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSA
CIENNE DE BANQUE. — Attribution
gratuite d'une action pour cinq.
ELF GAROM. — Attribution gra
tuite d'une action pour deux.
ECCO S.A. — Le dividende globa
de l'exercice 1977 devrait être por
à 50 F par action contre 50 F 25

FINANCIERE TOTAL. — Emission d'un emprunt de 100 millions de francs en 100 000 obligations de 1 000 F. Amorties en douze ans, ces titres rapporteront un intérêt de 11,30 %.

DROITS DE SOUSCRIPTION		
VALEURS (Actions et parts)	Montants	Nombre cours
Revenu Comm. Marit. de	1 2 5	5 00

728 Cass. Marc, dr.	1 B. 5	5 50
---------------------	--------	------

Nobel-Buzai, c. 24	30.4
Relluca, c. 15	10.20
Sélection Etrang., c. 14	8 p. 2
Trav. Pehl. Ouest, c. 61	1 p. 10

R - COMPTANT				
Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	

	cours		graced	cours
112	30	Immobilier.....	79 80	78 5
185	..	Cie Lyen. Imm...	83 28	83 2
181	10	OFMEET.....	77 64	77 6
129	10	U.C.I.B.O.....	96 ..	96 1
222		Unifac Hocht.....	148 10	148 1
195	68	So. Imm. France..	115 ..	115

137	50			
40	180	50	Acter Investiss...	35 50
50	60	60	Emition Sact...	185
49	201	40	Sofragi.....	2280
	180	10		262
	212			
	13	10	Abellie (Cie Ind.)	136 20
50	122		Applie. Hydrant	508
				518

139	Artois.....	85	22	4
	Canton, Blancy.....	199	50	199
78 50	(My) Cestrest.....	187	00	186
202	(My) Champoux.....	187	50	187
555	Chary, Reims. (p.).....	2134		2810
66	Campesier.....	810	50	315
428	(Lj) Des. R. Nord.....	128		1127
748	Electro-France.....	183		183

19	148 13	Fla. Bridge...	41	80	41	80
	252	Fin. et Mar. Port.	66	56	56	56
	277	Finance (La).....	341	348	348	348
50	148 85	Mar. et Eau.....	482	482	482	482
	115	La Mer.....	17	17	17	17
50	81 58	Leban et Cie.....	122	118	118	118
50	101 58	(My) Lardet.....	0188	108	108	108
50	108 78	Cie Mercantile.....	26	26	26	26

MARCHÉ A

COURS		COURS		SALON		SALON		SALON	
173	170 ..	15	58	Herd.....	11				
80	65 18	80		Moav. Sal...	4				
145	145 ..	118		Offa-Cabry ..	117				
248	263 ..	74		Opti-Parthes ..	8				
951	750 15	80		Paris-France ..	5				

591	433	66	Pechelmann	57
417	417	66	P.E.A.	58
48	20	68	... (tbl.)	112
124	134	111	Pennsylvania	31
135	192	33	Perdue-Rite	181
127	50	127	Pierce	12
63	20	85	Pierce & F.	
97	50	97		
28	40	22		
		67		

278	Pangest-Gitt	25
335	— (tbl.)	81
53	Pierre-Ashy	5
81	P.L.M.	40
151	Piscain	7
114	Pellet	10
77	Pompey	7

133	132 49	88	F. M. Lamson
124	136 55	25	Préault
80 00	49 60	250	Presses Cités.
280	278 98	215	Prétorail S..
85	85	85	Pricel
70	70	118	Printemps
59 00	58 80	87	Printemps ..
35 50	35 20		
		900	Rader C. A.

142	29	141	-	445	...	444
134	10	132	48	315	Radiofon...	81
255	20	254	20	50	Raffio. (Pa)	5
185	20	181	50	62	Raff. St-L	5
221	1225	225	495	Redoute	Redoute	475
875	1870	50	50	Robes-Poul.	Robes-Poul.	8
171	160	164	Roussel-Uclaf	Roussel-Uclaf	170	
115	118	181	Rouss Picard	Rouss Picard	175	

280	263 50	310	Rue Impériale	309
472	472 -			
384	3003	26	Sauvion....	172
217	312 70	140	Sède.....	194
		409	Seyren.....	384
28 80	26 55	118	Saint-Etienne	111
634	950	490	S.A.T.....	418
30	29 58	31	Saintes.....	21
		70	Saintes.....	8

271	371	69	Schaefer, Wm.	84
948	875	78	Schneider	71
1009	1000	97	S.C.O.A.	79
24	23	260	Seifert	20
34	33	179	S.I.A.S.	18
1038	1043	174	Sign. E. El.	18
561	553	110	S.I.L.C.	12
254	259	70	Slone	12
			S.M.H.R.	

331	832	1530	Sk. Rossignol	1520
513	518	88	Sogerma	88
463 50	408	385	Sonnen-Alt.	385
129 20	123 15	216	Stroz	20
233	287 54			
		286	Talco-Luz	22
231	278	270	T. R.T.	36
287	285 50	580	Tel. Electr.	575

58 10 67 95 115 1 - (001)... (1)

[illegible]

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

VALEURS SONNANT LIED
D : effort : C : PUNION

COTE DES CHANCES		en	MARQUE LIBRE DE L'OP
------------------	--	----	----------------------

COTE DES CHANGES				DEBILITE		MARCHE LIBRE DE L'OR	
MARCHÉ OFFICIEL		COURS préc.		COURS de 2 et 4 jours		MONNAIES ET DEVISES	
						COURS préc.	
418	30	482					
419	30	483					
420	30	484					
421	30	485					
422	30	486					
423	30	487					
424	30	488					
425	30	489					
426	30	490					
427	30	491					
428	30	492					
429	30	493					
430	30	494					
431	30	495					
432	30	496					
433	30	497					
434	30	498					
435	30	499					
436	30	500					
437	30	501					
438	30	502					
439	30	503					
440	30	504					
441	30	505					
442	30	506					
443	30	507					
444	30	508					
445	30	509					
446	30	510					
447	30	511					
448	30	512					
449	30	513					
450	30	514					
451	30	515					
452	30	516					
453	30	517					
454	30	518					
455	30	519					
456	30	520					
457	30	521					
458	30	522					
459	30	523					
460	30	524					
461	30	525					
462	30	526					
463	30	527					
464	30	528					
465	30	529					
466	30	530					
467	30	531					
468	30	532					
469	30	533					
470	30	534					
471	30	535					
472	30	536					
473	30	537					
474	30	538					
475	30	539					
476	30	540					
477	30	541					
478	30	542					
479	30	543					
480	30	544					
481	30	545					
482	30	546					
483	30	547					
484	30	548					
485	30	549					
486	30	550					
487	30	551					
488	30	552					
489	30	553					
490	30	554					
491	30	555					
492	30	556					
493	30	557					
494	30	558					
495	30	559					
496	30	560					
497	30	561					
498	30	562					
499	30	563					
500	30	564					
501	30	565					
502	30	566					
503	30	567					
504	30	568					
505	30	569					
506	30	570					
507	30	571					
508	30	572					
509	30	573					
510	30	574					
511	30	575					
512	30	576					
513	30	577					
514	30	578					
515	30	579					
516	30	580					
517	30	581					
518	30	582					
519	30	583					
520	30	584					
521	30	585					
522	30	586					
523	30	587					
524	30	588					
525	30	589					
526	30	590					
527	30	591					
528	30	592					
529	30	593					
530	30	594					
531	30	595					
532	30	596					
533	30	597					
534	30	598					
535	30	599					
536	30	600					
537	30	601					
538	30	602					
539	30	603					
540	30	604					
541	30	605					
542	30	606					
543	30	607					
544	30	608					
545	30	609					
546	30	610					
547	30	611					
548	30	612					
549	30	613					
550	30	614					
551	30	615					
552	30	616					
553	30	617					
554	30	618					
555	30	619					
556	30	620					
557	30	621					
558	30	622					
559	30	623					
560	30	624					
561	30	625					
562	30	626					
563	30	627					
564	30	628					
565	30	629					
566	30	630					
567	30	631					
568	30	632					
569	30	633					
570	30	634					
571	30	635					
572	30	636					
573	30	637					
574	30	638					
575	30	639					
576	30	640					
577	30	641					
578	30	642					
579	30	643					
580	30	644					
581	30	645					
582	30	646					
583	30	647					
584	30	648					
585	30	649					
586	30	650					
587	30	651					
588	30	652					
589	30	653					
590	30	654					
591	30	655					
592	30	656					
593	30	657					
594	30	658					
595	30	659					
596	30	660					
597	30	661					
598	30	662					
599	30	663					
600	30	664					
601	30	665					
602	30	666					
603	30	667					
604	30	668					
605	30	669					
606	30	670					
607	30	671					
608	30	672					
609	30	673					
610	30	674					
611	30	675					
612	30	676					
613	30	677					
614	30	678					
615	30	679					
616	30	680					
617	30	681					
618	30	682					
619	30	683					
620	30	684					
621	30	685					
622	30	686					
623	30	687					
624	30	688					
625	30	689					
626	30	690					
627	30	691					
628	30	692					
629	30	693					
630	30	694					
631	30	695					
632	30	696					
633	30	697					
634	30	698					
635	30	699					
636	30	700					
637	30	701					
638	30	702					
639	30	703					
640	30	704					
641	30	705					
642	30	706					
643	30	707					
644	30	708					
645	30	709					
646	30	710					
647	30	711					
648	30	712					
649	30	713					
650	30	714					
651	30	715					
652	30	716					
653	30	717					
654	30	718					
655	30	719					
656	30	720					
657	30	721					
658	30	722					
659	30	723					
660	30	724					
661	30	725					
662	30	726					
663	30	727					
664	30	728					
665	30	729					
666	30	730					
667	30	731					
668	30	732					
669	30	733					
670	30	734					
671	30	735					
672	30	736					
673	30	737					
674	30	738					
675	30	739					
676	30	740					
677	30	741					
678	30	7					

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS moyen	COURS le 2
---------------------	----------------	---------------

1970			1971			1972			1973			1974			1975			1976			1977			1978			1979			1980			1981			1982			1983			1984			1985			1986			1987			1988			1989			1990			1991			1992			1993			1994			1995			1996			1997			1998			1999			2000			2001			2002			2003			2004			2005			2006			2007			2008			2009			2010			2011			2012			2013			2014			2015			2016			2017			2018			2019			2020			2021			2022			2023			2024			2025			2026			2027			2028			2029			2030			2031			2032			2033			2034			2035			2036			2037			2038			2039			2040			2041			2042			2043			2044			2045			2046			2047			2048			2049			2050			2051			2052			2053			2054			2055			2056			2057			2058			2059			2060			2061			2062			2063			2064			2065			2066			2067			2068			2069			2070			2071			2072			2073			2074			2075			2076			2077			2078			2079			2080			2081			2082			2083			2084			2085			2086			2087			2088			2089			2090			2091			2092			2093			2094			2095			2096			2097			2098			2099			2100			2101			2102			2103			2104			2105			2106			2107			2108			2109			2110			2111			2112			2113			2114			2115			2116			2117			2118			2119			2120			2121			2122			2123			2124			2125			2126			2127			2128			2129			2130			2131			2132			2133			2134			2135			2136			2137			2138			2139			2140			2141			2142			2143			2144			2145			2146			2147			2148			2149			2150			2151			2152			2153			2154			2155			2156			2157			2158			2159			2160			2161			2162			2163			2164			2165			2166			2167			2168			2169			2170			2171			2172			2173			2174			2175			2176			2177			2178			2179			2180			2181			2182			2183			2184			2185			2186			2187			2188			2189			2190			2191			2192			2193			2194			2195			2196			2197			2198			2199			2200			2201			2202			2203			2204			2205			2206			2207			2208			2209			2210			2211			2212			2213			2214			2215			2216			2217			2218			2219			2220			2221			2222			2223			2224			2225			2226			2227			2228			2229			2230			2231			2232			2233			2234			2235			2236			2237			2238			2239			2240			2241			2242			2243			2244			2245			2246			2247			2248			2249			2250			2251			2252			2253			2254			2255			2256			2257			2258			2259			2260			2261			2262			2263			2264			2265			2266			2267			2268			2269			2270			2271			2272			2273			2274			2275			2276			2277			2278			2279			2280			2281			2282			2283			2284			2285			2286			2287			2288			2289			2290			2291			2292			2293			2294			2295			2296			2297			2298			2299			2300			2301			2302			2303			2304			2305			2306			2307			2308			2309			2310			2311			2312			2313			2314			2315			2316			2317			2318			2319			2320			2321			2322			2323			2324			2325			2326			2327			2328			2329			2330			2331			2332			2333			2334			2335			2336			2337			2338			2339			2340			2341			2342			2343			2344			2345			2346			2347			2348			2349			2350			2351			2352			2353			2354			2355			2356			2357			2358			2359			2360			2361			2362			2363			2364			2365			2366			2367			2368			2369			2370			2371			2372			2373			2374			2375			2376			2377			2378			2379			2380			2381			2382			2383			2384			2385			2386			2387			2388			2389			2390			2391			2392			2393			2394			2395			2396			2397			2398			2399			2400			2401			2402			2403			2404			2405			2406			2407			2408			2409			2410			2411			2412			2413			2414			2415			2416			2417			2418			2419			2420			2421			2422			2423			2424			2425			2426			2427			2428			2429			2430			2431			2432			2433			2434			2435			2436			2437			2438			2439			2440			2441			2442			2443			2444			2445			2446			2447			2448			2449			2450			2451			2452			2453			2454			2455			2456			2457			2458			2459			2460			2461			2462			2463			2464			2465			2466			2467			2468			2469			2470			2471			2472			2473			2474			2475			2476			2477			2478			2479			2480			2481			2482			2483			2484			2485			2486			2487			2488			2489			2490			2491			2492			2493			2494			2495			2496			2497			2498			2499			2500			2501			2502			2503			2504			2505			2506			2507			2508			2509			2510			2511			2512			2513			2514			2515			2516			2517			2518			2519			2520			2521			2522			2523			2524			2525			2526			2527			2528			2529			2530			2531			2532			2533			2534			2535			2536			2537			2538			2539			2540			2541			2542			2543			2544			2545			2546			2547			2548			2549			2550			2551			2552			2553			2554			2555			2556			2557			2558			2559			2560			2561			2562			2563			2564			2565			2566			2567			2568			2569			2570			2571			2572			2573			2574			2575			2576			2577			2578			2579			2580			2581			2582			2583			2584			2585			2586			2587			2588			2589			2590			2591			2592			2593			2594			2595			2596			2597			2598			2599			2600			2601			2602			2603			2604			2605			2606			2607			2608			2609			2610			2611			2612			2613			2614			2615			2616			2617			2618			2619			2620			2621			2622			2623			2624			2625			2626			2627			2628			2629			2630			2631			2632			2633			2634			2635			2636			2637			2638			2639			2640			2641			2642			2643			2644			2645			2646			2647			2648			2649			2650			2651			2652			2653			2654			2655			2656			2657			2658			2659			2660			2661			2662			2663			2664			2665			2666			2667			2668			2669			2670			2671			2672			2673			2674			2675			2676			2677			2678			2679			2680			2681			2682			2683			2684			2685			2686			2687			2688			2689			2690			2691			2692			2693			2694			2695			2696			2697			2698			2699			2700			2701			2702			2703			2704			2705			2706			2707			2708			2709			2710			2711			2712			2713			2714			2715			2716			2717			2718			2719			2720			2721			2722			2723			2724			2725			2726			2727			2728			2729			2730			2731			2732			2733			2734			2735			2736			2737			2738			2739			2740			2741			2742			2743			2744			2745			2746			2747			2748			2749			2750			2751			2752			2753			2754			2755			2756			2757			2758			2759			2760			2761			2762			2763			2764			2765			2766			2767			2768			2769			2770			2771			2772			2773			2774			2775			2776			2777			2778			2779			2780			2781			2782			2783			2784			2785			2786			2787			2788			2789			2790			2791			2792			2793			2794			2795			2796			2797			2798			2799			2800			2801			2802			2803			2804			2805			2806			2807			2808			2809			2810			2811			2812			2813			2814			2815			2816			2817			2818			2819			2820			2821			2822			2823			2824			2825			2826			2827			2828			2829			2830			2831			2832			2833			2834			2835			2836			2837			2838			2839			2840			2841			2842			2843			2844			2845			2846			2847			2848			2849			2850			2851			2852			2853			2854			2855			2856			2857			2858			2859			2860			2861			2862			2863			2864			2865			2866			2867			2868			2869			2870			2871			2872			2873			2874			2875			2876			2877			2878			2879			2880			2881			2882			2883			2884			2885			2886			2887			2888			2889			2890			2891			2892			2893			2894			2895			2896			2897			2898			2899			2900			2901			2902			2903			2904			2905			2906			2907			2908			2909			2910			2911			2912			2913			2914			2915			2916			2917			2918			2919			2920			2921			2922			2923			2924			2925			2926			2927			2928			2929			2930			2931			2932			2933			2934			2935			2936			2937			2938			2939			2940			2941			2942			2943			2944			2945			2946			2947			2948			2949			2950			2951			2952			2953			2954			2955			2956			2957			2958			2959			2960			2961			2962			2963			2964			2965			2966			2967			2968			2969			2970			2971			2972			2973			2974			2975			2976			2977			2978			2979			2980			2981			2982			2983			2984			2985			2986			2987			2988			2989			2990			2991			2992			2993			2994			2995			2996			2997			2998			2999			3000			300		
------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	------	--	--	-----	--	--

encourage les « protestations », mais ils cherchent surtout à faire la démonstration que ce n'est possible sans eux. L'objectif essentiel reste de se tenir exclus des tentatives de règlement.

Il y a eu, aussi, reproches à l'égard des Etats-Unis d'avoir « trahi » la conférence de Genève, mais les assurances de coprésidence, en posant M. Sadate, ne promettent aucune initiative spectaculaire. Le mouvement américain, qui a été celui de les tenir constants sur leurs intentions, a beau protester de son « innocence », il est clair que les dirigeants de Moscou s'en sont rendus compte. Ils font sans cesse référence à la déclaration commune du 17 octobre dernier.

Il s'agit d'un document construit d'une main scrupuleusement en application de ce, et par lequel les Etats-Unis reconnaissent leur responsabilité dans la région.

C'est pourquoi l'URSS, tout en étant encore à la convocation de la conférence de Genève, bien qu'elle se rende compte de plus en plus qu'il s'agit d'une fiction, l'impression d'immobilisme donnée par la politique soviétique vient de la grande déception dont tout preuve. Jusque-là, mais fois de plus, le dirigeant de Moscou, Kossyguine, avait pu sur eux, ils attendent que M. Sadate reconnaisse la responsabilité de la situation, et que l'Egypte, contrainte de la vanité des pourparlers, revienne, vraisemblablement, sous leur coupe.

25, rue d'Alsace, 17120 St-Jean-Pied-de-Ferr

مَكِّنَا مِنَ الْأُمَمِ